

AL GORE

ALEXANDRA COUSTEAU

NUMÉRO
SPÉCIAL
SUSTAINABILITY
NO MORE
PLASTIC

ALAIN DELON

UNOC 2025

FRANCE

Forbes

Björk

—
Préserver la
liberté de choisir
sa manière d'agir
dans le monde

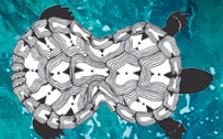
PLANÈTE

“CORNUCOPIA” :
QUAND BJÖRK
CONVOQUE LE FUTUR



*NO TIME TO WASTE

Discover the truth about plastic
on www.nomoreplastic.co



NO MORE PLASTIC™

LE COURAGE D'AGIR

PAR ROSALIE MANN,

PRÉSIDENTE FONDATRICE DE NO MORE PLASTIC FOUNDATION ET THE HUMANN PRIZE



À l'heure où la planète suffoque et où nos imaginaires s'épuisent, il nous faut des voix, des visages, des visions, des idées, des intelligences nouvelles, des esprits indomptables.

Ce numéro hors-série *Forbes Sustainability*, dont j'ai eu l'honneur de prendre les rênes, est bien plus qu'un magazine. C'est un manifeste.

Nous ne sauverons pas la Terre sans les artistes, sans les cinéastes, sans les rêveurs et les penseurs, celles et ceux qui savent toucher l'âme avant même de convaincre l'esprit et semer l'avenir dans les consciences.

Ce numéro spécial, imaginé pour le Festival de Cannes et l'année de l'océan, érige un pont entre la scène internationale du cinéma et le destin de notre planète bleue. Parce que ce que nous choisissons de regarder, d'admirer, de raconter définit les contours de ce que nous acceptons de sauver.

En couverture, une artiste hors norme : Björk. Muse, pionnière, visionnaire, elle incarne ce que notre époque exige : de l'audace, de la poésie et une conscience radicale. Son retour à Cannes après vingt-cinq ans n'est pas seulement symbolique. En y recevant le Humann Impact Prize, elle nous rappelle que l'art peut – et doit – provoquer des bascules.

Ce numéro est aussi un préambule à un moment historique : la 3^e Conférence des Nations unies pour l'océan (UNOC), qui se tiendra pour la première fois en Méditerranée, à Nice, du 9 au 13 juin.

Une conviction traverse les pages, les portraits, les interviews et les tribunes de ce hors-série : la transition ne sera pas seulement technologique, elle sera humaine et culturelle.

C'est cette transformation que nous avons voulu célébrer ici, aux côtés de personnalités qui font partie de ceux qui osent imaginer, inventer, bâtir un monde réconcilié avec le vivant. ♦

**DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
ET DE LA RÉDACTION**

Dominique Busso

Forbes France • 30, rue Galilée, 75116 Paris

RÉDACTEUR EN CHEF

Rosalie Mann

DIRECTEUR ARTISTIQUE

Sylvain Galy

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Isabelle Calmets
Caroline Izoret-Abou

Forbes France est publié sous licence

Forbes Media LLC

édité par 360BusinessMedia SAS

30, rue Galilée 75116 Paris

info@forbes.fr

DIRECTION GÉNÉRALE

Dominique Busso

DIRECTION MARKETING

Thuy Nguyen

Contact service marketing : marketing@forbes.fr

ISSN : 2679-0262

Dépôt légal : À parution

Diffusion MLP

Numéro de commission paritaire : 1218 D 93550

Imprimé chez RotoFrance,

rue de la Maison-Rouge 77185 Lognes

Abonnement en France métropolitaine,

1 an, 4 numéros, 30 euros

Forbes France est une publication trimestrielle

Téléphone service abonnement : 05 34 56 35 60

Par courrier : Service abonnement

Forbes OPFER SERVICES, CS 60003

31242 L UNION CEDEX

Par mail : forbes@abomarque.fr



inarrêtable.

Aujourd'hui, l'investissement durable est remis en question. Mais la froide réalité du réchauffement climatique n'a que faire des fluctuations du marché.

La transition environnementale est inarrêtable. L'ignorer constitue une décision d'investissement risquée.

Découvrez la force de tout repenser sur [LombardOdier.com](https://www.LombardOdier.com)

rethink everything. ^{*}®



LOMBARD ODIER
LOMBARD ODIER DARIER HENTSCH

CLIENTÈLE PRIVÉE
ASSET MANAGEMENT
TECHNOLOGIE

Entreprise

Certifiée

* Savoir tout repenser.

Lombard Odier (Europe) S.A. - Succursale en France, 8 rue Royale - 75008 Paris RCS Paris 803 905 157 - Etablissement de crédit de droit luxembourgeois sous la surveillance de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) - supervisé par la CSSF au Luxembourg et sa succursale en France par l'ACPR et l'AMF. Tout investissement est exposé à une diversité de risques. Veuillez vérifier avec votre conseiller en investissement avant d'effectuer une quelconque transaction. Ceci est une communication publicitaire. Veuillez vous référer au prospectus et/ou document d'informations clés de l'OPCVM LO Funds avant de prendre toute décision finale d'investissement. ©2025 Lombard Odier

INDOMPTABLES@FORBES

8 | BJÖRK

Une ode à l'art, à la liberté, à la planète

14 | AL GORE

Un *Reality*® Tour pour réveiller la planète

HORIZONS BLEUS@FORBES

20 | CHRISTIAN ESTROSI

« L'océan ne peut plus être une zone de non-droit »

25 | ROBERT CALCAGNO

« Il est temps d'investir dans l'océan comme on investit dans l'avenir »

56 | MARIE-CLAIRE DAVEU

« L'eau est devenue un enjeu stratégique »

SEMEURS D'AVENIR@FORBES

32 | ALEXANDRA COUSTEAU

« La priorité absolue aujourd'hui est de passer à l'action »

56 | SANTIAGO LEFEBVRE

« Innover, c'est résister à l'ancien monde »

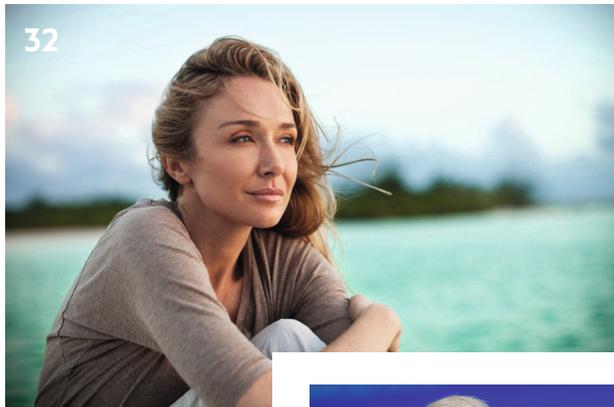
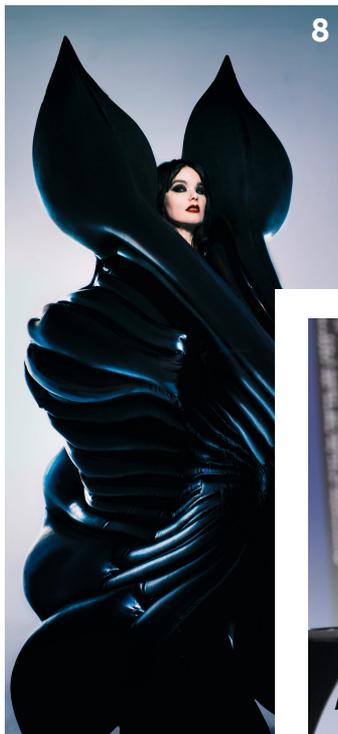
41 | SIAN SUTHERLAND

« Le plastique est la crise climatique à l'état solide »

INTELLIGENCES NOUVELLES@FORBES

44 | OLIVIER POIVRE D'ARVOR

« L'océan, nouvelle frontière et première urgence »



48 | HAMILTON MANN

Une IA des Lumières

53 | MARC PALAHI

« Nous entrons dans un changement d'ère »

56 | POP-UP "MORE BY NO MORE PLASTIC"

« Un monde sans plastique, une révolution déjà en marche »

58 | EUGÈNE RICONNEAUS

« Cocréer avec l'océan des solutions pour demain »

ART MOTEUR@FORBES

62 | ANOUCHKA DELON

« Préserver la mémoire, c'est prolonger la vie »

67 | RODRIGO GARCÍA

« Ce nous cherchons, c'est à éveiller des conversations »

70 | CHARLOTTE DAUPHIN

« Le cinéma, c'est le lieu sans lieu, le lieu qui contient tous les lieux »

HÉROÏNES MODERNES@FORBES

72 | ARIZONA MUSE

Mannequin activiste

75 | GOLSHIFTEH FARAHANI

« Exister pour résister »

78 | CAMILLE ÉTIENNE

« Une génération face au poison »

LES OCÉANS NOUS PARLENT. ÉCOUTONS-LES.

La Mer s'engage activement dans la protection et la restauration des habitats marins à travers le monde, pour transmettre une planète bleue prospère et florissante aux générations futures.

Grâce à la création du *La Mer Blue Heart Oceans Fund* et aux dons versés, La Mer soutient notamment le projet de *Earth Echo International* dont le but est d'assurer la protection de 30% des océans d'ici 2030.



Découvrez notre engagement en faveur de la protection des océans.

Crèmedelamer.fr

LE GRAND RETOUR DE BJÖRK À CANNES UNE ODE À L'ART, À LA LIBERTÉ, À LA PLANÈTE

Vingt-cinq ans après avoir bouleversé la Croisette avec son prix d'interprétation pour *Dancer in the Dark*, Björk signe un retour aussi puissant qu'émouvant au Festival de Cannes. La muse islandaise sera honorée du Humann Impact Prize pour sa vision artistique unique et son engagement pour la planète, avant de présenter la projection exceptionnelle de *Cornucopia*, œuvre monumentale mêlant musique, art visuel et conscience écologique. Un moment rare, à l'image d'une artiste inclassable, toujours en quête d'harmonie entre l'âme, la nature et la création.

PROPOS RECUEILLIS PAR ROSALIE MANN

Votre œuvre a toujours été profondément en résonance avec la nature. Alors que la planète devient de plus en plus fragile, comment ce lien évolue-t-il, et comment influence-t-il votre processus créatif ?

BJÖRK : En ce qui concerne l'équilibre entre l'urbain et le rural, je pense que l'Islande n'a pas tellement changé depuis mon enfance. Même si Reykjavik est une capitale européenne, je vis sur une plage, et à tout moment, je suis à seulement 45 min de route d'une nature totalement intacte.

Je passais auparavant un tiers de mon temps à Londres ou Brooklyn, mais toujours deux tiers en Islande, donc je n'ai jamais perdu ce lien. Maintenant, cela fait cinq ans que je vis ici à 100 % et je l'aime un peu plus chaque jour. Il est normal pour les Islandais de mener une vie où l'on équilibre nature et style de vie techno du XXI^e siècle... donc pas de grand changement de ce côté-là.

Mais les villes devenant de plus en plus polluées, je dois dire que j'apprécie l'Islande davantage chaque année.

Vous venez d'Islande, une terre d'extrêmes élémentaires. Comment cette géographie

unique a-t-elle façonné votre conscience écologique et votre relation au vivant ?

B. : Comme je l'ai dit, je ne connais rien d'autre. J'ai récemment discuté avec mes amis japonais, et nous partageons une adoration pour les volcans, les bains de forêt et une sorte de respect shintoïste pour les tremblements de terre. Nous avons aussi en Islande une culture des bains thermaux similaire aux *onsen* du Japon. Donc, beaucoup de points communs. Je ne pense pas que ce soit si unique – on retrouve des similitudes en Indonésie, à Taïwan, aux Canaries, et ailleurs.

Votre art ressemble à une forme d'activisme intuitif, émotionnel, poétique, presque mythologique. Pensez-vous que l'art puisse raviver notre lien à la Terre et inspirer une transformation réelle ?

B. : Merci... je prends cela comme un compliment. Je ne sais pas si je dois raviver ce lien, car j'ai le sentiment que je ne l'ai jamais perdu. Je pense que les personnes vivant en dehors de « l'Occident » partagent ce lien naturel. Par exemple, les peuples du Nord comme au Groenland, les Inuits du Canada, les Sâmes en Scandinavie, les



Mongols, etc. Également dans le sud de l'Amérique du Sud et dans de vastes régions d'Afrique et d'Asie.

Il est important de se rappeler que le récit de l'Amérique et de l'Europe dite « civilisée » n'est pas l'unique histoire existante. La majorité des habitants de la Terre vivent encore de manière rurale, en harmonie avec la nature.

À l'ère de l'hyper-technologie et du consumérisme, imaginez-vous un futur où musique et innovation pourraient servir la planète plutôt que le profit ?

B. : Oui, cela existe déjà. Peut-être pas aux États-Unis, mais dans de nombreux autres pays.

Votre voix, vos métamorphoses scéniques, même vos silences semblent vibrer d'une présence organique. Créez-vous pour guérir, pour éveiller, ou pour rêver ?

B. : J'écris des mélodies depuis que je suis enfant, c'est donc naturellement tissé dans mon rythme physique. Comme pour la plupart des auteurs-compositeurs-interprètes, c'est émotionnellement connecté à ce qui s'est passé ce mois-là. C'est un peu comme développer une pellicule photo : cela influence le tempo, la texture et la couleur sonore.

En tant qu'artiste femme, farouchement libre et inclassable, quelles formes de conditionnement avez-vous dû briser pour préserver votre voix singulière ?

B. : Je pense que j'ai été consciente du chant dès mon enfance. Quand votre corps est votre instrument, vous apprenez à le lire en permanence. Il change beaucoup, comme si vous étiez un musicien dont l'instrument passerait sans cesse de la mandoline au violon, puis au biwa. Cela dépend du climat, des voyages, de la nourriture, de l'âge... La transformation de la voix humaine est spectaculaire et demande beaucoup de sensibilité.

Considérez-vous l'intuition comme une forme supérieure d'intelligence, peut-être même un chemin vers la libération ?

B. : Oui, cela peut l'être. Je pense qu'en unissant constamment les sens, le corps, les émotions, l'âme, l'esprit, avec le calendrier et les êtres aimés, on peut atteindre un certain équilibre. Je me sens la plus libre lorsque tout cela est en harmonie.

Cornucopia est sans doute votre projet scénique le plus ambitieux à ce jour. Quelle en a été l'étincelle initiale, et comment avez-

”

IL EST IMPORTANT DE SE RAPPELER QUE LE RÉCIT DE L'AMÉRIQUE ET DE L'EUROPE DITE « CIVILISÉE » N'EST PAS L'UNIQUE HISTOIRE EXISTANTE. LA MAJORITÉ DES HABITANTS DE LA TERRE VIVENT ENCORE DE MANIÈRE RURALE, EN HARMONIE AVEC LA NATURE.

vous cherché à tisser ensemble musique, technologie et conscience écologique ?

B. : C'est probablement mon projet le plus ambitieux en termes de nombre d'écrans, de structures physiques et de main-d'œuvre pour le monter. Mes autres tournées étaient tout aussi ambitieuses, mais d'une manière différente. *Cornucopia* est né de l'envie de mettre en scène mon album *Utopia*. Après *Biophilia* et *Vulnicura*, avec des formats d'album-app ou en réalité virtuelle, il était temps de revenir à une scène du XIX^e siècle, physique, respirante. Je voulais garder



la sensation circulaire développée en VR : ainsi, pour *Cornucopia*, nous avons installé des écrans LED, des projecteurs, des rideaux et des toiles en arc de cercle autour des musiciens, comme une sorte de lanterna magica digitale. Je voulais donner une impression d'abondance, un peu comme une overdose d'écrans façon Times Square.

Le spectacle intègre un discours de Greta Thunberg. Selon vous, quel rôle l'art et l'activisme doivent-ils jouer ensemble à ce moment crucial de notre histoire commune ?

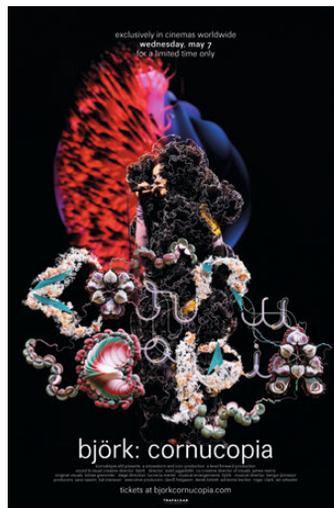
B. : Je pense qu'il existe des milliers de façons de combiner art et activisme, et aucune n'est juste ou fautive. Le silence peut être punk aussi. Je crois qu'il est vital de préserver la liberté de choisir sa manière d'agir dans le monde. Je soutiens toutes les formes de résistance idiosyncratiques !

Si vous pouviez envoyer une seule respiration de votre œuvre vers l'avenir (un son, une image, un geste), que choisiriez-vous pour symboliser votre vœu pour la Terre ?

B. : Le silence. ♦

CORNUCOPIA, Quand Björk convoque le futur

À Cannes, le Humann Prize présente le film-concert le plus intime de l'artiste islandaise, œuvre totale entre pulsation organique, cri écologique et poésie visuelle.



Il est des œuvres qui ne se contentent pas de faire spectacle : elles creusent un sillon dans la mémoire du monde.

Cornucopia, de Björk, appartient à cette espèce rare d'art total, où le corps devient instrument, le son, matière vivante, et la scène un sanctuaire.

Conçu comme le projet le plus intime et ambitieux de la chanteuse islandaise, *Cornucopia* a d'abord été un concert-monument, une tournée de cinq ans entamés en 2019.

Le 22 mai à 20 h, ce moment suspendu s'incarnera à l'écran au Festival de Cannes. Le Humann Prize présentera, dans le cadre de la 10^e Semaine du Cinéma Positif, la projection exceptionnelle du film-concert *Cornucopia* au Cinéum Cannes.

Réalisé par Ísold Uggadóttir, ce film ne se contente pas de capter un spectacle : il en conserve l'âme. Avec une sensibilité rare, il restitue la totalité de la performance scénique et son pouvoir de fascination, sublimés par les visuels organiques de James Merry, codirecteur créatif de Björk, et les animations immersives signées Tobias Gremmler.

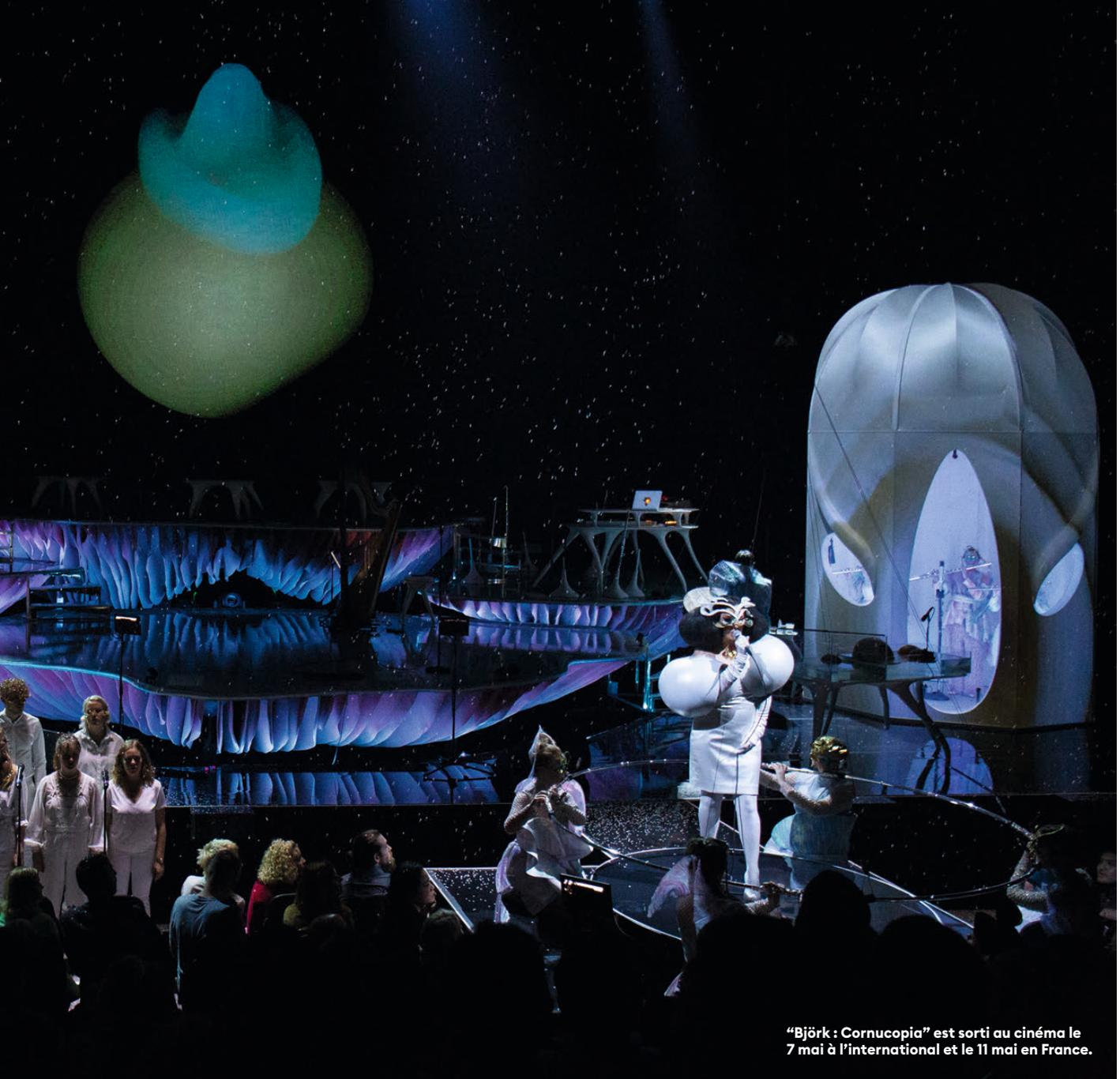
Le résultat : une expérience audiovisuelle à la fois spectaculaire et sensorielle.

Une fusion. Un message. Une symphonie pour un monde blessé. Tout commence dans l'ombre, à peine déchirée par les voix de la chorale de jeunes Islandais Hamrahlid, que Björk considère comme sa famille musicale. Puis, les lumières montent, réfractées par des écrans mouvants, des rideaux de sons et des instruments inventés pour l'occasion – flûtes circulaires, harpes numériques, chambres de réverbération. Le théâtre s'efface et ce qui surgit est un écosystème sonore. Tirant la sève de ses albums *Biophilia*, *Vulnicura*, *Utopia* et *Fossora*, l'artiste tisse un récit profondément organique, où



l'intime se mêle au politique, où la mémoire du deuil devient terrain d'éclosion pour des visions nouvelles. Au cœur de la scénographie, la voix de Greta Thunberg, projetée à la manière d'un oracle, vient rappeler que cette œuvre n'est pas seulement une offrande esthétique : c'est un appel.

Car ce que *Cornucopia* offre, ce n'est pas une réponse, c'est une tension. Une lente montée vers une idée de l'avenir, où la nature ne serait plus sacrifiée, mais célébrée. Une proposition de réconciliation. Dans ce monde saturé d'écrans froids, *Cornucopia* surgit comme un contre-sort, une invocation vibrante, presque chamanique. C'est l'œuvre d'une artiste qui ne cherche pas à briller, mais à éclairer, à soigner, à transmettre.



“Björk : Cornucopia” est sorti au cinéma le 7 mai à l'international et le 11 mai en France.

À l'image de Björk elle-même – libre, insaisissable, radicale –, *Cornucopia* échappe aux formats, traverse les disciplines et redéfinit les contours de ce que peut être un concert, un film, un manifeste.

Le choix de le projeter à Cannes avec le Humann Prize, dans le cadre de la Semaine du Cinéma Positif, n'a rien d'anodin. Il résonne comme une évidence : la voix de Björk comme un écho lancé au futur, l'art comme pulsation du vivant.

Dans un monde qui vacille entre urgence climatique et épuisement moral, *Cornucopia* nous rappelle que l'art n'est pas un refuge : c'est une traversée. Et parfois, une renaissance. ♦





AL GORE, 10 ANS APRÈS L'ACCORD DE PARIS : UN “REALITY® TOUR” POUR RÉVEILLER LA PLANÈTE

Dix ans se sont écoulés depuis l'Accord de Paris. Dix années de promesses, d'alertes, de trajectoires parfois déviées, au cours desquelles le climat est passé d'un sujet de sommet diplomatique à une urgence planétaire visible dans nos villes, nos forêts, nos corps. Pour y faire face, Al Gore propose une tournée mondiale de mobilisation et d'action.

PAR ROSALIE MANN



Depuis près de deux décennies, Al Gore, ancien vice-président des États-Unis et prix Nobel de la paix, n'a cessé d'alerter, de transmettre et de mobiliser autour de l'urgence climatique. Son documentaire devenu culte, *Une vérité qui dérange*, avait déjà, en 2006, marqué un tournant dans la perception publique de la crise écologique.

Aujourd'hui, son *Reality® Tour*, lancé en mars dernier à Paris – dans la ville même où fut signé l'accord historique de 2015 – par The Climate Reality Project, l'ONG qu'il a fondée, s'impose comme la suite logique et nécessaire de son engagement visionnaire. Diffusée en ligne pour toucher des millions de personnes, cette tournée mondiale qui ne se contente plus d'informer a été conçue pour bousculer les consciences, les dirigeants et les inerties.

Alors que 2024 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée, que les mégafeux, les sécheresses et les inondations se succèdent sans répit, Al Gore est revenu à Paris – pas pour célébrer, mais pour agir.

Mais ne nous trompons pas : le *Reality® Tour* n'est pas une simple tournée de conférences. C'est une mobilisation mondiale en temps réel, portée par la science et, pour la première fois dans l'histoire, doublée avec la voix d'Al Gore en 12 langues grâce



NOTRE OBJECTIF AVEC CETTE TOURNÉE : DONNER AUX CITOYENS PARTOUT DANS LE MONDE LES MOYENS DE DIRE LA VÉRITÉ AUX PUISSANTS ET D'EXIGER L'ACTION AMBITIEUSE DONT NOUS AVONS BESOIN POUR RÉSOUDRE LA CRISE CLIMATIQUE.





**NOUS DÉVERSONS CHAQUE JOUR
175 MILLIONS DE TONNES
DE POLLUTION
ISSUE DU RÉCHAUFFEMENT
CLIMATIQUE DANS LA FINE
ENVELOPPE DE NOTRE ATMOSPHÈRE,
COMME SI C'ÉTAIT UNE DÉCHARGE
À CIEL OUVERT.**





à une technologie d'intelligence artificielle de pointe développée par Metaphysic. Chacun, quel que soit son pays, peut désormais comprendre ses propos, s'approprier et agir à son échelle. Une étape essentielle pour créer un élan mondial.

Son message : le temps n'est plus à la sensibilisation, mais à l'action. Ce que propose le *Reality® Tour* n'est pas une conférence de plus : c'est une expérience collective, une plongée dans la réalité du changement climatique à travers des données précises, des témoignages percutants et, surtout, des solutions concrètes et accessibles.

Le cœur de la démarche de l'ancien vice-président ? Transformer l'anxiété climatique en action collective : « *La réalité de cette crise est partout autour de nous. Les impacts climatiques s'aggravent plus vite que notre capacité à y répondre. Il est temps de raviver le leadership mondial face à cette urgence* », affirme-t-il.

Dans un contexte de hausse des émissions, des températures et des discours anticlimat, la tournée 2025 comprendra également des formations en présentiel à travers le monde, avec des événements majeurs à Paris, Nairobi, Rio de Janeiro et Oulan-Bator. Les bureaux régionaux de Climate Reality dans neuf pays organiseront

également des événements satellites tout au long de l'année.

Al Gore le rappelle : « *Nous déversons chaque jour 175 millions de tonnes de pollution issue du réchauffement climatique dans la fine enveloppe de notre atmosphère – comme si c'était une décharge à ciel ouvert.* »

Un fossé entre l'urgence et l'action

« *2024 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée. Et les dix dernières années ont toutes battu des records de chaleur. Nous ne sommes plus dans le domaine de la prévision, mais dans celui de la constatation* », ajoute-t-il.

Dix ans après l'Accord de Paris, les chiffres sont implacables : les émissions mondiales continuent d'augmenter et l'été 2022, responsable de 61 672 morts liées aux vagues de chaleur, sera la nouvelle norme dès 2035 si rien ne change.

Le *Reality® Tour* veut inverser cette trajectoire. Il offre des formations intensives, des ateliers pratiques, un réseau mondial d'activistes locaux et une plateforme en ligne pour faire résonner le message jusqu'à la COP30, qui se tiendra du 10 au 21 novembre 2025 à Belém, dans l'État du Pará, en Amazonie brésilienne.



”
2024 A ÉTÉ L'ANNÉE LA PLUS
CHAUDE JAMAIS ENREGISTRÉE.
ET LES DIX DERNIÈRES ANNÉES
ONT TOUTES BATTU DES RECORDS
DE CHALEUR. NOUS NE SOMMES
PLUS DANS LE DOMAINE DE
LA PRÉVISION, MAIS DANS CELUI
DE LA CONSTATATION.





Un sursaut collectif est encore possible

Dans ce monde surchauffé, désinformé, saturé de crises, le courage devient une ressource stratégique. Al Gore, fidèle à sa mission, refuse le fatalisme. Le *Reality® Tour* est sa réponse, une invitation à se lever.

Participer à cette tournée de mobilisation, c'est se reconnecter à l'essentiel : notre capacité à transformer le monde, ensemble. C'est dire oui à un futur vivable, désirable, et encore possible : « *La crise climatique est une opportunité dissimulée de reconstruire un monde plus juste, plus propre, plus solidaire.* »

Participer au *Reality® Tour*, c'est devenir leader du changement. C'est rejoindre les 3,8 millions de membres du Climate Reality Project, parmi lesquels des élus, des scientifiques, des entrepreneurs, des étudiants, des citoyens. C'est cesser d'attendre.

À Cannes et à Nice, dans le cadre de la 3^e Conférence des Nations unies sur l'océan (UNOC), en juin prochain, ce message prendra une résonance toute particulière.

« *L'énergie piégée par la pollution liée au réchauffement climatique d'origine humaine équivaut désormais à l'explosion de 750 000 bombes atomiques de type Hiroshima chaque jour, 365 jours par an* », martèle James Hansen, climatologue, ancien directeur du Goddard Institute for Space

Studies de la NASA.

Et si 2015 a marqué un tournant grâce à l'Accord de Paris, 2025 pourrait bien devenir le point d'inflexion – ce moment où le monde, une fois encore, se rassemble. Cette fois, non pas pour signer un accord, mais pour l'appliquer pleinement, lucidement, collectivement.

Car, Al Gore le souligne, l'action est plus nécessaire que jamais : « *L'Europe est le continent qui se réchauffe le plus rapidement : elle chauffe à un rythme deux fois supérieur à la moyenne mondiale. Il nous faut agir.* » ♦

PROCHAINES ÉTAPES DU "REALITY® TOUR" :

- Nairobi, Kenya : juin 2025
 - Rio de Janeiro, Brésil : 15-17 août 2025
 - Oulan-Bator, Mongolie : octobre 2025
 - + des événements locaux dans neuf pays, et une plateforme mondiale multilingue accessible à tous
- www.climaterealityproject.org/training

Christian Estrosi, maire de Nice, ville hôte de l'UNOC 2025

« L'OCÉAN NE PEUT PLUS ÊTRE UNE ZONE DE NON-DROIT »

Alors que Nice accueillera en juin 2025 la Conférence des Nations unies sur l'océan (UNOC), Christian Estrosi, maire de la ville et président de la Métropole Nice Côte d'Azur, président délégué de la Région Sud-Provence, Alpes, Côte d'Azur, partage sa vision d'un sommet historique. Entre création des Accords de Nice pour l'océan, lutte contre la pollution plastique, gouvernance des eaux internationales et mobilisation des territoires côtiers, il appelle à une action concrète, coordonnée et durable. Pour lui, l'UNOC ne doit pas être un sommet de plus, mais un tournant géopolitique et écologique mondial.

PROPOS RECUEILLIS PAR ROSALIE MANN

Nice a été choisie pour accueillir l'UNOC 2025, une reconnaissance forte de son engagement pour la préservation des océans. Qu'est-ce que cela représente pour la ville et pour vous en tant que maire ?

CHRISTIAN ESTROSI : C'est un moment historique pour Nice mais ce n'est pas un hasard : c'est une reconnaissance forte, une validation internationale de la politique que je mène avec détermination depuis seize ans. Nice n'est pas seulement une ville tournée vers la mer, c'est une ville engagée pour sa protection pour le XXI^e siècle. Accueillir l'UNOC, c'est être la vitrine mondiale d'une transition écologique ambitieuse et concrète. Ici, nous ne parlons pas d'écologie à court terme ou d'effet d'annonce. Nous agissons. Cette année, nous porterons haut les couleurs de la Méditerranée. Nice parlera au nom des villes côtières du monde entier, avec un message clair : la préservation de l'océan est un devoir universel, et nous sommes prêts à montrer la voie.

Quel modèle proposez-vous pour garantir que l'UNOC ne soit pas simplement un « sommet de plus » ?

C.E. : Nous n'oublions pas qu'accueillir l'UNOC 2025 est un immense honneur, mais surtout une responsabilité. Nous ne voulons pas d'un sommet de plus. Nous voulons faire date. Et pour cela, je propose un modèle clair et ambitieux : lancer à Nice l'équivalent des Accords de Paris pour l'océan. Les Accords de Nice, c'est une initiative forte pour

structurer les engagements des États autour d'une protection commune, équitable et durable de notre bien commun planétaire : l'océan.

Les océans sont un bien commun universel, mais leur protection est fragmentée entre États souverains aux intérêts souvent divergents. À l'ère des tensions géopolitiques croissantes et de la militarisation de certaines zones maritimes, quel serait, selon vous, l'engagement clé qui ferait de cette conférence un véritable changement de cap pour les océans ?

C.E. : Faire de l'UNOC 2025 le moment où l'Humanité reprend enfin soin de son océan. Ce sommet ne doit pas être une parenthèse, mais un tournant. Un sursaut mondial. Et pour cela, plusieurs engagements clés doivent voir le jour à Nice. D'abord, la ratification du traité BBNJ. C'est l'objectif central. Il permettrait d'organiser pour la première fois des COP de l'océan, comme il en existe pour le climat, pour gouverner en commun nos eaux internationales, ces 60 % de l'océan aujourd'hui sans réelle protection.

Depuis la conférence de Mar del Plata en 1977, puis celle de Montego Bay en 1982 qui a jeté les bases du droit de la mer, très peu a été fait pour réguler et protéger les eaux internationales, c'est-à-dire tout ce qui échappe à la souveraineté territoriale. Ce vide juridique a laissé place à une fragmentation dangereuse, à des intérêts concurrents, voire à des logiques de militarisation.

Ce n'est donc pas simplement un texte écologique. C'est aussi un instrument de stabilité géopolitique. Et cela explique pourquoi, par exemple, la Chine observe avec attention ce processus : elle y voit une opportunité d'avoir un siège à la table des discussions sur les grands équilibres maritimes dans le Pacifique, l'océan Indien ou la mer de Chine.

Dans un contexte où l'on voit resurgir des formes d'isolationnisme extrême aux États-Unis, il est crucial de préserver un espace de régulation collective.

Ensuite, je crois profondément à la force du local au service du global. C'est pourquoi je lancerai à Nice la Coalition des villes et régions côtières, pour donner aux territoires les moyens d'agir, de partager des solutions concrètes et de peser dans les négociations internationales. Mais cela ne suffira pas sans avancées concrètes sur le traité international contre la pollution plastique, qui menace la santé, les écosystèmes et le climat.

Puis, nous avons besoin d'annonces fortes sur la mobilisation des financements, sur la décarbonation du transport maritime, sur le développement d'aires marines protégées en ville comme nous le faisons ici à Nice. Tout cela forme un écosystème d'engagements, cohérent, structurant. C'est un combat. Il est vital. La France a un rôle moteur à jouer, comme deuxième puissance maritime mondiale, elle peut peser dans la construction de cette gouvernance mondiale. Elle peut être cette force d'équilibre, cette plateforme de dialogue entre puissances rivales. C'est cela l'enjeu de l'UNOC à Nice : faire émerger un multilatéralisme océanique concret, structuré, légitime. L'océan ne peut plus être une zone de non-droit. Il doit devenir un terrain de coopération stratégique, au service de la paix, de l'environnement, et des générations futures.

Parmi les priorités de l'UNOC, la lutte contre la pollution marine est un enjeu central. Pouvez-vous nous en dire un peu plus ?

C.E. : Bien sûr que la pollution marine est un enjeu central. Mais soyons lucides : le vrai combat, c'est le plastique. Tant que nous produisons massivement du plastique, il finira tôt ou tard dans l'océan.

C'est pourquoi, à mes yeux, l'UNOC 2025 doit être un moment décisif pour briser l'hypocrisie mondiale sur ce sujet. Il faut avoir le courage de dire les choses : réduire la pollution plastique implique de réduire la production de plastique, et donc de convaincre les grands pays producteurs, souvent producteurs de pétrole également, de s'engager.



FAIRE DE L'UNOC 2025 LE MOMENT OÙ L'HUMANITÉ REPREND ENFIN SOIN DE SON OCÉAN. CE SOMMET NE DOIT PAS ÊTRE UNE PARENTHÈSE, MAIS UN TOURNANT.

Cela touche à leur modèle économique, mais aussi à la santé de leurs populations.

À Nice, nous avons décidé d'agir, sans attendre. Nous avons fait le choix d'être une ville zéro plastique. Nous avons investi 700 millions d'euros dans une usine de traitement des eaux, capables d'éliminer 99,8 % des microplastiques. Une première mondiale. Et ce n'est pas tout : j'ai initié la création d'une Coalition internationale, que j'aurai l'honneur de présider. Nous avons déjà engagé des collaborations avec des chercheurs à Hong Kong, qui vont mettre à disposition des outils numériques pour suivre en temps réel la pollution des deltas fluviaux. Ce n'est qu'un début. Nous avançons. Ensemble. Mais soyons clairs : Rome ne s'est pas faite en un jour. C'est un combat de longue haleine. Un combat pour l'océan, pour le climat, pour la santé publique, et pour notre avenir commun.

La question du financement des actions océaniques est un enjeu clé de l'UNOC. Selon vous, comment mobiliser davantage d'investissements pour soutenir des initiatives concrètes en faveur des océans ?

C.E. : On ne sauvera pas l'océan uniquement avec de belles déclarations. Il faut des moyens. Et donc il faut parler financement, sans tabou. Le Blue Economy & Finance Forum à Monaco rassemblera l'ensemble des acteurs clés de la finance bleue. Ce sommet doit déboucher sur des annonces fortes. L'idée est de mettre face à face les porteurs de solutions et les détenteurs de capitaux.

Dans la Coalition des villes et régions côtières, que je pilote dans le cadre de l'UNOC, nous avons également mis en place un groupe de travail consacré au financement, piloté par le Fonds mondial pour le développement des villes (ONU), avec des partenaires comme l'OCDE, la Banque européenne d'investissement (BEI), la BERD, ou encore la New York Climate Exchange, qui nous a récemment rejoints.

Notre objectif est clair : permettre aux villes et régions côtières d'émettre des obligations bleues, sur le modèle des obligations vertes, mobiliser des fonds issus des banques multilatérales et attirer des financements privés en créant des instruments innovants. L'économie bleue n'est pas un rêve, c'est un secteur d'avenir. Mais pour qu'il décolle, il nous faut inventer des outils financiers adaptés, accessibles, et transparents. Et cela commence ici, à Nice, lors de l'UNOC.

Quelles stratégies seront mises en place pour s'assurer que la finance soit véritablement

mobilisée pour la conservation des océans et non pour leur exploitation accrue ?

C.E. : Il ne s'agit pas de financer la destruction des océans, mais leur régénération. C'est une question essentielle. Parce que oui, il y a un risque : celui que les financements bleus soient détournés de leur vocation pour alimenter des projets d'exploitation industrielle, au lieu de soutenir des solutions de régénération. C'est précisément pour cela que nous avons voulu donner un cadre exigeant à cette mobilisation. Le Blue Economy & Finance Forum (BEFF) à Monaco jouera un rôle central. Il servira de plateforme de dialogue, mais aussi de vigilance, entre institutions financières, gouvernements, ONG et acteurs de terrain. L'objectif est de fixer des critères clairs, des garde-fous, et de s'assurer que la finance bleue rime avec impact positif mesurable. Le message est clair : la finance bleue doit financer la transition, pas la destruction. Et cela nécessite des standards, une gouvernance transparente, et une volonté politique forte. L'UNOC 2025 sera le moment pour le prouver.

Face à la montée des eaux, faut-il repenser l'aménagement urbain et imposer des standards internationaux plus stricts pour les villes côtières ?

C.E. : Oui, il faudra repenser profondément l'aménagement urbain dans les décennies à venir. Mais il ne faut pas imposer un modèle unique au monde entier. La montée des eaux ne touche pas de la même manière Lagos, Jakarta, Tuvalu ou New York. Les solutions ne peuvent pas être les mêmes.

C'est tout le sens de la Coalition des villes et régions côtières, que nous allons officiellement lancer le 7 juin à l'occasion de la Journée mondiale de l'océan. Ce que nous voulons construire, c'est une plateforme internationale de coopération entre élus locaux, où les expériences s'échangent, les solutions s'adaptent, et les moyens s'unissent.

Quelques exemples frappants suffisent à comprendre l'urgence et la diversité des situations :

À Lagos, au Nigéria, 250 000 personnes vivent dans des bidonvilles voués à être inondés d'ici 2035.

À Jakarta, un quart de la ville risque d'être submergé. Le gouvernement envisage de déplacer la capitale, mais que fait-on pour les populations côtières ?

À Saint-Pierre-et-Miquelon, même le cimetière a déjà dû être déplacé.

À New York, le sud de Manhattan pourrait avoir les pieds dans l'eau d'ici 2050. Cela implique une reconfiguration urbaine majeure, en intégrant la montée des eaux dans chaque décision



ON NE SAUVERA PAS L'OCÉAN UNIQUEMENT AVEC DE BELLES DÉCLARATIONS. IL FAUT DES MOYENS. ET DONC IL FAUT PARLER FINANCEMENT, SANS TABOU.



Le « Pavillon de la mer » accueillera l'UNOC 2025.

d'aménagement. Et à Tuvalu, l'un des exemples les plus poignants : l'archipel risque de disparaître sous les eaux d'ici 2040. En janvier 2024, le pays a signé une convention avec l'Australie pour préserver la culture, les institutions et accueillir demain ses habitants. C'est un exemple puissant de solidarité climatique.

Ce que je défends, c'est une approche décentralisée, respectueuse des spécificités locales. Donnons les outils aux élus, gouverneurs, maires des territoires côtiers, et accompagnons-les. Ne leur dictons pas depuis des bureaux climatisés ce qu'ils doivent faire. La transition territoriale face à la montée des eaux sera le grand défi du XXI^e siècle. Et c'est localement, avec les bonnes échelles de décision, que se construiront les vraies réponses.

Au-delà de la conférence, quels impacts durables souhaitez-vous que l'UNOC 2025 laisse à Nice et en Méditerranée ?

C.E. : L'UNOC ne doit pas seulement passer par Nice. Elle doit y rester, dans les esprits et dans les actes. Mon ambition est claire : je veux que l'UNOC 2025 laisse un héritage tangible, durable, populaire et méditerranéen.

À Nice, plusieurs projets concrets incarneront

cet héritage. D'abord, le « Pavillon de la mer », un lieu emblématique que nous construirons pour symboliser l'engagement de notre ville envers l'océan. Il sera baptisé par les Niçois eux-mêmes, pour que chacun s'approprie cet héritage. Ce pavillon deviendra un centre de sensibilisation, de formation, et d'innovation dédié à la protection maritime.

Nice poursuivra son engagement en tant que ville zéro plastique. Nous allons aussi renforcer l'aire marine protégée urbaine, unique en Méditerranée, pour préserver la biodiversité dans notre baie et favoriser une exploitation raisonnée des ressources marines. Et enfin, nous avons souhaité que le siège des villes et régions côtières soit implanté à Nice. Cela fera de notre territoire un hub permanent d'innovation, de dialogue et de coopération entre territoires maritimes du monde entier. Ce que je souhaite, c'est que Nice devienne une capitale méditerranéenne de l'engagement pour l'océan. Que les générations futures puissent dire : « C'est ici que les choses ont commencé à changer. »

Comment envisagez-vous la collaboration entre villes côtières du monde entier pour créer un réseau d'engagements concrets et



partagés sur la protection des océans ?

C.E. : Pour protéger l'océan, il faut un multilatéralisme des territoires. On ne construira pas l'avenir de l'océan sans les territoires qui vivent à son contact quotidien. Les villes côtières, les régions littorales, les États insulaires sont en première ligne face aux effets du changement climatique, à la montée des eaux, à l'érosion, aux pollutions. Ce sont eux qui inventent les solutions. C'est pourquoi nous réunirons 500 maires et gouverneurs du monde entier pour cette première Coalition mondiale de villes et régions cotières. Cette Coalition reposera sur une charte d'engagements clairs, que chaque ville ou région signera. Elle sera abritée sous pavillon des Nations unies, et nous y travaillons activement avec nos partenaires institutionnels. J'en serai le président fondateur. Le chef Raoni nous a fait l'honneur d'accepter d'être le parrain de cette Coalition, assurant le lien symbolique et politique entre l'UNOC3 à Nice et la COP30 à Belém, en Amazonie. Nous avons d'ores et déjà lancé 6 groupes de travail structurés, dont le premier est spécifiquement dédié à l'échange de bonnes pratiques, de solutions locales et d'innovations entre les villes et régions membres. Et surtout : ce réseau vivra dans la durée. Entre deux UNOC, tous les trois ans, les élus se retrouveront chaque année pour faire avancer les engagements et coordonner les actions. Ce que nous bâtissons, c'est une forme de multilatéralisme territorial, incarné, concret. Parce que protéger l'océan, ce n'est pas qu'une affaire de sommets entre chefs d'État, c'est une mobilisation collective des villes, des femmes, des hommes, des solutions locales.



L'UNOC NE DOIT PAS SEULEMENT PASSER PAR NICE. ELLE DOIT Y RESTER, DANS LES ESPRITS ET DANS LES ACTES.

Enfin, si vous aviez un message à adresser aux citoyens de Nice et du monde entier sur leur rôle dans la préservation des océans, quel serait-il ?

C.E. : L'océan est notre avenir commun. Ce combat, nous devons le porter ensemble. Je veux m'adresser aux Niçoises, aux Niçois, et à toutes celles et ceux qui, à travers le monde, se sentent concernés par l'avenir de notre planète bleue. L'océan n'est pas une frontière. C'est ce qui nous relie. C'est notre mémoire, notre respiration, notre climat, notre avenir. Mais aujourd'hui, il étouffe, sous le poids du plastique, de la surexploitation, du dérèglement climatique. Et il ne se relèvera que si nous nous levons collectivement pour lui. Rien ne sera possible sans l'engagement des citoyens. Car protéger l'océan, c'est aussi repenser nos gestes du quotidien, notre consommation, notre rapport au vivant. C'est refuser le fatalisme. C'est croire en la force du collectif. Ce combat, c'est celui de notre siècle. Et nous le mènerons ensemble. Depuis Nice, pour la Méditerranée et pour le monde entier. ♦

Robert Calcagno, directeur de l'Institut océanographique de Monaco et co-organisateur du Blue Economy and Finance Forum (BEFF) 2025

« IL EST TEMPS D'INVESTIR DANS L'OcéAN COMME ON INVESTIT DANS L'AVENIR »

À l'approche de la Conférence des Nations unies sur l'océan (UNOC), qui se tiendra en juin 2025 à Nice, Monaco accueillera les 7 et 8 juin un événement inédit : le Blue Economy and Finance Forum (BEFF). Pensé comme le catalyseur financier de cette grande mobilisation mondiale, le BEFF vise à combler un fossé criant entre la promesse de l'ODD14 et la réalité des financements marins. Son ambition ? Déclencher une bascule concrète vers une économie bleue régénérative, conciliant prospérité et préservation des écosystèmes.

PROPOS RECUEILLIS PAR ROSALIE MANN

Quels sont les objectifs principaux du BEFF et comment s'intègre-t-il dans la dynamique de l'UNOC 2025 ?

ROBERT CALCAGNO : L'océan constitue l'Objectif de développement durable n° 14 (ODD14) des Nations unies, mais c'est aussi, paradoxalement, celui qui reçoit le moins de financements, alors qu'il est l'un des plus essentiels pour l'avenir de l'humanité.

Actuellement, seulement 25 milliards de dollars sont investis chaque année pour soutenir une économie bleue durable, alors qu'il faudrait au moins 175 milliards pour avoir un réel impact et espérer atteindre les objectifs fixés. Il y a donc un effort d'investissement à multiplier par sept. Il ne s'agit pas de subventions à fonds perdu, mais bien d'investissements porteurs de croissance et de stabilité. En 2021, l'économie liée à la mer représentait 1 800 milliards de dollars, soit à peine 5 % du PIB mondial, alors que l'océan couvre 71 % de la surface de notre planète. Ce déséquilibre illustre clairement une sous-exploitation économique de l'océan, mais aussi un immense potentiel de développement, à condition de le penser différemment. D'ici 2030, certains analystes estiment que ce PIB maritime pourrait atteindre 3 000 milliards de dollars, soit une croissance de 60 % en moins de dix ans.

Deux voies s'offrent à nous :

♦ La première, que l'on observe trop souvent aujourd'hui, est celle d'un océan dérégulé, livré à la logique du profit immédiat dans une course au développement économique, à la rentabilité, au « *premier arrivé, premier servi* ». Cette approche conduit inévitablement à la surexploitation, à la perte de biodiversité et, à terme, à un appauvrissement global, qui sera particulièrement néfaste à l'océan, mais aussi à l'humanité.

♦ La seconde, que nous portons avec le BEFF, consiste à concevoir une économie bleue régénérative, respectueuse des équilibres entre l'homme et la nature. Il ne s'agit pas de sanctuariser l'océan en l'interdisant aux activités humaines, ce serait irréaliste, mais plutôt d'apprendre à utiliser son potentiel dans le cadre d'un nouveau modèle économique plus vertueux.

C'est le cœur du projet du BEFF, qui s'intègre pleinement dans la dynamique de l'UNOC 2025 à Nice. Pour changer d'échelle, nous devons mobiliser des financements innovants, notamment privés : systèmes d'investissement, d'assurance maritime, de dettes et crédits bleus. Il faut réorienter certaines subventions publiques, aujourd'hui encore allouées à des activités polluantes – comme la pêche industrielle à forte consommation de carburant –, car, en réaffectant

intelligemment les fonds publics existants, nous pourrions enclencher une dynamique vertueuse sans devoir chercher à augmenter la part d'argent public. Le BEFF vise précisément à catalyser cette dynamique : construire les fondations d'une nouvelle économie de la mer, capable de générer de la valeur tout en préservant la vie océanique, au bénéfice des générations futures.

À travers l'engagement de S.A.S. le Prince Albert II de Monaco, quels sont les axes stratégiques à long terme pour que Monaco demeure un acteur central du développement d'une économie bleue mondiale ?

R.C. : Depuis 2005, sous l'impulsion constante de S.A.S. le Prince Albert II, la Principauté de Monaco s'est engagée à inscrire l'océan à l'agenda des grandes négociations internationales. À cette époque-là, il n'existait encore aucune grande réunion internationale spécifiquement consacrée à l'océan. Il a fallu attendre 2017 pour voir se tenir la première Conférence des Nations unies sur l'océan (UNOC), à New York, puis 2022 pour une deuxième édition à Lisbonne. Ce rythme lent montre combien l'enjeu a été longtemps marginalisé sur la scène diplomatique.

La troisième édition de l'UNOC se tiendra à Nice, du 9 au 13 juin 2025. Pour la première fois, à l'initiative de Monaco, cette conférence sera précédée d'un événement entièrement consacré à la dimension financière et économique de l'océan : le Blue Economy and Finance Forum (BEFF), co-organisé par la Fondation Prince Albert II, l'Institut océanographique et le Gouvernement princier, les 7 et 8 juin. Notre objectif est clair : profiter de la présence à Nice de nombreux chefs d'État, décideurs économiques et acteurs institutionnels pour faire avancer la réflexion sur les leviers financiers de la transition bleue. Il réunira des entreprises, banques, assurances, fonds de développement, agences publiques et philanthropies, avec une ambition claire : faire émerger des solutions concrètes, mobilisables à grande échelle.

Nous avons voulu que ce forum incarne un équilibre entre expertise stratégique et voix des territoires en première ligne. C'est pourquoi nous avons proposé une coprésidence entre Pascal Lamy, figure de référence du commerce et du multilatéralisme, et S.E. Ilana Seid, représentante permanente des Palaos auprès des Nations unies et coprésidente de l'Ocean Panel, afin de garantir une diversité de perspectives entre puissance économique et vulnérabilité climatique. Il nous a paru important d'associer la présidente d'un petit



LA PRINCIPAUTÉ DE MONACO S'EST ENGAGÉE À INSCRIRE L'OCÉAN À L'AGENDA DES GRANDES NÉGOCIATIONS INTERNATIONALES.

État insulaire pour superviser ces débats, car ils sont en première ligne.

En créant un espace de discussion orienté vers l'investissement, la rentabilité responsable et la coconstruction de projets à impact, nous voulons démontrer qu'il est possible de concilier l'océan et le développement économique.

Le BEFF vise à favoriser des collaborations concrètes. Pouvez-vous nous donner des exemples d'initiatives réussies en matière de financement de l'économie bleue qui seront mis en avant lors du forum ?

R.C. : Le BEFF a pour vocation de montrer que la transition vers une économie bleue durable



**Le Musée
Océanographique de
Monaco**

ne relève pas de l'utopie, mais bien de stratégies concrètes et rentables, pour peu qu'on accepte de redéfinir ce que l'on entend par « performance ».

Aujourd'hui, la rentabilité des entreprises reste essentiellement mesurée par des indicateurs économiques classiques : profit net, rendement sur capital, croissance. Mais nous savons désormais que ces indicateurs, appliqués sans nuance, mènent à une impasse, particulièrement dans le cadre de l'océan. L'économie bleue ne peut pas être une simple extension de l'économie actuelle : elle doit être réinventée.

Heureusement, un nombre croissant de dirigeants et d'actionnaires prennent conscience que leur performance à long terme dépend de leur impact environnemental. Cette prise de conscience se traduit par la mise en place de nouveaux outils de mesure intégrant la nature. C'est le cas, par exemple, des initiatives comme la Taskforce on Nature-Related Financial Disclosures (TNFD) ou des Science-Based Targets for Nature (SBTN). Ces cadres permettent de dépasser la logique du court terme en intégrant la biodiversité et la résilience écologique dans l'analyse de performance.

Un autre exemple concret que je présenterai au forum est celui du travail mené ces derniers mois au sein de l'International Advisory Panel on Biodiversity Credits, un groupe international composé de 23 experts – banquiers, développeurs, économistes –, qui a pour objectif de structurer un véritable marché des crédits biodiversité.

Ces crédits seraient adossés à des certificats validés scientifiquement et pourraient représenter

un levier économique important pour la restauration des écosystèmes, à l'image (et en apprentissage critique) des marchés du carbone. Nous savons que les crédits carbone ont souffert de dérives, c'est pourquoi ce nouveau système s'en inspire tout en tirant les leçons de ses failles. Ce sujet, très technique, sera largement débattu lors du BEFF, avec l'ambition d'avancer ensemble vers des outils financiers alignés avec les limites planétaires.

Quel message souhaitez-vous adresser aux décideurs économiques et politiques, ainsi qu'au grand public, sur l'urgence de financer la conservation et la résilience des océans ?

R.C. : Nous n'avons pas la prétention de tout résoudre en deux jours à Monaco, ni même dans les mois qui suivront. Ce qui est important, c'est de travailler avec force et résilience et que chaque année, chaque mois, presque chaque jour, on fasse un petit pas en avant. Cela fait plus de quinze ans que nous avançons avec ténacité pour faire émerger cette transition bleue.

Dans un monde instable, avec des ressources publiques limitées, nous allons essayer de démontrer qu'il est possible de bâtir une économie qui génère nourriture, énergie, emploi et valeur pour l'humanité. Pour cela, il faut être capable de ne pas reproduire les schémas du passé et d'inventer un nouveau système d'économie, plus vertueux et plus respectueux des équilibres avec la nature. Le « monde d'après » ne pourra pas être celui d'avant repeint en bleu. ♦

Marie-Claire Daveu, directrice du développement durable et des affaires institutionnelles de Kering

« L'EAU EST DEVENUE UN ENJEU STRATÉGIQUE »

Dans un monde confronté à la rareté croissante de l'eau et à l'effondrement du vivant, Kering franchit une nouvelle étape décisive. Marie-Claire Daveu, directrice du développement durable et des affaires institutionnelles, dévoile la « Stratégie eau » publiée par le Groupe en avril, pensée pour restaurer les écosystèmes et agir sur dix bassins prioritaires à travers le monde d'ici 2050. Dans cette interview, elle revient sur l'approche « climat-nature-eau » qui guide cette transformation et sur le rôle moteur que le luxe doit jouer à l'aube de l'UNOC 2025.

PROPOS RECUEILLIS PAR ROSALIE MANN

Votre parcours est unique, entre cabinets ministériels et direction de grandes entreprises. Qu'avez-vous conservé de l'action publique qui continue de guider vos décisions dans le monde privé ?

M-C.D. : L'intérêt général reste ma principale boussole. J'ai appris dans la sphère publique que les transformations profondes ne se font jamais seules : elles exigent vision, courage et coalition.

Chez Kering, cela se traduit par une approche systémique, de long terme, qui place les enjeux sociaux et environnementaux au cœur de la stratégie, comme leviers de résilience.

Vous dites souvent : « Rien ne pourra se dénouer si les acteurs publics et privés ne marchent pas main dans la main. » Qu'est-ce qui manque, selon vous, pour que cette collaboration devienne structurelle, notamment autour des ressources comme l'eau ?

M-C.D. : Ce qui fait encore défaut, c'est une gouvernance véritablement partagée des



ressources. L'eau en est un exemple emblématique : elle est vitale, mais sa gestion reste morcelée. Nous avons besoin d'indicateurs communs, de transparence et d'un cadre de responsabilité intersectoriel. Le secteur privé a un rôle à jouer dans la mesure, l'innovation, l'investissement, mais, sans coordination publique ambitieuse, nous resterons dans une logique de réparation, pas de transformation.

Votre engagement pour l'environnement remonte à l'enfance, nourri par votre lien avec le vivant, le végétal et l'animal. Comment cette sensibilité initiale continue-t-elle à influencer vos choix stratégiques chez Kering aujourd'hui ?

M-C.D. : Cette appétence pour le vivant dès mon plus jeune âge m'a appris que ce que nous détruisons met du temps à se régénérer. Cela m'amène à défendre une approche environnementale à la fois exigeante et pragmatique. Chez Kering, nous construisons des trajectoires fondées sur la



CE QUI FAIT ENCORE
DÉFAUT, C'EST
UNE GOUVERNANCE
VÉRITABLEMENT
PARTAGÉE DES
RESSOURCES.

science, la traçabilité et l'intégration de la nature dans les modèles économiques. Ce n'est pas une posture, c'est une gestion rigoureuse des risques à long terme.

Pourquoi l'eau est-elle devenue un axe stratégique pour Kering ?

Aucun produit de luxe ne peut exister sans eau : culture des matières premières, tannage, teinture... Or, cette ressource devient chaque jour plus rare, plus chère, plus convoitée. Avec notre stratégie dédiée à l'eau, nous voulons réduire notre empreinte, régénérer les écosystèmes et soutenir la gouvernance locale. L'eau douce est souvent absente des bilans, mais elle est centrale pour la durabilité. Notre ambition est de la rendre visible, mesurable et régénérable. On ne protège que ce que l'on est capable de mesurer.

Quels sont les objectifs concrets de cette « Stratégie eau » ? Et sur quels territoires agissez-vous ?

M-C.D. : Notre ambition est d'avoir un impact positif net sur l'eau d'ici 2050 en travaillant sur trois leviers :

Réduction : améliorer l'efficacité hydrique des procédés.

Régénération : restaurer des écosystèmes aquatiques dans les zones critiques.

Engagement local : soutenir les communautés qui gèrent ces ressources.

Nous déployons déjà des actions en Italie, en Inde et en Afrique du Sud, des territoires clés pour nos matières premières.

Comment mesurez-vous votre « empreinte eau » dans les matières premières ?

M-C.D. : Grâce à notre outil Environmental Profit & Loss (EP&L), nous sommes en mesure de tracer, quantifier et monétiser notre impact à chaque étape. Il s'agit d'un outil de transformation autant que de pilotage, car il permet de dialoguer avec les directions financières et industrielles, en objectivant l'impact. Seul, aucun acteur ne relèvera les défis du siècle. Le succès viendra de l'open source et du collectif. La réglementation doit être envisagée comme un moteur ; nous l'anticipons comme une opportunité stratégique. L'innovation est un levier clé pour réinventer la matière. C'est tout le sens de notre Material Innovation Lab basé



SEUL, AUCUN ACTEUR NE RELÈVERA LES DÉFIS DU SIÈCLE. LE SUCCÈS VIENDRA DE L'OPEN SOURCE ET DU COLLECTIF. LA RÉGLEMENTATION DOIT ÊTRE ENVISAGÉE COMME UN MOTEUR ; NOUS L'ANTICIPONS COMME UNE OPPORTUNITÉ STRATÉGIQUE.



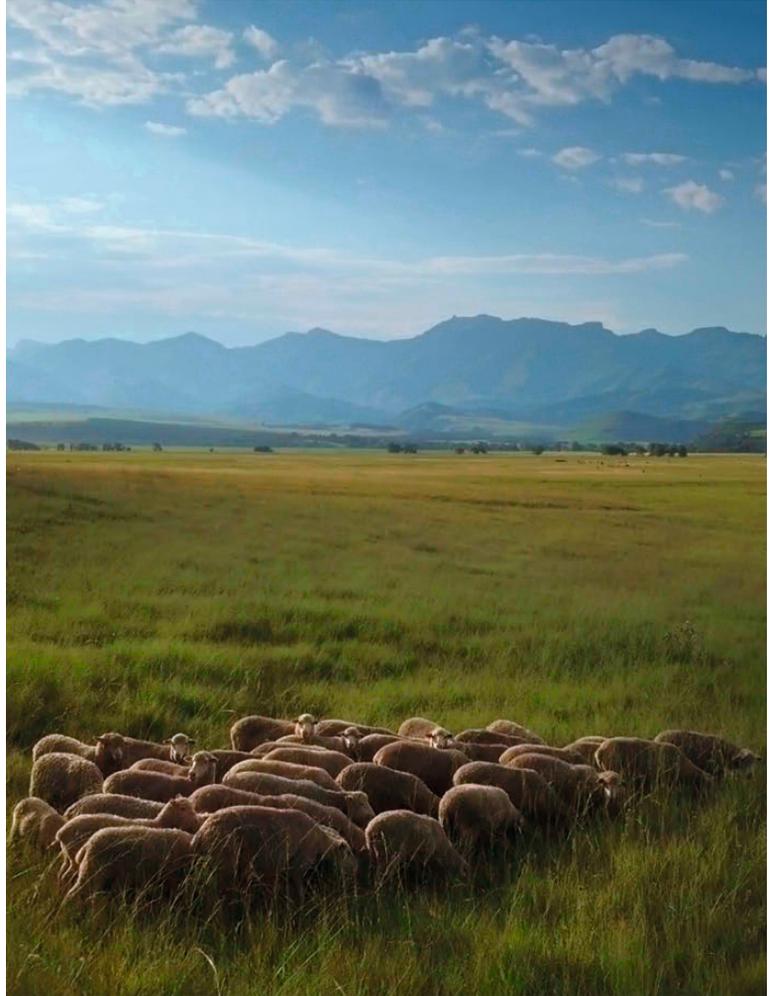
en Italie, par exemple, et des 250 start-ups avec lesquelles nous interagissons.

À l'approche de l'UNOC3, quelles sont les ambitions de Kering pour l'océan ?

M-C.D. : La performance de demain sera régénérative ou ne sera pas. Nous voulons aller au-delà de la réduction d'impact : il faut restaurer, réparer. Le luxe a le devoir d'ouvrir la voie. Sa capacité d'entraînement est précieuse pour faire évoluer les pratiques. Notre dépendance à l'eau douce est liée à la santé des océans. Avec le *Fashion Pact* par exemple, nous œuvrons à des engagements communs pour préserver les écosystèmes marins, réduire les pollutions plastiques et chimiques, et soutenir la régénération des littoraux.

Kering a été pionnier sur les « objectifs fondés sur la science pour la nature ». Pouvez-vous nous expliquer pourquoi ?

M-C.D. : Les objectifs fondés sur la science (Science-Based Targets for Nature, SBTN) nous permettent de dépasser les déclarations d'intention et de construire des trajectoires compatibles avec les limites planétaires. C'est une approche rigoureuse, structurée, indispensable. Ce qui ne change pas, ce sont les réalités physiques de la planète. Il faut s'y confronter avec méthode.



Comment vos Maisons intègrent-elles concrètement les enjeux liés à l'eau, aux matériaux et à la biodiversité ?

M-C.D. : Dans le cadre de la stratégie de développement durable du Groupe, applicable à l'ensemble de nos Maisons, chaque Maison suit une feuille de route personnalisée. Mon équipe, au niveau Corporate, met à leur disposition des outils communs, tels que la bibliothèque de tissus responsables et durables gérée par notre Material Innovation Lab en Italie.

À quoi ressemble un storytelling durable inspirant dans le luxe ?

M-C.D. : Il valorise les progrès, mais partage le chemin qu'il reste à parcourir avec transparence ; il reste humble tout en se fixant des objectifs ambitieux pour entraîner les autres acteurs dans son sillage. Le luxe de demain ne pourra plus se raconter sans transparence ni ancrage éthique. C'est une question de confiance – et de désirabilité. ♦

ALEXANDRA COUSTEAU

« LA PRIORITÉ ABSOLUE AUJOURD'HUI EST DE PASSER DES DISCOURS À L'ACTION »

Petite-fille du légendaire explorateur Jacques-Yves Cousteau et fille de Philippe Cousteau, Alexandra Cousteau a hérité d'un sens aigu de la mission. Mais loin de simplement perpétuer un nom, elle a tracé sa propre voie, plaçant la régénération des océans et l'innovation environnementale au cœur de son engagement. Face à l'urgence climatique, à l'effondrement de la biodiversité marine et à la nécessité d'une mobilisation citoyenne, elle incarne une nouvelle génération de leaders visionnaires pour la planète bleue. Dans cet entretien, elle partage sa conviction : il est temps de réconcilier l'humanité avec l'océan, et de penser un avenir à restaurer, et non plus seulement à préserver.

PROPOS RECUEILLIS PAR ROSALIE MANN



Votre grand-père, Jacques-Yves Cousteau, et surtout votre père Philippe ont éveillé des générations entières à la beauté et à la fragilité des océans et des écosystèmes. Comment cet héritage a-t-il façonné votre propre engagement pour la préservation marine ?

ALEXANDRA COUSTEAU : Grandir dans une famille où l'océan était au cœur de notre vie quotidienne a profondément influencé ma manière de voir le monde. Le plus beau cadeau que m'ont fait mon grand-père et mon père est le sens profond de la mission qui guide chacun de mes pas aujourd'hui. Ils m'ont transmis cet amour immense pour l'océan, littéralement dès le berceau,

ainsi qu'un esprit d'aventure forgé par une enfance passée en expédition. Mais à mesure que j'ai vu disparaître la moitié de la vie marine que mon grand-père avait connue lorsqu'il explorait les mers dans les années 1950 et 1960, l'urgence d'agir s'est intensifiée. Mon engagement pour la préservation et la régénération des océans vise aussi à ce que mes enfants ne soient pas la génération de notre famille qui ait à écrire l'épitaphe des océans du monde. Aujourd'hui, mon action se tourne donc vers une restauration concrète, active et porteuse d'espoir.

Quelles sont aujourd'hui les priorités les plus urgentes en matière de conservation marine ?

A.C. : La priorité absolue aujourd'hui est de passer des discours à l'action. Nous avons eu beaucoup trop de discussions et trop peu de résultats concrets, notamment parce que nous avons placé notre confiance dans des institutions et des processus initialement conçus pour limiter les dégâts, mais qui désormais freinent l'innovation et réduisent nos ambitions. Il est donc urgent de repenser ces structures, particulièrement à un moment où elles sont remises en question partout en Occident, considérées comme dépassées et inadaptées à un monde moderne en évolution rapide. La déstabilisation actuelle de nos institutions multilatérales, bien qu'extrêmement inquiétante, offre une opportunité essentielle de les reconstruire plus efficacement.

Nous devons recentrer notre approche sur des résultats concrets et adopter de nouveaux outils tels que la valorisation du capital naturel, l'économie

bleue et des partenariats innovants avec des acteurs comme les investisseurs et les compagnies d'assurance. Ces solutions sont indispensables pour restaurer activement les écosystèmes marins, qui ne sont pas seulement essentiels à la biodiversité océanique, mais aussi cruciaux pour protéger les lieux auxquels nous sommes attachés, assurer notre sécurité alimentaire et garantir à nos enfants un avenir prospère.

Le Humann Prize met cette année à l'honneur l'océan et les femmes. Selon vous, quel rôle spécifique les femmes jouent-elles dans la protection des écosystèmes marins et dans la transition écologique ?

A.C. : Partout où je voyage, je constate que les femmes sont en première ligne, proposant des solutions concrètes et durables tout en jouant un rôle crucial dans la sensibilisation et la mobilisation des communautés locales. Pourtant, elles restent souvent les héroïnes méconnues de la préservation et de la régénération des océans. J'ai rencontré à travers le monde des femmes dont le courage face à l'injustice, la détermination à dire la vérité au pouvoir, et les sacrifices quotidiens pour protéger l'environnement dont dépendent leurs communautés me touchent profondément et m'inspirent chaque jour.

Si Jacques-Yves Cousteau plongeait aujourd'hui dans les océans qu'il a explorés il y a soixante-dix ans, que découvrirait-il ?

A.C. : Mon grand-père serait sans doute profondément bouleversé par la perte dramatique de biodiversité. Il serait confronté à des paysages océaniques contenant moitié moins de vie qu'à l'époque où il les explorait, ce qui représenterait pour lui un choc immense. Formé dans les conditions extrêmes de la Seconde Guerre mondiale, engagé dans la Résistance française, il

était un homme d'action, forgé par l'urgence et la nécessité d'agir. Face à la crise écologique actuelle, il serait certainement frustré par le trop-plein de discours, l'obsession des processus, et le manque de résultats concrets. Ce qui comptait pour lui, c'était l'efficacité, l'impact, le terrain.

Il serait aussi profondément attristé par l'anxiété écologique que ressentent aujourd'hui tant de jeunes, confrontés à l'ampleur des pertes et à l'avenir marqué par les catastrophes climatiques et l'extinction. Cette inquiétude, il l'avait anticipée en rédigeant la Charte des droits des générations futures, posant cette question essentielle : « Pourquoi préserver une planète vivable, si ce n'est pour nos enfants et petits-enfants ? » Mais je crois qu'il serait aussi encouragé par les avancées scientifiques récentes qui montrent qu'il est encore possible de retrouver des océans abondants, et qui proposent une feuille de route claire pour y parvenir d'ici 2050. J'imagine qu'il mettrait, comme moi, la restauration au centre de son engagement, utilisant tous les outils à sa disposition pour mobiliser, agir et reconstruire un avenir vivable.

Quelles sont aujourd'hui les plus grandes menaces pesant sur les océans, et quelles solutions vous semblent les plus prometteuses ?

A.C. : Deux grandes menaces pèsent aujourd'hui sur les océans : le changement climatique et l'indifférence. Le premier est le défi majeur de notre époque, qui impacte chaque aspect de la vie marine et conditionne notre capacité à restaurer efficacement les écosystèmes océaniques. Le second est plus insidieux, mais tout aussi dangereux : l'inaction, le sentiment d'impuissance, ou pire, l'habitude de considérer la dégradation de l'océan comme inévitable. Cette apathie collective freine notre capacité à répondre à l'urgence.

Au-delà du changement climatique, d'autres menaces persistent : l'acidification des océans,



causée par l'absorption massive de dioxyde de carbone, qui agit comme une pluie acide sur les écosystèmes marins ; la crise de la pollution plastique ; et la surpêche. Pourtant, je reste convaincue que nous avons les moyens d'agir. Des solutions concrètes émergent partout : l'économie circulaire appliquée aux plastiques, l'aquaculture régénérative, ou encore la mise en place d'aires marines protégées efficaces. L'innovation existe. Ce qu'il nous faut désormais, c'est la volonté collective de la mettre en œuvre à grande échelle.

La pollution plastique est devenue un enjeu majeur pour la biodiversité marine. Comment voyez-vous l'évolution de cette crise et quelles actions concrètes peuvent être mises en place pour l'enrayer ?

A.C. : Cette crise nécessite une réponse systémique et immédiate. Je suis particulièrement préoccupée par l'impact direct de la pollution plastique sur la santé humaine, et j'espère que la prise de conscience générale sur cet aspect permettra enfin à ce problème de recevoir l'attention publique qu'il mérite, car il touche chacun d'entre nous sans distinction. Aujourd'hui, le plastique est partout : dans l'air que nous respirons, la pluie qui arrose nos terres, les aliments que nous consommons. Il est présent jusque dans notre sang, nos organes, notre cerveau. Dans les océans, le plastique a atteint les abysses les plus profonds, formant même d'immenses continents flottants en pleine mer. À l'échelle microscopique, les nanoplastiques pénètrent la chaîne alimentaire dès le niveau du plancton, avec des effets dévastateurs sur l'ensemble des écosystèmes. Pour enrayer cette catastrophe environnementale et sanitaire, il est indispensable de mettre en place des actions audacieuses telles que l'interdiction généralisée des plastiques à usage unique, une responsabilité renforcée des producteurs, des investissements massifs dans des matériaux alternatifs et durables, et une mobilisation citoyenne sans précédent.

Quels sont les projets ou technologies actuels qui vous donnent de l'espoir pour la régénération des océans ?

A.C. : Ce qui me donne de l'espoir, c'est la possibilité d'appliquer au secteur marin les technologies et stratégies déjà largement déployées ailleurs. Pendant trop longtemps, nous avons compté exclusivement sur les biologistes marins pour apporter des solutions alors que nous avons aussi besoin d'ingénieurs, d'architectes, de spécialistes en modélisation 3D, de data scientists



Alexandra Cousteau et son grand-père, le commandant Jacques-Yves Cousteau.

et de bien d'autres compétences encore. C'est cette interdisciplinarité, encore trop peu exploitée, qui permettra de réellement accélérer la régénération des océans.

Comment mieux intégrer la préservation des océans dans les décisions politiques et économiques ? Les entreprises en font-elles suffisamment aujourd'hui ?

A.C. : Il ne fait aucun doute que nous n'en faisons pas suffisamment aujourd'hui pour protéger et restaurer nos océans. En Europe, par exemple, à l'exception notable de la Grèce, on autorise encore le chalutage profond dans les aires marines protégées, alors même que l'efficacité de ces zones pour restaurer l'abondance des ressources marines et bénéficier directement aux pêcheurs est parfaitement démontrée. Pourquoi permettre alors la destruction des fonds marins dans ces zones, en contradiction directe avec leur raison d'être ? De même, si les récifs coralliens et les mangroves sont essentiels à la protection de nos villes côtières face à la montée du niveau de la mer et aux tempêtes de plus en plus sévères, pourquoi ne les restaurons-nous pas systématiquement afin de sécuriser et assurer nos infrastructures côtières ? Il existe des solutions de bon sens sur lesquelles nous devrions tous nous accorder, mais que nous tardons encore à mettre en œuvre. C'est précisément par ces mesures concrètes que nous devrions commencer.

Pensez-vous que le cinéma et les documentaires ont encore aujourd'hui le même pouvoir de sensibilisation que *Le Monde du silence* en 1956 ? Quelle place leur donner dans la lutte pour la préservation des océans ?

A.C. : Le monde a profondément changé depuis que mon grand-père est devenu célèbre pour ses films. À son époque, il était presque le seul à disposer d'un tel pouvoir d'influence. Aujourd'hui, chacun dispose d'une plateforme,

Jacques-Yves Cousteau et son équipe lancèrent une grande pétition pour que la Charte des droits des générations futures soit adoptée par les Nations unies.

- ARTICLE 1 -

Les générations futures ont droit à une Terre indemne et non contaminée ; elles ont le droit de jouir de cette Terre qui est le support de l'histoire de l'humanité, de la culture et des liens sociaux assurant l'appartenance à la grande famille humaine de chaque génération et de chaque individu.

- ARTICLE 2 -

Chaque génération, recevant en héritage partiel le domaine Terre, a un devoir d'administrative vis-à-vis des générations futures ; elle doit empêcher toute atteinte irréversible à la vie sur Terre ainsi qu'à la liberté et à la dignité de l'homme.

- ARTICLE 3 -

Chaque génération a donc pour responsabilité essentielle, afin de préserver les droits des générations futures, de surveiller de façon attentive et constante les conséquences du progrès technique susceptibles de nuire à la vie sur Terre, aux équilibres naturels et

à l'évolution
de l'humanité.

- ARTICLE 4 -

Les mesures appropriées seront prises dans tous les secteurs, y compris l'enseignement, la recherche et la législation, pour garantir ces droits et veiller à ce qu'ils ne soient pas sacrifiés à des impératifs de facilité ou de convenance immédiate.

- ARTICLE 5 -

Les gouvernements et les organisations non gouvernementales et les individus sont donc appelés à mettre en œuvre ces principes en faisant preuve d'imagination, comme s'ils se trouvaient face à ces générations futures dont nous voulons définir et défendre les droits.

d'un micro, d'un canal pour faire entendre sa voix. La mobilisation massive ne peut donc plus reposer uniquement sur le cinéma ou les documentaires : elle doit s'inscrire dans une approche beaucoup plus active et diversifiée. En revanche, ce qui reste universel, c'est l'attachement profond des êtres humains à l'environnement, ainsi que l'inquiétude grandissante face aux menaces qui pèsent sur lui et sur les populations qui en dépendent directement. Ce lien à notre environnement constitue une valeur partagée par tous, et mon espoir est qu'à mesure que la crise écologique s'aggrave, notre mobilisation collective s'intensifie jusqu'à atteindre la masse critique nécessaire à un changement fondamental dans notre manière de protéger et de restaurer les écosystèmes naturels. L'inverse serait impensable.

Votre travail vous emmène aux quatre coins du monde. Quelle approche vous semble la plus porteuse d'impact, et quels exemples concrets vous ont particulièrement marquée ?

A.C. : Face aux perturbations que nous observons aujourd'hui sur les scènes nationales et internationales, je crois profondément que l'approche la plus porteuse d'impact se situe au niveau local, mais à grande échelle. Je suis particulièrement enthousiaste face à l'initiative de notre organisation Oceans 2050, appelée « Blue Cities Alliance », qui met l'accent sur les opportunités concrètes de protéger les lieux auxquels nous sommes attachés, de construire

des communautés prospères et de restaurer les océans côtiers, en mobilisant des villes du monde entier. Cette action collective peut avoir un effet considérable sur l'océan et sur les milliards de personnes qui en dépendent. Barcelone, par exemple, démontre ce qu'une ville peut réaliser lorsqu'elle décide d'investir pleinement dans l'économie bleue, l'innovation, la restauration côtière et la résilience climatique, avec des bénéfices remarquables en matière de qualité de vie, d'emploi, de tourisme et de santé publique. Ces villes sont en train de préparer l'avenir, en bâtissant les modèles que nous devrions promouvoir et adapter dans le reste du monde.

Quel message aimeriez-vous transmettre aux générations futures pour qu'elles reprennent le flambeau de la protection des océans ?

A.C. : Je leur dirais : soyez curieux, émerveillez-vous, mais surtout soyez audacieux. Je comprends profondément les sentiments difficiles que l'on peut ressentir lorsque l'on s'engage pour protéger la nature tout en observant les destructions qui la menacent. Pourtant, gardez toujours les yeux fixés sur vos objectifs et sur les moyens concrets de les atteindre. Il y aura nécessairement des obstacles et des revers, mais vous trouverez aussi un sens profond à vos actions et une communauté engagée à vos côtés, qui vous aidera à avancer. Ce combat, c'est votre avenir, et vous devez impérativement avoir une place à la table où se dessinent les choix qui façonneront votre monde. Votre énergie, votre créativité et votre détermination feront toute la différence, alors osez agir et ne perdez jamais espoir.

Vous allez recevoir le Humann Action Prize cette année à Cannes. Que représente pour vous cette reconnaissance et comment comptez-vous poursuivre votre engagement dans les années à venir ?

A.C. : Cette reconnaissance me touche profondément, car elle reflète un engagement collectif bien plus large que ma propre action : celui de ceux qui œuvrent chaque jour à la restauration des océans. Recevoir le Humann Prize renforce encore davantage ma détermination à continuer à agir, à sensibiliser, à mobiliser autour de solutions concrètes, et surtout à inspirer le plus grand nombre à se joindre à ce mouvement. Mon engagement dans les années à venir consistera à amplifier ces actions afin que la protection et la régénération des océans deviennent une priorité incontournable pour chacun, garantissant ainsi un avenir durable et prospère pour les générations futures. ♦



”
**SOYEZ CURIEUX,
ÉMERVEILLEZ-VOUS,
MAIS SURTOUT SOYEZ AUDACIEUX.**

Santiago Lefebvre,
fondateur de ChangeNOW

« INNOVER, C'EST RÉSISTER À L'ANCIEN MONDE »

Dix ans après l'Accord de Paris, et alors que l'édition 2025 de ChangeNOW vient de s'achever, Santiago Lefebvre dresse un constat clair : les lignes ont bougé, mais pas assez vite. Le fondateur du plus grand sommet mondial consacré aux solutions pour la planète revient sur les avancées réelles, les blocages persistants, et l'urgence de repenser nos modèles à la racine. Entre diplomatie, entrepreneuriat et engagement citoyen, il plaide pour une innovation systémique, portée par l'action collective, et revendique une forme de résistance : celle d'un nouveau monde qui s'invente face aux inerties de l'ancien.

PROPOS RECUEILLIS PAR ROSALIE MANN

Alors que l'Accord de Paris célèbre ses dix ans, quel bilan personnel tirez-vous de ces années de transition ? La trajectoire vous semble-t-elle encourageante ou inquiétante ?

SANTIAGO LEFEBVRE : Il y a un avant et un après Accord de Paris. Toute une génération d'acteurs de la transition est née dans son sillage, et ChangeNOW en fait partie. Le constat est clair : le monde dans lequel nous vivons est très différent de celui d'il y a huit ans, lorsque nous avons organisé notre première édition. La transition écologique et l'entrepreneuriat à impact étaient alors des sujets mineurs ; ils sont devenus aujourd'hui des caps majeurs de nos sociétés. Une fois cela dit, nous n'avancions pourtant pas assez vite, et les attaques contre l'écologie, la science et la démocratie à l'échelle mondiale tentent de nous faire revenir des décennies en arrière.

Vous avez lancé ChangeNOW en 2017. Quel a été le déclic ? Et comment avez-vous transformé une idée en événement de référence à l'échelle mondiale en moins de dix ans ?

S.L. : C'était avant tout une quête de sens. Je cherchais à allier carrière et utilité sociale. En

découvrant les premiers entrepreneurs à impact il y a dix ans, comme Boyan Slat ou Joséphine Goube, j'ai eu une révélation : « C'est ce type d'entrepreneur que je veux être », pour apporter la puissance de l'entrepreneuriat au service de la planète. Mais tous ces acteurs n'avaient pas l'écosystème nécessaire pour se développer (investisseurs, talents, médias...) ; il fallait donc créer une plateforme pour favoriser les bonnes rencontres : le sommet ChangeNOW. Ensuite, il a fallu rassembler une équipe, mettre beaucoup de travail, prendre parfois des risques, et avoir aussi un peu de chance.

Comment avez-vous fait évoluer le sommet depuis ses débuts pour qu'il reste pertinent, impactant, et tourné vers la mise en avant des solutions et un changement de récit ?

S.L. : C'est une quête permanente, qui répond à une seule question que nous nous posons chaque jour : comment peut-on avoir un impact plus important ? L'impact est notre boussole. En fonction de l'évolution des grands enjeux, nous faisons les choix éditoriaux et stratégiques nécessaires.

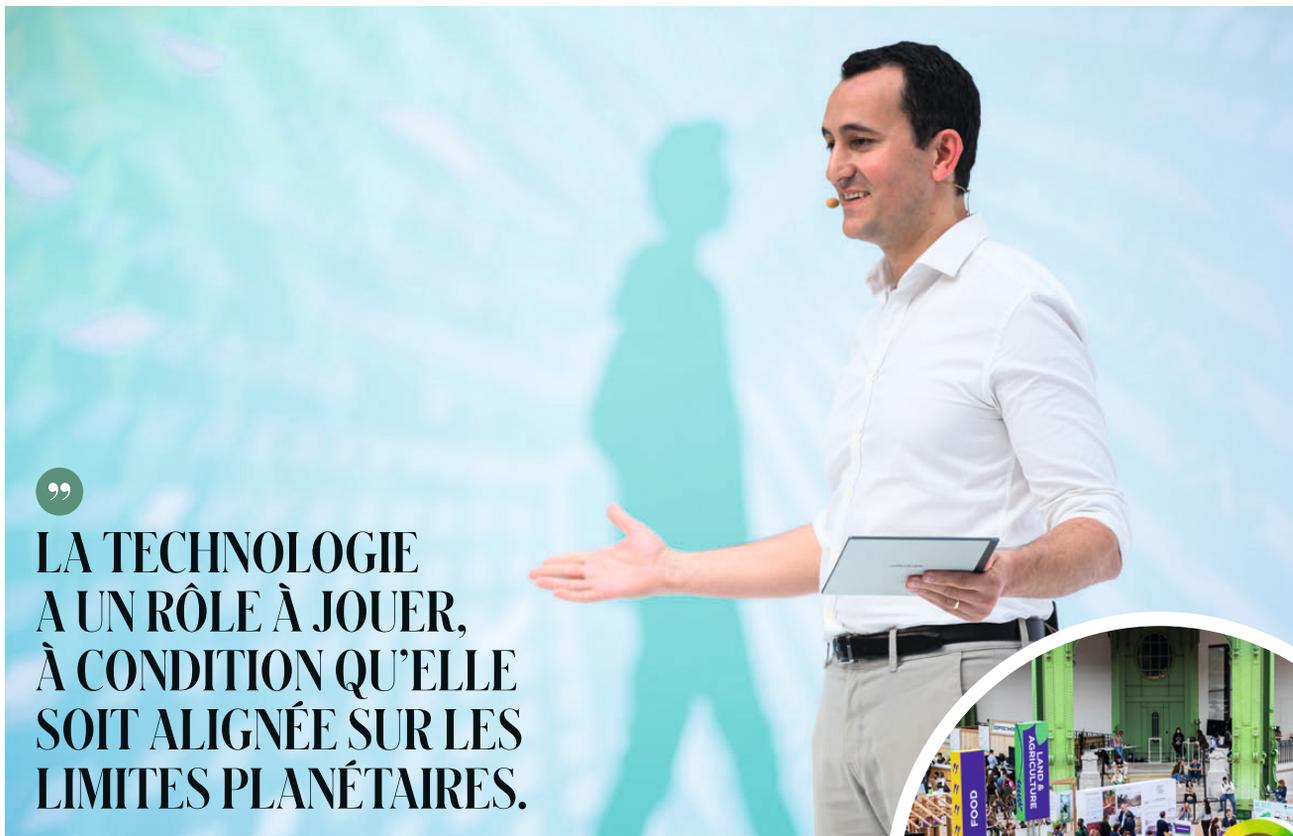
C'est parce qu'il y avait une montée du populisme lors des élections européennes de l'année dernière que nous avons organisé le premier débat électoral télévisé de l'histoire consacré à la transition écologique. Ou encore, c'est après la sortie des États-Unis que nous avons fait de l'édition 2025 un lieu de défense de l'Accord de Paris.

Quels sont, selon vous, les systèmes qui ont le plus résisté au changement malgré les alertes successives ? Et à l'inverse, où observez-vous une vraie bascule ?

S.L. : L'industrie fossile reste le plus grand frein à la transition. Cela doit être notre priorité. Il faut sortir d'un système qui repose encore en grande partie sur le pétrole, le charbon et le gaz. L'agriculture aussi doit évoluer, et la majorité des agriculteurs souhaite ce changement s'ils sont bien accompagnés. Or, les alternatives et solutions existent déjà : énergies renouvelables, agriculture régénératrice, économie circulaire...

En huit éditions de ChangeNOW, comment avez-vous vu évoluer la façon dont les entreprises, les collectivités ou les ONG s'emparent de la transition ?

S.L. : Aujourd'hui, le nombre de personnes engagées dans la transition a énormément augmenté. Dans les entreprises, cela relevait souvent exclusivement de l'équipe RSE. Désormais, cela concerne souvent tous les salariés, soit parce qu'ils ont été formés, sensibilisés, soit parce qu'ils



LA TECHNOLOGIE A UN RÔLE À JOUER, À CONDITION QU'ELLE SOIT ALIGNÉE SUR LES LIMITES PLANÉTAIRES.



se mobilisent d'eux-mêmes en interne, comme avec l'association Les Collectifs. Ce que nous avons constaté le plus, c'est la diversification des acteurs engagés. Pour donner un exemple : en 2017, nous avons accueilli 50 investisseurs, tous liés à l'impact investing. Aujourd'hui, ils sont plus de 1 200, représentant toutes les catégories d'investissement.

Quel type d'innovation (tech, sociale, artistique, financière) vous semble aujourd'hui indispensable pour catalyser le changement à grande échelle ?

S.L. : L'innovation doit être systémique. Ce n'est pas une question de choisir entre la tech, le social ou le financier : il faut tout réinventer en même temps. La technologie a un rôle à jouer, à condition qu'elle soit alignée sur les limites planétaires. Les innovations sociales et culturelles sont tout aussi cruciales, car changer les outils sans changer les mentalités ne suffira pas. Nous devons passer d'une innovation qui accélère la consommation et le gaspillage à une innovation qui restaure, régénère et répare. Aujourd'hui, innover, c'est autant résister à l'ancien monde que créer le nouveau.

Des projets ou des solutions vus lors des premières éditions de ChangeNOW ont-ils

connu une croissance ou un impact inattendu ?

S.L. : Oui, plusieurs projets que nous avons mis en lumière dès les débuts de ChangeNOW ont aujourd'hui un impact majeur. PlanetCare, par exemple, est une solution qui capture les microplastiques dans les lave-linges. Depuis 2025, grâce à une rencontre ministérielle réalisée à ChangeNOW, toutes les nouvelles machines à laver intègrent cette technologie. Ou encore l'équipementier sportif Nolt, qui a fait ses débuts à ChangeNOW il y a trois ans et qui, cette année, a présenté sa technologie unique au monde pour recycler les maillots.

Pensez-vous qu'un événement comme ChangeNOW puisse désormais produire plus d'impact concret que les grandes conférences climatiques traditionnelles ?

S.L. : Les grandes conférences jouent un rôle diplomatique clé. Elles fixent de grands objectifs, et le multilatéralisme est essentiel pour la paix. Mais forcément, quand on veut mettre 196 pays d'accord, cela prend du temps.

ChangeNOW, c'est l'inverse : on accélère avec

ceux qui veulent avancer dès maintenant. Ce n'est pas un sommet d'annonces, c'est un sommet d'actions concrètes. Nous rassemblons ceux qui construisent, dès aujourd'hui, les fondations du monde d'après.

Comment articulez-vous l'influence de ChangeNOW entre acteurs économiques, politiques, société civile et culture ?

S.L. : Le changement ne viendra pas d'un seul secteur. Il faut connecter toutes les forces vives. À ChangeNOW, nous cassons les silos : start-up, grands groupes, ONG, artistes, activistes, chercheurs, institutions... Tous ont leur place pour construire des coalitions inédites. Parce qu'en 2025, le pouvoir n'est plus uniquement entre les mains des politiques ou des grands patrons : il est partout où il existe une démarche collective.

Quel est, à vos yeux, le plus grand impact concret généré par ChangeNOW depuis sa création ?

S.L. : L'impact de ChangeNOW est énorme et prend deux formes principales. D'une part, les retombées très concrètes : levées de fonds, lois influencées, projets déployés à l'international, changements de carrière... Le plus grand fonds d'investissement mondial dédié à l'océan, Sven Blue Ocean, a trouvé ses tout premiers millions à ChangeNOW. L'entreprise de vrac Jean Bouteille s'est développée dans 25 pays grâce à un partenariat noué chez nous avec L'Occitane. Et d'autre part, un impact essentiel : l'espoir et la capacité d'action. À l'entrée de ChangeNOW, 54 % des visiteurs se sentaient capables d'agir ; à la sortie, ils étaient 82 %.

Et si vous deviez formuler un souhait fort pour l'année 2030, ce serait lequel ?

S.L. : L'un de mes rêves est de voir, de mon vivant, et si possible dès 2030, la date du jour du Dépassement reculer. Là, nous saurons que nous avons remis le monde sur une bonne trajectoire.

Ya-t-il une rencontre ou une solution présentée à ChangeNOW qui vous a profondément transformé ?

S.L. : Oui, plusieurs. Que ce soit Satish Kumar, Jane Goodall, le chef Raoni... Ce qu'ils ont en commun, c'est qu'ils cherchent à développer, non pas seulement l'intelligence, mais surtout la sagesse humaine. Et je crois que c'est ce qui nous manque le plus : avoir la sagesse de l'humilité, de l'amour,

”

À CHANGENOW, NOUS CASSONS LES SILOS : START-UP, GRANDS GROUPES, ONG, ARTISTES, ACTIVISTES, CHERCHEURS, INSTITUTIONS... TOUS ONT LEUR PLACE POUR CONSTRUIRE DES COALITIONS INÉDITES.



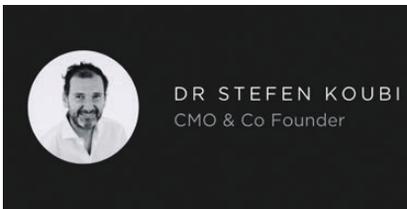
du respect du vivant, et de chercher à être, au fond, la meilleure version de nous-mêmes, la plus humaine possible.

Dans les moments de doute, qu'est-ce qui vous pousse à continuer ?

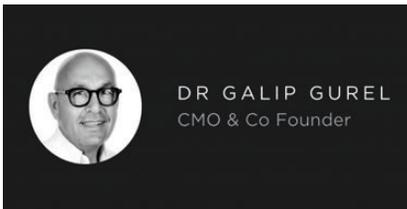
S.L. : La certitude que nous tous, acteurs de la transition, nous tous, artisans de la paix et défenseurs d'une certaine idée de l'humanité, faisons ce qui est juste, et que nous allons réussir à améliorer ce monde. Maintenant... et pour de bon. ♦

LUPIN DENTAL : LA RÉVOLUTION ROBOTIQUE QUI REDÉFINIT LA DENTISTERIE

LA DENTISTERIE ENTRE DANS UNE NOUVELLE ÈRE AVEC LUPIN DENTAL, UNE TECHNOLOGIE DE RUPTURE QUI COMBINE ROBOTIQUE DE PRÉCISION, INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET EXPERTISE CLINIQUE. PREMIER ROBOT MULTI TRAITEMENT CAPABLE D'EXÉCUTER AUTOMATIQUEMENT SOUS LA SUPERVISION DU DENTISTE, LUPIN PERMETTRA À DE PLUS EN PLUS DE BÉNÉFICIER DE TRAITEMENT DENTAIRE À FORTE VALEUR AJOUTÉE, À SAVOIR LES TRAITEMENTS THÉRAPEUTIQUES PAR FACETTES, LA RÉALISATION DE COURONNES OU BRIDGES ET LA POSE D'IMPLANTS DENTAIRES, CELA D'UNE FAÇON PLUS SÛRES.



DR STEFEN KOUBI
CMO & Co Founder



DR GALIP GUREL
CMO & Co Founder



Lupin Dental est né d'un constat simple : la pose de facettes, pourtant très demandée, reste difficilement accessible faute d'expertise technique suffisante. Dentistes de renom, auteurs et conférenciers, Stéphen Koubi et Galip Gürel, ont décidé d'agir. Leur solution ? Un robot autonome capable de réaliser, avec une précision inférieure à 100 microns, des gestes jusqu'ici réservés à une élite.

« C'est la synthèse de 25 ans de savoir clinique », affirme Stéphen Koubi. Là où d'autres robots assistent la main humaine, Lupin exécute l'acte avec une fiabilité, réduisant les risques et uniformisant les résultats, le tout sous supervision humaine. Une révolution copernicienne dans la pratique.

UNE EXPÉRIENCE PATIENT RÉINVENTÉE

Côté patient, la transformation est tout aussi profonde. Grâce à une application

dédiée, chacun peut visualiser son futur sourire et s'impliquer activement dans son parcours de soin. Résultat : une expérience plus fluide, plus rassurante – et un traitement réussi en une seule session, contre plusieurs auparavant.

UNE SOLUTION ESTHÉTIQUE... ET MÉDICALE

Les facettes, souvent perçues comme un choix esthétique, sont aussi une solution thérapeutique. En préservant l'émail, elles corrigent l'usure dentaire, le bruxisme ou les déséquilibres fonctionnels. « Elles permettent de préserver plus de 90 % de la dent naturelle », précise Stéphen Koubi. Grâce à Lupin, cette solution devient enfin reproductible à grande échelle.

EN ROUTE VERS LA CERTIFICATION MONDIALE

Déjà testé en Inde, le robot est en cours

de certification MDR (Medical Device Regulation) en Europe et FDA (Food and Drug Administration) aux États-Unis. Doté d'un système de sécurité avancé, il s'arrête instantanément en cas de problème. « Lupin est un copilote dentaire. Il n'agit jamais sans la vigilance du praticien », insiste Stéphen Koubi.

UNE AMBITION INTERNATIONALE

Avec une industrialisation en plein essor et une demande mondiale grandissante, Lupin Dental s'impose comme un tournant décisif, redéfinissant les standards de la dentisterie moderne.

Son ambition ? « Offrir un sourire à tous, en repoussant les barrières techniques et financières qui limitaient jusqu'ici l'accès aux soins de haute qualité », conclut Olivier Tintorini, Chief Commercial Officer.

Plus qu'une innovation, Lupin Dental signe l'avènement d'une nouvelle ère pour la dentisterie moderne. ●

Sian Sutherland,
cofondatrice de A Plastic Planet

« LE PLASTIQUE EST LA CRISE CLIMATIQUE À L'ÉTAT SOLIDE »

Cofondatrice de A Plastic Planet, Sian Sutherland dénonce avec une clarté implacable l'illusion du recyclage, l'impunité des industriels, et l'invasion silencieuse du plastique dans nos corps et notre planète. À rebours du discours dominant, elle affirme que la crise du plastique n'est pas une question de déchets, mais de design, de production et de responsabilité. À l'heure où les microplastiques contaminent notre air, notre eau et notre nourriture, elle appelle à une rupture radicale : repenser l'innovation, bannir les usages à court terme, et rendre aux citoyens le droit de ne pas consommer du plastique à leur insu. Une voix rare, sans compromis, pour réveiller les consciences.

PROPOS RECUEILLIS PAR ROSALIE MANN

Vous dites souvent que la crise du plastique n'est pas un problème de pollution mais un problème de production et de design. Pourquoi ce changement de perspective est-il crucial pour la protection des océans ?

SIAN SUTHERLAND : Depuis des décennies, nous nous concentrons sur le mauvais bout du tuyau du plastique. On se focalise sur les « déchets », sur la « pollution », voire sur cette petite expression : « déchets marins ». Mais la crise du plastique n'est pas un problème de pollution. C'est fondamentalement un problème de production, un problème industriel, et surtout un problème de design. Nous devons détourner toute notre attention du résultat final (la pollution) vers la cause. Et cette cause, c'est le robinet du plastique, qui déverse chaque année des millions de tonnes, pendant que nous nous acharnons à éponger les dégâts. C'est le résultat de décennies de désinformation et de tactiques de diversion orchestrées par Big Plastic (alias Big Oil), désormais remis en question par l'État de Californie dans son action contre Exxon. Cela permet aussi aux producteurs de plastique et aux marques qui persistent à l'utiliser par défaut de se décharger de

toute responsabilité pour les dégâts causés. Nous devons imposer une responsabilité totale aux producteurs, ce qui les incitera inévitablement à revoir leurs investissements dans le plastique et à se tourner vers de nouveaux matériaux et systèmes en harmonie avec la nature, et non contre elle.

L'élément clé sera l'implication du monde créatif. Repenser la manière dont nous concevons les objets, notre consommation, notre mode de vie. Je ne crois pas qu'un designer passe des années à perfectionner son art pour produire de la surconsommation ou des déchets de marque. Imaginez si cette communauté était éveillée, formée, inspirée pour concevoir autrement : en éradiquant les déchets plastiques dès la phase de conception. Tout, absolument tout, commence par le design. C'est là qu'il faut agir.

Les microplastiques ont infiltré nos océans, notre alimentation, notre eau potable, et même l'air que nous respirons. Comment inverser cette tendance alors que la production de plastique continue de s'envoler ?

S.S. : On dit souvent que le plastique est le



”

**LA CRISE DU PLASTIQUE
N'EST PAS UN PROBLÈME
DE POLLUTION. C'EST
FONDAMENTALEMENT
UN PROBLÈME DE
PRODUCTION, UN
PROBLÈME INDUSTRIEL,
ET SURTOUT UN
PROBLÈME DE DESIGN.**

« tabac » de notre génération. Mais je pense que c'est bien pire. On avait le choix d'entrer dans un bar enfumé, de fumer ou non. Aujourd'hui, nous n'avons aucun choix : nous buvons une eau contaminée par le plastique, mangeons des aliments imprégnés de plastique, respirons un air contaminé par le plastique. Un droit fondamental (le choix) a été retiré à plus de 8 milliards d'êtres humains. Nous ne pourrions jamais inverser cette catastrophe. Seule la nature peut peut-être résoudre le problème des microplastiques présents à 10 km de profondeur dans l'océan. Ce que nous pouvons faire, c'est arrêter immédiatement d'utiliser du plastique à usage unique et investir massivement dans les solutions existantes.

Le recyclage est souvent présenté comme la solution, mais vous affirmez comme moi que c'est un mythe trompeur. Pourquoi le recyclage ne suffira-t-il jamais à résoudre la pollution plastique ? Quelle est la véritable alternative ?

S.S. : Il est aujourd'hui bien établi que le mythe du recyclage a été créé par l'industrie du plastique elle-même, dans le but de continuer à produire sans limite. Ce discours a également permis de transférer la responsabilité de ceux qui mettent le plastique sur le marché (emballages, produits, textiles, etc.) vers les consommateurs. Le plastique n'a jamais été conçu pour être recyclé. Il est fait pour durer des siècles, et ne devrait être utilisé que lorsqu'une telle durabilité est justifiée. Le recyclage (mécanique ou chimique) ne fait que retarder sa fin de vie, en dégradant ses performances et en concentrant les produits chimiques toxiques qu'il contient. Si Coca-Cola voulait vraiment récupérer ses 120 milliards de bouteilles en plastique, il aurait créé un système pour le faire. Mais bien sûr, ce n'est pas leur souhait : il est moins cher d'utiliser du plastique vierge, et plus simple de blâmer l'insuffisance des infrastructures de recyclage. Comme l'a dit Dr Jane Muncke : « *Le recyclage est le cache-sexe de la consommation.* » C'est une chimère qui ne sera jamais une réponse suffisante.

Nous savons désormais que les substances chimiques contenues dans le plastique sont des perturbateurs endocriniens liés à des cancers, à l'infertilité et à des maladies chroniques. Pourquoi ce sujet reste-t-il si peu abordé par les pouvoirs publics ?

S.S. : Le mot le plus terrifiant pour les industries et les gouvernements est : RISQUE. Les impacts sur la santé humaine causés par les milliers de produits





AUJOURD'HUI, LE PLASTIQUE DÉTIENT UN MONOPOLE TOTAL SUR LE MARCHÉ DES MATÉRIAUX, ET CELA DOIT CHANGER.

chimiques utilisés dans le plastique sont devenus tellement incontestables que les entreprises qui continuent à l'utiliser exposent désormais leurs actionnaires à des responsabilités juridiques importantes. Ce n'est qu'une question de temps avant qu'une action en justice pour atteinte à la santé humaine ne voie le jour. Il est temps d'ouvrir les yeux et d'arrêter d'inonder le marché avec un matériau dont on sait qu'il est nocif pour notre santé.

Vous avez codéveloppé un EPI (Équipement de protection individuelle) sans plastique durant la pandémie. Pourquoi est-ce encore si difficile

d'imposer des alternatives plus sûres, même en pleine crise sanitaire ?

S.S. : Sans surprise : l'obstacle numéro un, c'est le coût. Il est extrêmement difficile pour les fournisseurs de matériaux alternatifs de concurrencer les prix du plastique, celui-ci bénéficiant d'économies d'échelle colossales... et restant le matériau le plus subventionné au monde. Comment rivaliser, par exemple, sur une simple bouteille, quand on en produit 600 milliards par an rien que pour l'eau ? Voilà pourquoi nous avons besoin de politiques fortes : une responsabilité élargie des producteurs (REP), une fiscalité adaptée, une taxe plastique efficace. Aujourd'hui, le plastique détient un monopole total sur le marché des matériaux, et cela doit changer.

Les consommateurs ont été conditionnés à dépendre de la commodité du plastique. Comment rompre ce cycle sans leur imposer un fardeau financier supplémentaire ?

S.S. : Cette crise du plastique est une opportunité pour repenser nos modes de vie et de consommation. Personne ne souhaite revenir en arrière. Et pourtant, faire ses courses en magasin n'a presque pas changé depuis trente ans. Nous avons besoin d'une réinvention radicale du commerce de détail : créer des expériences qui soient à la fois pratiques, agréables et engageantes. Sinon, pourquoi continuerions-nous à nous rendre en magasin alors que tout peut être commandé depuis son canapé ?

Vous avez affirmé que si la production de plastique était un pays, elle serait le 5^e plus gros émetteur de gaz à effet de serre. Pourquoi ce lien entre plastique et climat est-il si peu médiatisé ?

S.S. : Cette donnée ne tient compte que de la production des polymères. Elle n'inclut même pas les impacts ultérieurs. Et avec l'augmentation programmée de la production, on estime que le plastique représentera bientôt 14 à 20 % de notre budget carbone mondial. Nous travaillons actuellement sur un nouveau projet de recherche pour prouver que les émissions liées au plastique sont bien supérieures à ce qui a été rapporté. Les ACV (analyses du cycle de vie) actuellement utilisées sont trompeuses et n'intègrent jamais les conséquences de sa fin de vie « sans fin ». Le plastique est la crise climatique à l'état solide : destructeur depuis l'extraction jusqu'à son impact sur notre sol, notre air, nos océans. ♦

Olivier Poivre d'Arvor,
ambassadeur français, région Antarctique-Arctique

« L'OCÉAN, NOUVELLE FRONTIÈRE ET PREMIÈRE URGENCE »

Ambassadeur, Olivier Poivre d'Arvor a été choisi par le président de la République comme envoyé spécial à la Conférence des Nations unies sur l'océan (UNOC). Un sommet qui doit à ses yeux mener à des décisions fortes et concrètes afin de mettre en œuvre une exploitation durable, une gouvernance juste et une protection vitale de cet océan indispensable à notre espèce et à notre planète.

PROPOS RECUEILLIS PAR ROSALIE MANN



L'océan est au cœur d'enjeux existentiels, géopolitiques, économiques, humanitaires. À quelques mois de la Conférence des Nations unies sur l'océan (UNOC) organisée à Nice, vous alertez sur une réalité que le monde peine encore à regarder en face : celle de la montée des eaux et de la disparition d'États.

OLIVIER POIVRE D'ARVOR : L'élévation du niveau des océans est souvent perçue comme un problème futur. Or, cela nous concerne tous dès à présent. Ce n'est plus un phénomène lointain. C'est notre génération qui verra disparaître des territoires entiers. D'ici 2100, des États souverains comme les Tuvalu, Kiribati, Nauru, ou les îles Marshall pourraient ne plus exister physiquement. L'ONU évoque déjà près de 600 000 réfugiés climatiques issus de ces zones. Le cas de Kiribati est emblématique : ses dirigeants envisagent de devenir une nation numérique afin de préserver sa souveraineté, sa citoyenneté, et ses droits fonciers, même après la submersion de son territoire. C'est une mutation inédite du concept d'État-nation.

L'élévation du niveau des mers est-elle inéluctable ?

O.P-D-A : Elle est désormais engagée. Les dernières études scientifiques montrent qu'on s'oriente vers une hausse de 1,10 à 2 mètres d'ici 2100, bien au-delà des anciennes estimations du GIEC. Cette montée est due pour moitié à la dilatation thermique des océans et pour l'autre moitié à la fonte des calottes glaciaires du Groenland et de l'Antarctique. Or, aujourd'hui,



”
C'EST NOTRE GÉNÉRATION
QUI VERRA DISPARAÎTRE
DES TERRITOIRES ENTIERS.

même les glaciers de l'Est antarctique – jusqu'ici stables – commencent à vêler. La cryosphère s'effondre et ce phénomène touche aussi les glaciers himalayens, menaçant l'approvisionnement en eau de centaines de millions de personnes.

Comment alerter les gouvernements et les populations, alors que la conscience océanique reste si faible ?

O.P-D-A : Nous avons initié l'UNOC parce qu'il y a une conscience de l'océan qui est très absente. Au cours de la même année vont avoir lieu la troisième UNOC et la 30e COP Climat. Il y a une véritable différence de traitement et on a toujours considéré que l'océan était à mettre dans les COP Climat. L'océan reste trop souvent relégué au second plan dans les discussions climatiques, alors qu'il devrait y occuper une place centrale.

C'est justement tout l'enjeu de l'UNOC 2025 à Nice. Nous voulons faire de ce sommet l'équivalent de la COP21 pour l'océan, un moment pivot, porteur d'annonces structurantes, mais aussi d'une vision positive. L'océan souffre, mais il a cette formidable capacité de régénération si on agit à temps. Contrairement au climat ou aux conflits armés, sur lesquels nous avons peu de leviers à court terme, l'océan est un espace où des solutions existent et peuvent être rapidement mises en œuvre.

Justement, quelles sont les grandes avancées attendues à l'UNOC 2025 ?

O.P-D-A : D'abord, une gouvernance internationale renforcée. Nous allons proposer, avec nos partenaires – UE, Inde, Norvège, Mexique, peut-être Chine et Japon –, le lancement de la Mission Neptune (2025-2040) : un programme mondial d'exploration des océans mobilisant agences océanographiques, spatiales, scientifiques et fonds publics et privés.

Ensuite, la création d'un « GIEC des océans », pour produire une expertise continue, et la sortie annuelle de l'indicateur Starfish, qui donnera un état de santé de l'océan en open data.

Enfin, nous allons essayer de faire de la Méditerranée un laboratoire de ce que sera ou serait un engagement des pays pourtour pour supprimer le plastique, avec un accord entre les 25 pays riverains de la méditerranée qui vont passer à Nice.

Le Président et d'autres chefs d'État vont essayer de faire entendre la voix de la raison par rapport au plastique. La France milite pour un véritable



traité mondial sur la pollution plastique, que nous espérons ambitieux, même si les négociations sont aujourd'hui ralenties.

Vous évoquez souvent l'océan comme une source d'opportunités. Peut-on concilier protection et développement ?

O.P-D-A : Absolument. L'océan n'est pas qu'un sujet d'alerte, c'est une promesse.

Même pour ceux qui ne jurent que par l'économie, il est temps de comprendre que l'océan serait la cinquième puissance mondiale s'il était un pays (chiffres OCDE). Il y a des ressources, des emplois, des innovations à en tirer, à condition d'instaurer une gouvernance sérieuse : lutte contre la surpêche, contre la carbonisation du transport maritime, encadrement de l'extraction minière. Et surtout, partage des bénéfices issus des ressources



LA CRYOSPHERE S'EFFONDRE ET CE PHÉNOMÈNE TOUCHE AUSSI LES GLACIERS HIMALAYENS, MENAÇANT L'APPROVISIONNEMENT EN EAU DE CENTAINES DE MILLIONS DE PERSONNES.

génétiques en haute mer, comme le prévoit le Traité BBNJ que nous espérons ratifier à Nice.

Beaucoup de sommets accouchent de belles promesses. Comment éviter que l'UNOC ne soit perçu comme du « bla-bla » de plus ?

O.P-D-A : C'est une remarque fréquente, souvent formulée par ceux-là mêmes qui ne proposent rien et « blablatent ». Mais ici, nous changeons d'échelle. Jusqu'ici, l'océan était la « piscine », selon la belle image de la Convention sur le droit de la mer (1982). Nous allons enfin parler du bassin, de sa profondeur, de sa gouvernance et de son avenir commun.

Nous réunirons à Nice 500 maires et gouverneurs représentant 1 milliard d'humains vivant en zones côtières, pour créer une coalition internationale des villes littorales et travailler

ensemble sur l'adaptation, les financements et des réponses concrètes.

Et surtout, nous allons faire de l'océan une priorité politique, scientifique et économique mondiale, ce qu'il n'a encore jamais été.

Un mot pour conclure ?

O.P-D-A : L'espace nous fascine. L'océan devrait nous fasciner tout autant. Parmi les 8 milliards d'humains que compte la planète, environ 7,7 milliards savent et peuvent marcher. Mais à peine un tiers sait nager. Ce simple constat en dit long sur le lien que nous avons perdu avec ce qui recouvre pourtant 71 % de la surface de notre planète.

L'océan est notre passé, notre avenir et notre nouvelle grande frontière. Il est temps d'en faire une chance universelle. ♦



UNE IA DES LUMIÈRES

Alors que la course mondiale à l'intelligence artificielle (IA) s'intensifie, deux questions majeures sont autant essentielles qu'existentielles : celle du leadership et celle de la souveraineté. Souvent confondues, elles poursuivent pourtant des objectifs fondamentalement distincts, l'un économique, l'autre politique. Or, ni le leadership ne garantit la souveraineté, ni la souveraineté ne confère automatiquement un leadership. Saisir cette nuance - et en mesurer les implications stratégiques, est essentiel pour l'Europe, et plus encore pour la France, si elle entend non seulement peser sur l'avenir de l'IA, mais aussi y inscrire une trajectoire singulière, fidèle à ses valeurs et à sa vision du progrès.

PAR HAMILTON MANN

Le leadership ou la visée de maître du monde

La domination des États-Unis sur l'IA repose sur trois piliers, une narration mondiale qui façonne les imaginaires, une représentation omniprésente qui accapare l'attention, une conception technique hégémonique.

Dès sa création en 2015, OpenAI a cristallisé l'attention mondiale en se donnant pour mission de développer une intelligence artificielle générale (AGI) « bénéfique pour l'humanité ». Derrière cette ambition technique, c'est une véritable rhétorique messianique qui s'est installée, plaçant l'entreprise au centre d'un récit global sur l'avenir de l'humanité.

Ce storytelling, savamment orchestré, a permis à OpenAI non seulement de se positionner comme pionnier technologique, mais aussi comme acteur moral, prétendant fixer les règles du jeu d'une technologie encore largement spéculative. Sam



Altman, son dirigeant, en est devenu l'incarnation : figure médiatique invitée à Davos, auditionnée par le Sénat américain, il porte la parole d'une IA présentée à la fois comme promesse de progrès économique et menace existentielle à encadrer.

Cette posture d'autorité morale trouve un écho puissant dans la pop culture américaine qui, depuis des décennies, sculpte notre imaginaire collectif autour de l'IA. Des œuvres comme *Her*, *Ex_Machina*, *Black Mirror* ou *Westworld* ont popularisé une vision ambivalente et fascinée de l'IA, tantôt complice, tantôt ennemie, mais toujours pensée, construite et incarnée dans un contexte américain.

Résultat : les États-Unis ont cadré la question de l'IA bien au-delà du champ technologique. Ils en ont défini les peurs, les espoirs et les termes du débat. Ils n'ont pas seulement produit des modèles, ils ont produit le récit dans lequel ces modèles prennent sens.

La domination américaine en matière d'IA ne s'observe pas seulement dans la technologie elle-même, mais aussi dans sa diffusion et sa légitimation à l'échelle mondiale. Les modèles de langage les plus connus – GPT (OpenAI/Microsoft), Claude (Anthropic), Gemini (Google/DeepMind) – sont tous issus de la Silicon Valley, laissant peu de place aux alternatives, Mistral étant l'une des rares exceptions européennes à émerger timidement.

Cette concentration du paysage se traduit par une pénétration massive des outils dans les usages quotidiens : ChatGPT a franchi la barre des 100 millions d'utilisateurs actifs en à peine deux mois, tandis que Microsoft impose Copilot comme compagnon par défaut dans l'univers Windows, instaurant une présence quasi structurelle de l'IA américaine dans les environnements de travail.

Ce déploiement s'accompagne d'une autre forme de suprématie, plus silencieuse mais tout aussi déterminante : celle de la reconnaissance académique. Les articles scientifiques les plus influents sur les architectures fondamentales de l'IA, qu'il s'agisse des *transformers*, des mécanismes

d'attention ou des modèles de diffusion, sont issus de Google Brain, DeepMind ou OpenAI, dont les publications deviennent les textes canoniques d'un savoir normatif.

Les États-Unis ne dominent pas seulement les interfaces, ils façonnent les références. Leurs modèles deviennent les standards implicites du secteur, à la fois dans l'usage populaire et dans la pensée, imposant un biais d'attention systémique qui marginalise toute alternative en dehors du prisme américain. Et sans aucun doute, le modèle de développement de l'IA adopté par les acteurs américains repose sur une architecture technique impressionnante.

L'entraînement de modèles comme GPT-4 ou Gemini 1.5 s'appuie sur des infrastructures centralisées colossales, mobilisant des milliers de GPU (*Graphics Processing Units*), particulièrement efficaces pour des calculs massivement parallèles comme ceux nécessaires à l'entraînement de modèles d'IA, alimentant des clusters de supercalculateurs dont la puissance brute est devenue l'indicateur principal de performance.

Cette logique de démesure est justifiée par la *scaling law*, formulée par OpenAI et DeepMind, selon laquelle les performances des modèles croîtraient proportionnellement à la taille des paramètres et à la masse de données traitées. C'est dans cette course exponentielle que s'inscrivent les modèles phares comme GPT-3 (175 milliards de paramètres), PaLM (540 milliards), ou encore GPT-4, dont la taille exacte reste tenue secrète.

Oui, les États-Unis ont pris une avance nette dans l'IA « grand public ». Mais être le premier à entrer dans la course ne garantit ni d'en connaître la destination, ni d'en finir premier. Le leadership des États-Unis sur l'IA, aussi imposant soit-il, n'a rien d'immuable et leur modèle de développement de l'IA est aussi impressionnant que vulnérable. Leur stratégie repose sur un triptyque risqué : centralisation, surenchère de taille, et dépendance à un matériel critique. Nvidia, aujourd'hui fournisseur quasi exclusif de GPU pour l'IA, s'appuie sur la production de TSMC (Taiwan Semiconductor Manufacturing Company Limited), située à Taïwan, un point névralgique devenu un véritable goulet d'étranglement technologique.

En 2023, la rareté d'accès à ces composants est devenue un enjeu géopolitique de première importance, au point de conditionner la souveraineté numérique des États. Dans cette logique, Microsoft a annoncé sa participation à un partenariat visant à mobiliser jusqu'à 100 milliards de dollars en collaboration avec des entreprises



LE PLUS GRAND FREIN À L'INNOVATION RADICALE, C'EST LA PEUR DE RENVERSER LE TRÔNE SUR LEQUEL ON EST ASSIS.

comme BlackRock et d'autres acteurs, pour la construction d'un supercalculateur dédié à l'IA (projet Stargate, en partenariat avec OpenAI), illustrant à quel point cette dépendance à l'infrastructure est devenue systémique.

Ainsi, le choix technique initial des géants américains leur a permis de dominer l'écosystème par la force de frappe. Mais il les enferme aussi dans un modèle coûteux et rigide, dont le gigantisme devient à la fois leur vitrine et leur talon d'Achille, par une dette technique tout autant gigantesque qui rend leurs systèmes lourds.

Lourds, par le poids financier de sa maintenabilité : le coût estimé de GPT-4 est de plusieurs dizaines de millions de dollars rien que pour l'entraînement. Sam Altman a reconnu que ChatGPT coûte plusieurs centaines de millions de dollars par an à faire tourner.

Lourds, par le poids du besoin en énergie pour opérer : GPT-3 aurait nécessité plus de 1 287 MWh pour son entraînement initial, selon l'université de Californie à Berkeley (soit l'équivalent de 205 vols allers-retours entre Paris et New York), et GPT-4, 62 318 MWh. Selon Hugging Face, les plus grands modèles consomment plus qu'une ville moyenne pendant leur phase d'entraînement.

Lourds, par le poids des croyances qui les ont fait naître et rendent difficile le fait de les remettre en question et de se réinventer : changer d'architecture revient à tout ré-entraîner. OpenAI

”

LOIN D'UN SIMPLE CORPUS JURIDIQUE, L'AI ACT EST UN ACTE DE SOUVERAINETÉ.

reste sur le paradigme du « transformer géant », car pivoter vers des approches plus légères ou hybrides casserait leur avantage d'échelle.

Plus les modèles grandissent, plus ils s'alourdissent, plus l'innovation se transforme en itération, le progrès en perfectionnement, accélérant la date de péremption de l'avantage compétitif initial.

Le plus grand frein à l'innovation radicale, c'est la peur de renverser le trône sur lequel on est assis.

Comme dans l'industrie automobile américaine du XX^e siècle, ce qui fut un avantage structurel devient une fragilité stratégique. L'innovation radicale est freinée par le poids du *legacy*. Les leaders d'hier deviennent parfois les suiveurs de demain, prisonniers de leur propre succès initial.

Les États-Unis, bien qu'ayant été rapides à l'entrée, sont aujourd'hui enfermés dans ce que l'on pourrait appeler l'illusion de la rapidité : maintenir la cadence, même si d'autres modèles, plus





distribués, plus agiles, moins coûteux, plus frugaux, commencent à émerger.

Oui, les États-Unis dominent par la narration, la visibilité, et l'architecture. Mais ce trépied repose sur une dette structurelle, technique, énergétique, matérielle, financière et cognitive qui font qu'ils ne dominent plus par l'agilité, mais par l'inertie.

La souveraineté ou la visée de maître de soi

Être souverain, ce n'est pas imposer ses modèles. C'est pouvoir refuser ceux des autres. Ce n'est pas conquérir, c'est choisir. Pouvoir décider librement de ce que l'on veut faire d'une technologie, de la manière dont on veut l'encadrer, la distribuer, l'adopter, ou la refuser parce qu'elle ne correspond pas à ses valeurs, ses priorités, sa vision du monde. C'est là que réside la véritable puissance : dans la liberté de choisir ce que l'on adopte ou rejette, indépendamment des pressions extérieures. C'est au demeurant ce qui est par exemple au cœur de ce que représente l'AI Act.

Bien que souvent critiqué comme étant un excès de réglementation, voire un frein à l'innovation, cet acte européen ne cherche pas à plaire à tout prix au reste du monde. Il affirme une position : celle de mettre des garde-fous éthiques, démocratiques et humains là où d'autres acteurs majeurs, américains notamment mais pas exclusivement, souhaiteraient, souvent pour leur avantage, laisser ces technologies évoluer sans qu'il y ait de shérif dans la ville, et encore moins européen.

Loin d'un simple corpus juridique, l'AI Act est un acte de souveraineté. Il ne vise pas à grimper plus haut que la Silicon Valley ou à imiter les stratégies de Pékin. Il dit simplement : voici comment nous, Européens, choisissons de vivre avec l'IA. Voici le seuil à partir duquel nous considérons qu'une technologie devient inacceptable, trop risquée, trop opaque, ou incompatible avec nos droits fondamentaux.

En cela, il pose un standard. Et comme tout standard, il devient extraterritorial. Parce que toute entreprise, où qu'elle soit dans le monde, souhaitant opérer sur le territoire européen, devra s'y conformer. Ce n'est pas une conquête, c'est une cohérence, qui invite au respect de principes plutôt qu'à la course à la performance brute.

Toute innovation, aussi brillante soit-elle – et plus encore lorsqu'elle porte en elle un potentiel immense – ne peut faire l'économie d'une question essentielle : est-elle compatible avec le monde que nous voulons ? Il vaut mieux anticiper cette question et prévoir dans l'imperfection, que d'y

répondre dans l'urgence, ou pire, surseoir, au nom d'une perfection illusoire.

La souveraineté, ce n'est pas grimper plus haut que les autres. C'est savoir où on pose les pieds. C'est affirmer qu'avant d'aller vite, il faut savoir vers où l'on va. La souveraineté se construit, non pas contre les autres, mais pour soi-même, en définissant les conditions d'un rapport libre, critique et éclairé à la technologie. Elle ne consiste pas à tout maîtriser, mais à savoir ce qu'il est vital de ne pas déléguer. Ce n'est donc pas seulement une question de puissance technologique, mais de profondeur stratégique, de vision de société et de choix civilisationnels.

Quatre piliers fondateurs forment autant de lignes vers un projet souverain, singulier et soutenable de l'IA pour la France et l'Europe :

1. Ancrer notre souveraineté dans un maillon vital de l'IA

Il n'est pas nécessaire d'être omniprésent pour être incontournable. Ce que la France, et l'Europe, doivent viser, ce n'est pas la suprématie tous azimuts, mais l'indispensabilité ciblée. Être petit peut suffire... à condition d'être stratégiquement positionné. Cela peut être sur une brique logicielle ouverte, une architecture matérielle sobre, une filière de modèles spécialisés, ou un secteur-clé (santé, énergie, climat, défense cognitive). La souveraineté technologique ne vient pas de l'accumulation, mais de la maîtrise d'un nœud critique, celui qui nous permet d'avancer sans une dépendance exclusive aux autres. C'est le pouvoir du « verrou technologique » : l'acteur qui détient la pièce qui manque impose sa présence à la table, quel que soit son poids économique global.



**LA SOUVERAINÉTÉ SE
CONSTRUIT, NON PAS CONTRE
LES AUTRES, MAIS POUR
SOI-MÊME, EN DÉFINISSANT
LES CONDITIONS D'UN RAPPORT
LIBRE, CRITIQUE ET ÉCLAIRÉ
À LA TECHNOLOGIE.**

2. Briser les monopoles par la diplomatie technologique

Sortir de la dépendance ne signifie pas s'isoler, mais élargir les alliances. Pour desserrer l'étouffement de l'hégémonie américaine, il ne suffit pas de produire « français » ou « européen » : il faut co-construire des alternatives avec ceux qui n'ont pas été invités à la table du Gafam. Cela passe par des partenariats technologiques avec l'Inde, l'Afrique, l'Amérique latine. Ces alliances stratégiques ne sont pas qu'économiques : elles sont géo-éthiques. Ensemble, ces nations peuvent imposer une autre trajectoire de l'IA, plus inclusive, plus sobre, plus contextualisée. Multiplier les voies, c'est multiplier les voix. Et dans une ère numérique saturée, le pouvoir réside dans la pluralité des récits possibles.

3. Créer un sanctuaire d'intelligence humaine

La course à l'IA est souvent pensée comme une bataille d'infrastructures. Mais la véritable compétition est cognitive. La ressource rare, ce n'est pas le silicium, c'est la pensée critique appliquée à la technologie.

La France doit devenir un sanctuaire de cerveaux libres : un lieu où les chercheurs, les ingénieurs, les philosophes et les innovateurs peuvent penser et bâtir sans être pris en otage par les logiques de rentabilité immédiate ou de conformisme idéologique. Cela suppose une réinvention de notre rapport à l'éducation, à la recherche, à l'entreprise, et même à l'échec.

Un écosystème souverain se construit là où les intelligences veulent vivre, pas seulement produire.

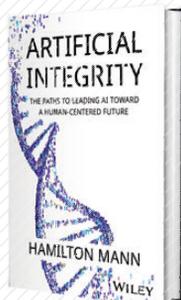
4. Forger une vision civilisationnelle de l'IA

C'est sans doute le pilier le plus négligé, et pourtant le plus fondamental : à quoi voulons-nous que l'IA serve ? Non pas sur un plan consumériste, mais sur un plan civilisationnel.

Nous ne pouvons pas opposer aux visions américaines et chinoises une simple version régulée du même projet. Il faut une autre intention. Une autre finalité. Ni l'obsession de la performance comme aux États-Unis, ni le contrôle étatique absolu comme en Chine, mais une troisième voie : une IA fondée sur la raison, l'esprit critique, et les valeurs humanistes. C'est ici que la France peut se distinguer. L'IA française doit inventer sa propre singularité. Une IA fondée non pas sur la prédiction des comportements, mais sur l'émancipation des esprits. Une IA qui argumente plutôt qu'elle n'assène, qui explique plutôt qu'elle n'impose, ou ne manipule, qui met en perspective plutôt qu'elle ne réduit, qui questionne plutôt qu'elle ne renforce les biais, qui stimule l'esprit critique, renforce l'éducation, met l'humain (sa dignité, sa liberté, sa rationalité) au centre de ses décisions, plutôt qu'elle n'encourage une passivité algorithmique ou sacrifie l'avenir de notre environnement sur l'autel de la vitesse. Une IA intègre, par construction, non dominée par l'aléatoire et l'exclusif d'une intelligence performative, mais guidée par une architecture de l'intégrité. Une IA qui éclaire, pas une IA qui aveugle. Une IA inspirée par les Lumières. Là où d'autres construisent des IA pour capter l'attention, nous devons construire des IA qui la restaure et la fait grandir.

En définitive, l'Europe, et la France en particulier, n'ont pas besoin de courir après le leadership américain, ni de craindre de ne pas le détenir. L'enjeu n'est pas d'être le plus gros, le plus rapide, ou le plus spectaculaire. L'enjeu est d'être le plus libre, le plus aligné avec nos valeurs, et le plus visionnaire dans la manière de penser l'IA pour le futur que nous souhaitons. Car ceux qui éclairent le monde ne sont pas toujours ceux qui parlent le plus fort, mais souvent ceux qui savent rallumer la lumière quand l'ombre de la puissance devient aveuglante. Leadership et souveraineté ne sont pas synonymes. Le premier vous rend visible. Le second vous rend libre. La France n'a pas à gagner la course. Elle a à définir et à accomplir sa propre course. Être leader, peut-être. Être libre, toujours. ♦

Au sujet de l'auteur



Hamilton Mann, dirigeant dans le domaine de la tech, est un pionnier et une autorité reconnue dans le domaine de l'IA et de la transformation numérique. Il est lecturer à l'Insead et à HEC Paris, doctorant en IA à l'École des Ponts Business School – École des Ponts et Chaussées, et figure parmi les lauréats du Thinkers50 Radar, qui distingue les penseurs émergents les plus influents au monde dans le domaine du management.

Son ouvrage, salué par la critique, *Artificial Integrity: The Paths to Leading AI Toward a Human-Centered Future* (Wiley, 2024), challenge

les paradigmes actuels de l'IA pour établir une nouvelle frontière de son développement, guidée par l'intégrité – comme une émulation native à son fonctionnement – plutôt que par la seule intelligence algorithmique. L'ouvrage a été distingué par le réputé Next Big Idea Club, la référence américaine en matière de sélection des livres internationaux les plus influents du moment, cofondé par quatre auteurs de best-sellers du *New York Times*, qui distingue les ouvrages les plus visionnaires de notre époque et met en lumière les idées de rupture les plus prometteuses à l'échelle mondiale.

Marc Palahi,
Chief Nature Officer, groupe Lombard Odier

« NOUS N'ENTRONS PAS DANS UNE ÈRE DE CHANGEMENTS, MAIS DANS UN CHANGEMENT D'ÈRE »

Alors que Nice s'apprête à accueillir la Conférence des Nations unies sur l'océan (UNOC 2025), un appel clair émerge : la nature, et en particulier l'océan, doit occuper une place officielle aux côtés des décideurs économiques et politiques. Dans cet entretien, Marc Palahi, Chief Nature Officer chez Lombard Odier, plaide pour la création de Chief Nature Officers (CNO) capables de repenser la finance mondiale autour des limites planétaires, de mobiliser des capitaux vers des solutions fondées sur la nature, et de transformer notre modèle économique défaillant. À l'intersection de la science, de l'éthique et de l'investissement, cette nouvelle fonction pourrait devenir, selon lui, aussi stratégique que celle de directeur financier dans les années à venir. Car désormais, l'économie de demain ne pourra prospérer qu'en se reconnectant profondément à la nature.

PROPOS RECUEILLIS PAR ROSALIE MANN



Alors que nous nous tournons vers la Conférence des Nations unies sur l'océan qui se tiendra à Nice, le moment est-il venu pour la nature, et en particulier l'océan, d'occuper un siège officiel à la table des dirigeants, par le biais du rôle de Chief Nature Officer (CNO) ?

MARC PALAHI : Je pense que la crise climatique ne peut être résolue sans comprendre, valoriser et investir dans la nature pour ce qu'elle est fondamentalement : l'infrastructure clé qui régule notre système planétaire, comprenant notre climat, l'eau que nous buvons, la nourriture que nous mangeons et l'air que nous respirons. La

nature est également le tissu qui soutient tous les processus du monde dans lequel nous vivons, y compris toutes nos activités économiques... même si notre système économique n'en est pas conscient, car il fonctionne actuellement en faisant dériver la valeur du prix, plutôt que l'inverse. Les CNO et les conférences internationales ne résoudront pas le problème si nous ne sommes pas prêts à nous attaquer aux causes profondes du problème, qui sont systémiques et exigent de répondre à la crise touchant la nature et le climat en transformant fondamentalement notre économie autour de la nature.

La récente campagne « Rethink Sustainability » de Lombard Odier souligne la nécessité de repenser nos systèmes économiques. Comment un CNO peut-il aider à conduire cette transformation vers un modèle régénérateur et positif pour la nature, en particulier pour les écosystèmes océaniques et côtiers ?

M.P. : À mon humble avis, un CNO devrait fournir une nouvelle vision, fondée sur la science, pour que les décideurs financiers puissent appréhender la réalité du monde que nous avons créé en termes de limites planétaires au sein desquelles il est nécessaire d'opérer. Il est essentiel

que le secteur financier comprenne les lois de la nature qui régissent notre planète et qui, à leur tour, affecteront et limiteront nos activités économiques. C'est très simple. La nature est le bien le plus réel et le plus précieux que nous possédons. Au cours des deux derniers siècles, notre système économique a fonctionné au détriment de la nature, du climat et de notre propre avenir. Nous avons maintenant atteint un point de bascule dans l'histoire de l'humanité, car nous sommes en train de franchir ce que l'on appelle les limites planétaires (changement climatique, perte de biodiversité, pollution, dégradation des sols et déforestation, etc.). En termes économiques, cela signifie que notre environnement ne peut plus absorber les chocs créés par notre économie, et que notre économie, n'ayant su valoriser la nature, doit payer le coût de la destruction de la nature. Réflétant déjà cet impact, les pertes assurées dues au changement climatique et à la dégradation de nos écosystèmes à l'échelle mondiale ont doublé au cours des dix dernières années par rapport à la décennie précédente. De nombreuses chaînes d'approvisionnement sont au bord de l'effondrement en raison de l'effet combiné du changement climatique et de la dégradation de la nature. Nous avons vu que les prix de nombreuses denrées alimentaires (cacao, café, etc.) augmentent rapidement. Un ou une CNO doit mettre en contexte toutes ces conséquences et interdépendances, mais doit également proposer des solutions fondées sur la nature pour inverser la situation. Il doit également fournir un nouveau récit fondé sur la science expliquant pourquoi et comment passer à une économie centrée sur la nature afin de garantir la résilience et la santé économique de l'avenir de la société, y compris des clients et des retraités envers lesquels nous avons des obligations fiduciaires. Les CNO doivent être les catalyseurs du changement. En outre, il faut repenser les équipes et les organisations au sein du secteur financier pour pouvoir relever ce défi systémique sans précédent auquel nous sommes confrontés.

Pensez-vous que la prochaine décennie (de 2025 à 2035) pourrait être le point de bascule pour l'intégration de la nature et de la santé des océans dans le système financier général ? Le Chief Nature Officer peut-il jouer un rôle déterminant dans cette évolution ?

M.P. : J'espère que la prochaine décennie sera celle du point de bascule pour repenser notre

”

LA NATURE N'EST PAS SEULEMENT UNE CLASSE D'ACTIFS OU UNE « MATIÈRE PREMIÈRE », MAIS L'INFRASTRUCTURE DE BASE QUI PERMET À NOTRE ÉCONOMIE DE FONCTIONNER.

économie autour de la nature. Cependant, je pense que beaucoup de changements positifs se produiront en raison des effets négatifs sans précédent que nous allons observer au cours des cinq à dix prochaines années sur notre économie, découlant des effets combinés du changement climatique et de la dégradation de la nature. Pour les CNO, il est indispensable que la direction de l'organisation de l'entreprise pour laquelle ils travaillent s'engage pleinement dans les changements transformationnels.

Dans la perspective de l'UNOC, quels engagements spécifiques souhaiteriez-vous voir de la part du secteur privé et des institutions financières pour protéger la biodiversité et le capital naturel des océans ?

M.P. : Il est très important que les secteurs privé et financier comprennent que la protection des océans n'est pas seulement essentielle pour le climat et la biodiversité, mais aussi pour assurer la viabilité de l'économie océanique. Les pratiques de pêche destructrices telles que le chalutage de fond ont non seulement un impact négatif sur les écosystèmes marins, mais elles compromettent également la viabilité économique, épuisent les stocks de poissons et sapent la capacité de l'océan à fournir une variété de services écosystémiques, y compris l'adaptation et la résilience à l'impact croissant des risques liés au climat.

Dans ce contexte, les secteurs privé et public doivent soutenir une transition vers des pratiques de pêche plus durables, renforcer le rôle des petits pêcheurs, tout en protégeant la biodiversité et en fournissant des services liés au climat. Des partenariats orientés vers la transformation, entre les différents niveaux des institutions financières

et des acteurs concernés au sein des chaînes d'approvisionnement des océans, sont également nécessaires pour garantir que les financements atteignent les personnes sur le terrain et les petites et moyennes entreprises qui sont à l'origine de 90 % des économies et de 70 % des emplois.

Alors que le déficit de financement de la biodiversité est estimé à plus de 600 milliards de dollars par an et que les océans restent gravement sous-financés, comment les Chief Nature Officers peuvent-ils contribuer à mobiliser des capitaux à grande échelle et à orienter les investissements vers des résultats positifs pour les océans ?

M.P. : Les Chief Nature Officers jouent un rôle clé dans la conception de fonds d'investissement susceptibles de mobiliser des capitaux en faveur de solutions fondées sur la nature (restauration des mangroves et des récifs coralliens, création d'aires marines protégées, par exemple) et de pratiques telles que la pêche et le tourisme durables, qui peuvent être rentables tout en restaurant la biodiversité. Les CNO devraient avoir les connaissances scientifiques et la crédibilité nécessaires pour pouvoir codiriger (avec les Chief Investment Officers) la conception et la mise en œuvre de stratégies de fonds qui apportent des résultats concrets sur le terrain.

Lombard Odier positionne la nature à la fois comme une solution et une source de valeur. Comment pouvons-nous accroître l'importance économique des écosystèmes sans réduire la nature à une marchandise ? Quelles sont les limites éthiques que les CNO doivent franchir ?

M.P. : Pour moi, la nature est la pierre angulaire qui permet à tous les autres actifs de fonctionner. C'est la meilleure stratégie et le meilleur partenaire dont nous disposons pour éviter l'ingérable et gérer l'inévitable. Le défi des CNO est de faire comprendre au secteur financier que la nature n'est pas seulement une classe d'actifs ou une « matière première », mais l'infrastructure de base qui permet à notre économie de fonctionner. Nous devons avoir une compréhension systémique et transversale des actifs et investir en conséquence. Dans le passé, l'investissement dans la nature a été considéré comme un « raccourci » pour compenser notre système économique défaillant. Ce n'est pas la voie à suivre. Nous devons investir dans la nature

pour transformer – plutôt que compenser – notre économie : vers une économie de la nature d'abord.

Le rôle du Chief Nature Officer se situe à l'intersection de la science, de la finance, de la politique et de l'éthique. Pensez-vous que ce rôle deviendra aussi important pour la stratégie de l'entreprise que celui du directeur financier ou du directeur du développement durable dans les années à venir ?

M.P. : Je pense que la fonction du CNO deviendra essentielle si les entreprises ou organisations et les secteurs lui accordent une importance centrale. Il faut pour cela comprendre que nous devons repenser notre économie de manière à ce qu'elle prospère en harmonie et soit alimentée par la nature, plutôt qu'à ses dépens. La nomination d'un CNO doit être une décision très stratégique et transformatrice, sinon elle n'aura que peu d'impact dans l'organisation ou l'entreprise.

Enfin, quel message feriez-vous passer à la prochaine génération de dirigeants, en particulier aux femmes, aux communautés indigènes et aux jeunes des nations côtières et insulaires, pour qu'ils assument des rôles de dirigeants centrés sur la nature ? Comment pouvons-nous donner les moyens d'agir aux responsables en chef de la nature de demain ?

M.P. : Nous n'entrons pas dans une ère de changements, mais dans un changement d'ère. Le changement à venir est aussi profond que celui que nous avons connu il y a 500 ans en Europe, déclenché par la Renaissance, qui a ensuite donné naissance aux révolutions scientifique et industrielle. Ces révolutions ont placé l'humain au centre, sans tenir compte du fait que nous faisons partie intégrante de la nature. Cette ère centrée sur l'être humain a culminé avec la création d'une économie extractive alimentée par les ressources fossiles, qui s'est développée au détriment de la nature. Une économie totalement déconnectée de la nature et inconsciente de l'écologie de la planète sur laquelle elle est implantée. L'écologie et l'économie sont les deux faces d'une même pièce (les deux mots proviennent du mot grec *oikos* qui signifie « maison » et « environnement »). L'écologie consiste à comprendre (*logos*) l'environnement. L'économie consiste à gérer (*nomos*) l'environnement. Nous ne pouvons pas gérer ce que nous ne comprenons pas... Les CNO sont essentiels pour apporter cette compréhension. ♦

« UN MONDE SANS PLASTIQUE N'EST PAS UNE UTOPIE. C'EST UNE RÉVOLUTION DÉJÀ EN MARCHE »

Le plastique est partout. Visible, invisible et omniprésent. Dans nos vêtements, nos maisons, nos assiettes, notre corps, notre sang, notre cerveau. Aujourd'hui, une vérité s'impose : il faut se réveiller !

PAR ROSALIE MANN, FONDATRICE DE NO MORE PLASTIC

Tous nos bébés naissent prépollués aux microplastiques. Le problème, ce n'est pas seulement le plastique, le problème, c'est NOUS.

Nous avons normalisé l'usage de ce matériau toxique. Notre addiction au plastique s'est infiltrée dans chaque aspect de notre quotidien.

Nous l'utilisons tous les jours, nous le mettons dans la bouche de nos enfants, dans nos produits les plus intimes, sans même nous poser de questions. Soyons clairs : il n'existe pas « *d'effets secondaires ou tertiaires* » du plastique. Le plastique est la cause première. Son impact est direct, immédiat et systémique, sur notre santé, le climat, nos écosystèmes et notre économie. Parler « *d'effets indirects* », c'est minimiser l'urgence et la gravité de la crise à laquelle nous faisons face.

Par ailleurs, on ne cesse de nous parler de plastique « *à usage unique* ». Le plastique à usage unique est une distraction, un faux débat qui nous détourne de l'enjeu réel. En réalité, ce n'est que la partie émergée de l'iceberg. On nous encourage aujourd'hui aussi à réutiliser le plastique, une pratique qui est encore plus nocive pour notre santé et pour l'environnement.

Le vrai problème, c'est l'omniprésence du plastique dans des secteurs comme l'emballage et le textile, où il n'est même pas toujours à usage unique. À eux seuls, ces deux secteurs représentent plus de 50 % de la production mondiale de plastique.

La vérité, c'est que nous pourrions très bien nous en passer dans ces domaines.

Les alternatives existent déjà. Pendant trop longtemps, on nous a répété que c'était impossible. Qu'un monde sans plastique reviendrait à vivre comme nos ancêtres, privés de confort, de modernité, de style ! C'est faux. Ce monde sans plastique existe déjà. Il est désirable, il est innovant, il est moderne. Et il est à portée de main.

En ce moment, jusqu'au 5 juillet 2025, au rez-de-chaussée du Printemps Haussmann Homme, nous vous proposons de venir découvrir le pop-up *MORE by No More Plastic* et d'entrer dans une immersion sensorielle et éducative conçue pour vous révéler ce futur dès aujourd'hui. *MORE* est bien plus qu'un pop-up. C'est une preuve tangible que nous avons le choix.

Inauguré pour la journée internationale de la Terre, cet espace, conçu avec l'architecte Karen Tinka et son mobilier en acier miroir, vous invite à regarder votre propre reflet et à vous poser une seule question : « *Et si, moi aussi, je devenais acteur du changement ?* »

Vous y découvrirez une sélection pionnière de marques qui ne se contentent pas de faire mieux : elles font autrement.

- Circle Sportswear x The Woolmark Company, car courir sans créer de microplastiques, c'est possible.

- Vilebrequin & The Woolmark Company et leur maillot de bain 100 % en laine mérinos, performant et élégant, sans fibres fossiles.

- La Bouche Rouge Paris, le luxe à la française, sans plastique. Le mascara, composé d'un tube en verre, d'un embout en biomatière végétale et d'une



brosse en fibres de ricin, est un vrai *must have*.

- Skov Elements, un sérum d'une pureté radicale, aussi respectueux de votre peau que de la planète.

- Olyxir Tea Strips, pour dire stop aux microplastiques dans votre tasse de thé. Un rituel repensé, sans déchets inutiles.

- HEVEA et ses jouets de plage, palmes, biberons et anneaux de dentition en caoutchouc naturel pour les enfants, mais aussi des accessoires pour animaux sans substances nocives. Mention spéciale pour la Planet Ball et les gamelles pliables pour nos amis les chiens, pour voyager léger et responsable.

- AMEN, des bougies fabriquées à Grasse, en cire végétale, dans un écrin de mycélium biodégradable. Un véritable manifeste pour un monde sans plastique.

- Les Bottles Bag Officina Del Poggio, fabriqués à la main en Toscane. Les chapeaux Greenpacha et les éventails Duvelleroy pour les canicules à venir.

- Une collection de joaillerie signée Charlotte Dauphin, en hommage à l'océan et une sélection d'objets « bleus Sarah », imaginés par Sarah Poniatowski inspirés de la lumière sur l'eau de la Maison Sarah Lavoine.

- Et aussi, une librairie engagée, des *talks*, des rencontres avec des personnalités inspirantes. Parce qu'un monde durable commence par des

idées puissantes.

Il est temps de repenser ce que signifie concrètement le « *coût réel* ». Il est temps de penser autrement, de sortir de la boîte... en plastique. Le plastique paraît économiquement viable uniquement parce que son prix ne reflète pas son véritable coût. Si l'on intégrait son impact à long terme sur la santé, le climat et l'économie, son coût serait sept fois plus élevé.

L'être humain ne cherche pas à se nuire délibérément : lorsqu'il comprend, il agit. C'est pourquoi il est si essentiel de montrer que des solutions existent déjà, qu'elles sont accessibles, et que le changement est possible.

L'action la plus puissante pour tendre vers un monde sans plastique, c'est de cesser d'encourager le plastique recyclé. Nous devons arrêter de le présenter comme une réponse crédible à cette crise. Ce n'est pas une solution, c'est une zone de confort, une stratégie de diversion qui ne fait que préserver le statu quo.

Plus on le célèbre, plus les banques et les gouvernements y investissent, non pas parce que ça fonctionne, mais parce que c'est populaire. Cela n'apporte aucune amélioration. Cela participe au problème.

Refusons le plastique recyclé et redirigeons notre soutien vers les véritables solutions d'avenir : les algues brunes, le verre, le mycélium. ♦

Eugène Riconneaus,
fondateur de ER Ocean Recherche

« COCRÉER AVEC L'OCÉAN DES SOLUTIONS POUR DEMAIN »

Artiste, designer et explorateur de la matière, Eugène Riconneaus a fondé ER Ocean Recherche, un laboratoire indépendant consacré aux biomatériaux marins de nouvelle génération. Entre art, science et engagement, il développe des alternatives au plastique à partir d'algues, de cyanobactéries ou d'espèces invasives.

PROPOS RECUEILLIS PAR ROSALIE MANN



Vous venez de lancer ER Ocean Recherche, un hub dédié aux matériaux marins du futur. Qu'est-ce qui a déclenché cette bascule radicale de votre pratique artistique vers la recherche ?

EUGÈNE RICONNEAUS : Je ne parlerais pas de bascule radicale, mais plutôt d'un plongeon naturel. La seule vraie radicalité a été de mettre entre parenthèses une carrière de créateur confortable pour tout réapprendre, et d'être loin de la scène pendant cinq années, en totale résilience. C'est un cumul de choses. Cela fait un moment que je conseille des marques sur les matériaux de nouvelle génération, ou que je les utilise dans mon propre travail. Mais à un moment, je ne trouvais plus de matières qui correspondaient à l'esthétique des maisons de mode. Beaucoup d'innovations étaient prometteuses, mais pensées avant tout par des profils scientifiques. Je crois que j'ai toujours rêvé d'une collection entièrement conçue en collaboration avec l'océan. Ne trouvant pas ce que je cherchais, je n'avais plus envie de continuer à créer sans les matières que j'espérais. Ce pas de côté, je l'ai d'abord fait à travers mon travail d'artiste, parce que dans les arts plastiques, on manipule réellement la composition de la matière, plus que dans la mode. J'ai commencé en atelier, à mélanger avec mes pinceaux. Puis, au fil du temps, j'ai remplacé les pigments et liants par des extraits d'algues – comme ce fameux bleu obtenu à partir de cyanobactéries marines. Les toiles ont été remplacées par des boîtes de Petri. C'est devenu plus qu'un geste artistique :



une nécessité de comprendre la matière à l'échelle microscopique.

Vous dites : « Mon combat, c'est l'océan. » En quoi le design peut-il devenir une arme pour défendre les écosystèmes marins ?

E.R. : On parle souvent de matériaux du futur, mais à mes yeux, c'est dans le passé qu'il faut aller chercher l'inspiration. Le biomimétisme, c'est ça : comprendre comment la nature a inventé des systèmes incroyablement intelligents, et essayer de les traduire. Certaines de nos innovations sont nées grâce à des bactéries marines, qui sont devenues nos meilleurs collaborateurs. Dans le cas du plastique, on parle beaucoup trop de recyclage, alors que ces microfibrilles retournent de toute façon en rivière, en mer. On doit créer des substitutions bien en amont. Et dans notre cas, c'est justement l'océan qu'on souhaite protéger qui porte les solutions. Le défi, c'est que ces matériaux sont... naturels. Donc vivants, sensibles, parfois instables. Il faut les comprendre, les respecter. Par exemple, nos premières innovations sont volontairement blanches. C'est ce qu'il y a de plus difficile. Faire un blanc immaculé naturel est encore complexe. Le nôtre est blanc cassé, mais déjà très blanc. Et ça, il faut l'expliquer par le design, par la matière. Ça passe par l'éducation, la transparence, un nouveau dialogue entre les disciplines, une compréhension nouvelle des couleurs naturelles. J'ai compris que le rôle du créateur devait évoluer. On ne peut plus arriver en bout de chaîne, après toutes les décisions industrielles. Il faut repartir de l'origine de la matière, et redessiner le système.

D'ailleurs, je viens de dessiner plusieurs robes réalisées dans un atelier de haute couture parisien, conçues à partir des nouveaux matériaux développés par ER Ocean Recherche. Elles seront dévoilées prochainement.

SeiShell™ et SeiYarn™ sont des alternatives sans plastique, conçues à partir de biomasse marine. Qu'est-ce qui rend ces matériaux si innovants, et si urgents ?

E.R. : On parle beaucoup d'alternatives biosourcées issues du sol, mais on oublie souvent que 70 % de notre planète, c'est l'océan.

Chez ER Ocean Recherche, on travaille à partir de biomasses marines régénératives (comme les algues, les cyanobactéries) et d'espèces invasives comme le sargassum ou *Rugulopteryx okamuræ*, qu'il faut de toute façon nettoyer. En parallèle, on étudie actuellement la culture d'une espèce



La fibre textile SeiYarn™, développée par ER Ocean Recherche.

prometteuse naturellement polymérique, pour élargir encore nos possibilités.

On ne pense pas produit par produit, mais en système. Un système qui fonctionne à l'échelle écosystémique. Concrètement, on a développé une nanostructure marine que nous appelons Sei : un nouveau biopolymère en soi. À partir de cette base, plusieurs voies sont possibles :

- créer des fibres textiles (SeiYarn™), filées puis tissées en satin, jacquard, jersey, maille ou dentelle. Une fibre naturellement antimicrobienne, anti-odeur, teintable dans la masse avec des pigments naturels ;

- créer une toile, ensuite enduite avec ce même biopolymère pour produire SeiShell™, notre alternative marine au cuir.

On pourrait aller vers le packaging, notamment pour la cosmétique, mais ce n'est pas ma spécialité de départ. Ce sera peut-être une seconde étape. D'ailleurs, le sujet est déjà en discussion avec certaines marques. Certaines cultures marines permettent de recarbone les écosystèmes au lieu de les épuiser. Et des espèces aujourd'hui vues comme nuisibles peuvent devenir des ressources, si on apprend à les utiliser intelligemment. Mais le vrai sujet pour nous, c'est l'écosystème : comprendre ce que l'océan peut offrir – sans le perturber – et cocréer avec lui des solutions pour demain.

Vous travaillez avec des ressources locales : algues invasives, filets fantômes, coquilles d'huîtres... Pourquoi était-il important pour vous de rester ancré en Nouvelle-Aquitaine ?

E.R. : Parce que c'est chez moi. Cette région m'a énormément donné. J'y ai grandi, j'y ai appris à regarder l'océan autrement.



”
**OCEAN APOCALYPSE,
 C'EST UN CRI
 SILENCIEUX.
 UNE ŒUVRE PEINTE
 À PARTIR DE DÉCHETS
 MARINS COLLECTÉS
 EN NOUVELLE-
 AQUITAINE.**

en Nouvelle-Aquitaine : filets fantômes, algues invasives, restes de fruits de mer. La toile est courbée comme une vague, ou comme une rampe de skate – une allusion à mon parcours, à mon geste physique. C'est une œuvre brute, instinctive, mais documentée.

Petri Dishes, ce sont mes archives vivantes. À l'intérieur, on retrouve mes tout premiers essais de pigments et polymères à base d'algues. Chaque boîte est différente, influencée par les conditions d'humidité, de température... comme un échantillon biologique. Elles traduisent ce moment de bascule, où mon geste artistique a glissé vers la recherche.

Ces œuvres racontent un passage : de l'art à la science, de l'esthétique à la composition, du geste libre à l'expérience. Et je crois qu'on a besoin de ça : que la création redonne envie de chercher, sans peur ni culpabilité.

Connaître son territoire, c'est connaître son ADN. Et ici, les problèmes (algues invasives, pollution plastique, déchets marins) peuvent devenir les débuts de solutions, si on les traite avec une autre grille de lecture.

Dans votre installation au Grand Palais, vous avez présenté *Ocean Apocalypse* et *Petri Dishes*. Que cherchez-vous à provoquer en exposant des matériaux issus des déchets marins sous forme d'œuvres d'art ?

E.R. : Pour moi, l'art est une passerelle. Il permet de démocratiser la science, de parler à l'intuition avant la technique, et de désacraliser un langage souvent trop fermé.

Ocean Apocalypse, c'est un cri silencieux. Une œuvre peinte à partir de déchets marins collectés

Votre parcours est unique : artiste, designer, chimiste autodidacte... À quel moment avez-vous compris que l'art pouvait devenir une passerelle vers des solutions scientifiques ?

E.R. : Quand j'ai compris que je n'avais pas à choisir. Mon atelier est devenu un laboratoire par nécessité, pas par posture. Je ne voulais plus créer sans comprendre. Et la science est venue chercher l'art là où il avait encore quelque chose à dire. Je pense qu'on a besoin de nouveaux profils hybrides, qui osent sortir des silos. Au début, je n'assumais pas le côté scientifique. Mais quand des universités comme Cornell ou l'Institut français de la mode ont commencé à me contacter pour parler de mon

“Earth’s Five Oceans – Pacific, Atlantic, Indian, Southern, and Arctic, (Novembre 2024). Fibre d’algue, pigments d’algue bleue (phycocyanine), coquilles d’huître, sel, Rugulopteryx okamurae (algue invasive).



ON NE SAUVERA PAS LE MONDE AVEC UN AUTRE SAC À MAIN, MAIS SI VOUS DEVEZ EN FAIRE UN, QU’IL SOIT UNE RÉPONSE, PAS UNE RÉPÉTITION.

travail, j’ai compris que ma démarche était prise au sérieux, justement parce qu’elle était concrète.

Vous êtes très critique face à la surproduction dans la mode. Quelle est votre vision d’un luxe plus juste, plus sobre, mais toujours désirable ?

E.R. : Le vrai luxe aujourd’hui, c’est la vérité. La transparence. La matière. Je ne veux pas faire « moins », je veux faire autrement. Créer des pièces qui ont un sens au-delà de l’esthétique, et qui peuvent servir à la prochaine génération. Ce n’est pas une question de minimalisme ou de culpabilité. C’est une question de justesse : pourquoi on crée, avec quoi, et pour qui.

ER Ocean Recherche défend une approche décentralisée, à l’inverse des grandes chaînes

industrielles mondialisées. Est-ce aussi un geste politique ?

E.R. : En tant qu’artiste, je ne me revendique pas politique. Mais je pense que l’art est l’un des derniers espaces où les passerelles diplomatiques sont encore possibles, et souvent les plus efficaces. Il peut ouvrir des dialogues là où d’autres outils échouent. Je parlerais plutôt de création d’écosystèmes, d’interdépendances intelligentes. On veut prouver qu’un autre modèle est possible : local, ouvert, avec transfert de savoir-faire.

Un bon exemple, c’est quand la Thaïlande m’a invité à exposer mes peintures courbées réalisées à partir de filets de pêche décyclés. Plutôt que d’exporter nos déchets français, j’ai préféré reproduire le processus sur place, avec des communautés locales de pêcheurs. C’était une façon de valoriser leur matière, leur geste, de leur donner une voix et de les rendre visibles. Avec ER Ocean Recherche, c’est la même logique : travailler à partir des biomasses locales, et partager ce savoir-faire pour qu’il puisse être utile dans d’autres contextes. On développe déjà des pilotes dans ce sens avec des partenaires en France, au Portugal, en Italie... Toujours dans cette idée de circuit court de matière et d’intelligence.

Le monde du design est encore peu habitué à collaborer avec les laboratoires. Quels liens souhaiteriez-vous renforcer entre créateurs et scientifiques ?

E.R. : Le problème, c’est qu’on se concentre très peu sur la matière première en tant que telle.

Dans notre cas, on travaille directement sur la fibre, et non sur le fil ou le tissu final. C’est un détail technique, mais c’est là que tout commence. Il faut des traducteurs, des passerelles. Les chercheurs vont parfois trop loin pour les industriels. Et les industriels n’ont pas le temps d’écouter. La création, elle, peut faire le lien : accélérer les dialogues, déclencher des projets, créer de l’émotion technique. Je rêve de monter un laboratoire au service des maisons, un lieu hybride, entre atelier, centre de recherche et base artistique. Parce qu’au fond, les scientifiques et les créateurs ont une chose en commun : l’obsession de comprendre, de chercher, de transmettre.

Si vous deviez résumer votre vision en une phrase adressée à la nouvelle génération de designers ?

E.R. : On ne sauvera pas le monde avec un autre sac à main, mais si vous devez en faire un, qu’il soit une réponse, pas une répétition. ♦

ANOUCHKA DELON

« PRÉSERVER LA MÉMOIRE, C'EST PROLONGER LA VIE »

Un hommage grandeur nature à Alain Delon, porté par une exposition à ciel ouvert, intitulée *Delon & elles*, dans la ville qui l'a révélé, célébré et tant aimé. C'est à Cannes qu'il a reçu, en 2019, une Palme d'or d'honneur, dans un moment d'émotion encore gravé dans les mémoires. Cannes l'a vu naître en tant qu'acteur. Cannes l'a vu devenir une icône. Aujourd'hui, Cannes lui rend hommage en grand à l'occasion du 78^e Festival de Cannes. Imaginée par Rosalie Mann, qui en signe la direction artistique, et portée par Anouchka Delon, avec le soutien du Humann Prize, de la Ville de Cannes et des Parfums Christian Dior, cette exposition monumentale s'affiche sur les murs de la ville et le long de la rue d'Antibes. Un dialogue visuel entre l'homme et le mythe, entre l'intime et l'histoire du cinéma.

CANNES
FAIT
LE MUR



© JEAN-PIERRE BONNOTTE / GAMMA RAPHO

DELON & Mireille DARC «MADLY», 1969 ©JEAN-PIERRE BONNOTTE/GAMMA RAPHO

Qu'est-ce que cela représente pour vous d'orchestrer aux côtés du Humann Prize et de la Ville de Cannes cet hommage monumental à votre père dans les rues de Cannes ?

ANOUCHKA DELON : C'est beaucoup d'émotion. Voir mon père affiché en grand dans les rues de Cannes, cité du cinéma qui l'a tant accompagné, c'est à la fois vertigineux et profondément juste. C'est un projet magnifique qui permet de lui rendre un hommage à sa hauteur. Ce projet, je le vis comme un acte d'amour, une reconnaissance à la hauteur de ce qu'il a incarné – pour le public, pour le cinéma, pour moi. C'est un hommage monumental, mais aussi un geste profondément humain.

Cette exposition est aussi un geste de transmission : que souhaitez-vous transmettre du regard que vous portez sur votre père au public d'aujourd'hui ?

A.D. : J'aimerais transmettre le regard d'une fille pour son père. Un regard posé non seulement sur l'acteur immense qu'il a été, mais aussi sur l'homme, sur sa force, ses failles, sa sensibilité. Il m'a transmis une manière d'être au monde, un regard sans concession sur notre métier, une exigence, une liberté.

Votre père a reçu une Palme d'or d'honneur en 2019. Cette exposition à ciel ouvert semble prolonger cet hommage. En quoi cette reconnaissance publique est-elle aussi une reconnaissance intime ?

A.D. : C'est une façon de prolonger sa présence au-delà de l'écran, une façon de laisser son empreinte dans le temps. De ne pas l'oublier. Voir son visage dans les rues de Cannes, sentir que les gens pensent encore à lui, qu'ils se souviennent, c'est bouleversant. C'est plus qu'un hommage public : c'est une reconnaissance intime. Une manière de dire qu'il continue d'exister dans le regard des autres, dans la mémoire collective.

Parmi les images exposées, y en a-t-il une qui vous touche particulièrement, et pourquoi ?

A.D. : Elles me touchent toutes, dans leur singularité. Nous avons passé beaucoup de temps avec Rosalie Mann à les sélectionner. Il se dégage une émotion, une couleur propre dans chacune, comme si chaque photo avait sa propre respiration, sa propre âme. Comme une personnalité à part entière. Mais celle tirée du film *Le Professeur* résonne particulièrement en moi. C'est un de mes films préférés, du cinéma italien à l'état pur : contemplatif, profond et nostalgique. On y



J'AIMERAIS TRANSMETTRE LE REGARD D'UNE FILLE POUR SON PÈRE. UN REGARD POSÉ NON SEULEMENT SUR L'ACTEUR IMMENSE QU'IL A ÉTÉ, MAIS AUSSI SUR L'HOMME, SUR SA FORCE, SES FAILLES, SA SENSIBILITÉ.

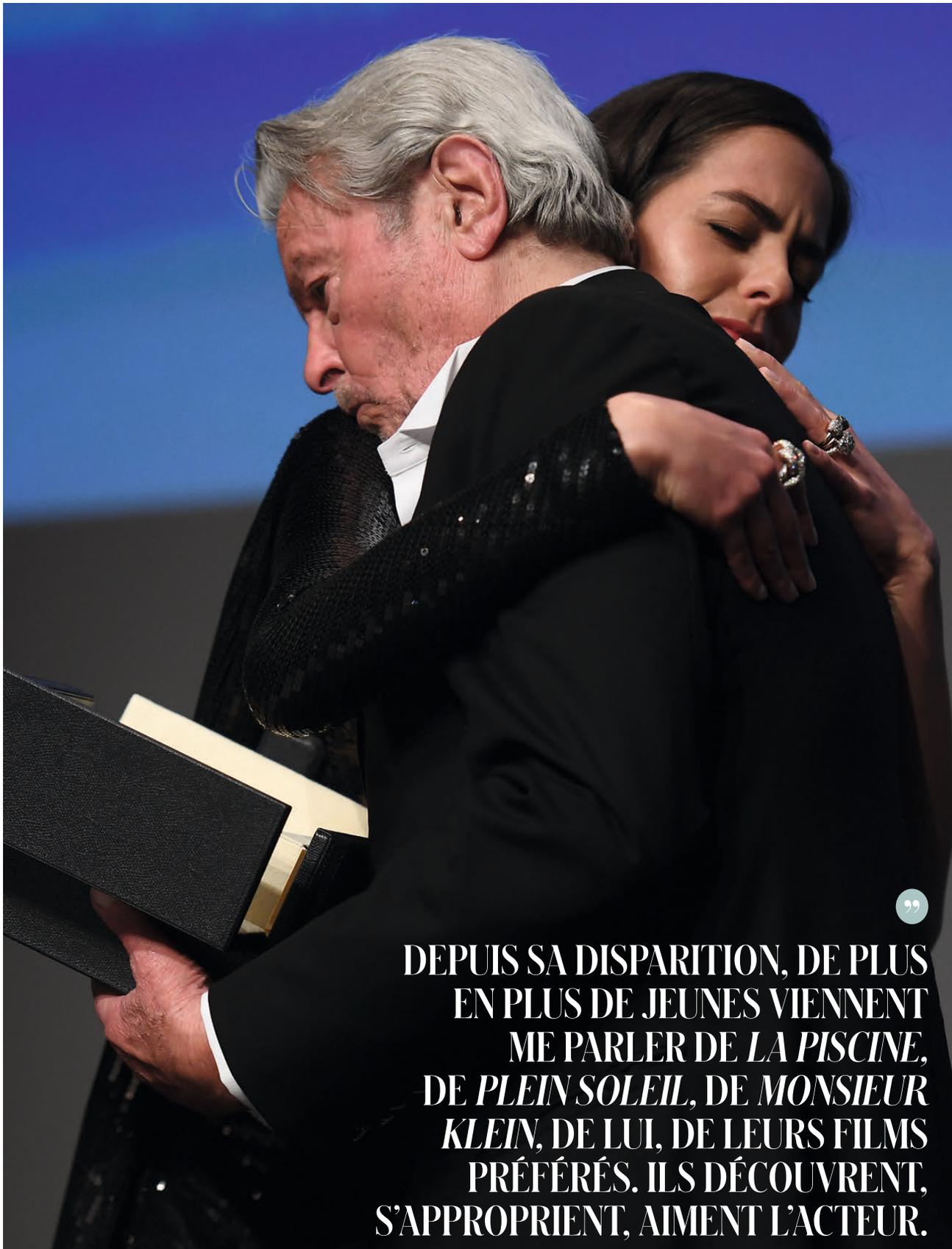
retrouve cette image de solitude noble que mon père incarnait si intensément. Cette photo dit tout sans un mot. Elle me bouleverse.

Pensez-vous que l'image de Delon, aussi forte qu'intemporelle, a quelque chose à dire à une nouvelle génération ?

A.D. : Je le crois, et je l'espère profondément. Pendant un temps, j'avais le sentiment que la jeune génération ne le connaissait pas. Depuis sa disparition, de plus en plus de jeunes viennent me parler de *La Piscine*, de *Plein Soleil*, de *Monsieur Klein*, de lui, de leurs films préférés. Ils découvrent, s'approprient, aiment l'acteur. Cela me touche. L'image de Delon, par sa force, son mystère, son intensité, traverse le temps.

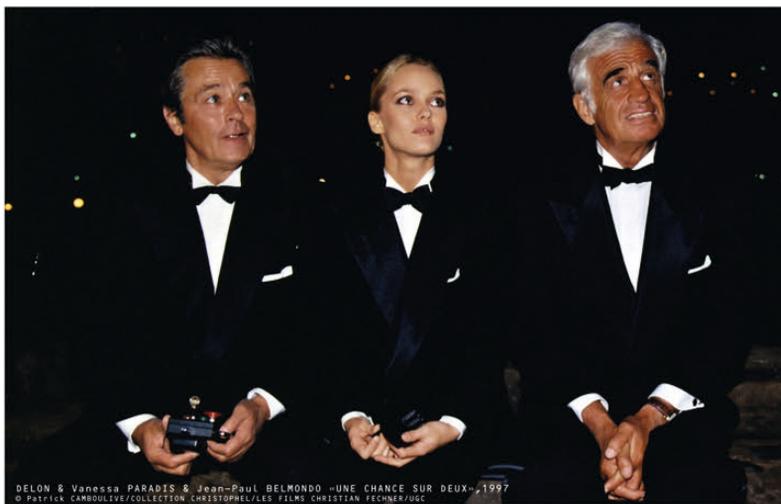
Cette exposition s'inscrit dans le cadre du Humann Prize et du Festival de Cannes, mais aussi dans un moment crucial pour notre planète, avec la Conférence des Nations unies sur l'océan qui se tiendra sur la Côte d'Azur en juin. Selon vous, quel lien peut-on tisser entre culture, mémoire et engagement pour l'avenir ?

A.D. : Culture, mémoire et engagement sont, à mes yeux, les trois fils d'un même tissage. Ce que nous transmettons, ce que nous honorons, forge ce que nous sommes capables d'imaginer pour demain. La mémoire est une boussole : elle nous empêche d'errer sans racines. La culture donne chair à nos émotions, elle fait passer les idées. Et l'engagement, porté par la jeune génération, trouve là un socle solide. Quand un film, une photographie ou un récit réveille une conscience, alors il y a espoir. Ce dialogue entre passé et avenir est essentiel, et cette exposition, à sa manière, en est



”

DEPUIS SA DISPARITION, DE PLUS EN PLUS DE JEUNES VIENNENT ME PARLER DE *LA PISCINE*, DE *PLEIN SOLEIL*, DE *MONSIEUR KLEIN*, DE LUI, DE LEURS FILMS PRÉFÉRÉS. ILS DÉCOUVRENT, S'APPROPRIENT, AIMENT L'ACTEUR.



DELON & VANESSA PARADIS & JEAN-PAUL BELMONDO «UNE CHANCE SUR DEUX», 1997
© PATRICK CAMBOLIVE/COLLECTION CHRISTOPHE/LES FILMS CHRISTIAN FECHNER/USC



DELON & BRIGITTE BARDOT, 1968 Océan-Pierre BONNOTTE/GAMMA RAPHO

”

LE MYSTÈRE EST UNE PART ESSENTIELLE DE SA VÉRITÉ. IL NE S'EST JAMAIS OFFERT TOTALEMENT, NI À LA CAMÉRA, NI AUX REGARDS.

un pont. C'est une belle connexion à établir.

Votre père disait : « En dehors du public, je dois ma carrière aux femmes. » Aujourd'hui, dans cette exposition Delon à elles, à votre tour, vous honorez ces femmes. Est-ce aussi une manière de rappeler que les récits d'hommes ne peuvent exister sans les femmes qui les accompagnent, les défient, les révèlent ?

A.D. : Évidemment que les récits d'hommes ne seraient rien sans les femmes ! Les femmes sont à mes yeux l'alter ego de l'homme. L'un ne va pas sans l'autre. Au même titre que Nadal ne peut pas jouer comme il le fait sans un Federer en face, Alain Delon brille comme il le fait parce qu'une partenaire en face l'éclaire, le porte.

Votre père a toujours été perçu comme insaisissable, presque sauvage, magnétique. Qu'est-ce que le public ne sait pas de lui et que vous aimeriez qu'il comprenne à travers cette exposition ?

A.D. : Je crois que le public pressent déjà beaucoup

de choses : son hypersensibilité, sa profonde solitude. Mais au fond, ce qui fait sa force, c'est justement ce qui échappe. Il faut accepter de ne pas tout dévoiler. Le mystère est une part essentielle de sa vérité. Il ne s'est jamais offert totalement, ni à la caméra, ni aux regards. Et c'est peut-être cela qui le rend si magnétique. Cette exposition ne prétend pas tout dire de lui. Elle invite plutôt à ressentir, à deviner, à entrevoir l'homme derrière la légende, sans le capturer.

Vous rendez hommage à une figure immense du 7^e art, mais vous le faites avec pudeur, tendresse et audace. Est-ce une manière de construire un pont entre l'intimité et la légende ?

A.D. : J'essaie comme je peux de garder vivant ce lien invisible qui relie l'homme à la légende. Ce que mon père a choisi de révéler, comme ce qu'il a décidé de taire, fait partie de cette alchimie unique qui a nourri sa légende. Je ne fais que prolonger ce geste avec sincérité, sans rien forcer. Son mystère lui appartient. Moi, je suis juste là pour lui offrir un écrin de lumière, à la mesure de ce qu'il a été.

Quel message aimeriez-vous que les passants de Cannes, en levant les yeux vers ces photos, emportent avec eux ?

A.D. : J'aimerais simplement que les gens se souviennent de lui encore longtemps. Je souhaite que ces images murmurent encore à ceux qui les croisent. C'est pour lui que c'est important. Pour que sa mémoire continue de vivre, dans les rues, les cœurs, les regards. J'aimerais que ces images rappellent à chacun que les légendes ne sont pas faites pour être figées, mais pour éclairer notre présent, inspirer nos choix et raviver en nous le courage d'être pleinement vivant. ♦

CANNES, LA DERNIÈRE MARCHÉ DE DELON

Thierry Frémaux revient sur l'hommage bouleversant rendu à Delon en 2019 et évoque avec émotion l'héritage, la fidélité et la grandeur d'un homme libre.

Quel souvenir gardez-vous de la Palme d'or d'honneur remise à Alain Delon en 2019 ?

THIERRY FRÉMAUX : Comme tous ceux qui étaient présents, je conserve un grand souvenir de cet hommage. D'abord de la montée de marches au son de la musique de Morricone ; de Delon, seul sur le tapis, ému, sachant que ça serait peut-être la dernière fois. Puis la cérémonie elle-même fut un moment rendu très particulier par la sincérité incroyable d'Alain Delon, par la présence de sa fille Anouchka à ses côtés dont on sentait qu'elle le rassurait. Car il était humble aussi, il a abordé tout cela avec une infinie modestie. Une certaine solitude émanait de lui. Il aura été le samouraï melvillien, jusqu'au bout. Delon a toujours su mesurer la force et la gravité des choses, et c'était magnifique de le voir prendre cette Palme d'or avec tant de hauteur, tant de dignité. J'étais à ses côtés sur scène – j'étais ému, comme toute la salle.

Cette année, l'exposition *Delon & elles* rend hommage à ses grandes partenaires féminines à l'écran. Comment voyez-vous cette relation entre Delon et « Elles » dans la construction de sa légende ?

T.F. : Delon a toujours montré un extraordinaire respect pour ceux avec qui il a travaillé : les réalisateurs, ses partenaires masculins (je me souviens de l'hommage qu'il avait rendu à Serge Reggiani en présentant *Le Guépard*) et bien sûr les actrices qui l'ont accompagné. Derrière ses rôles, derrière la réputation de séducteur, il y avait chez Delon une grande fidélité. Parce qu'il était un homme d'une grande droiture. À l'image, il amenait ses partenaires à sa hauteur.

En 2019, Alain Delon avait choisi de projeter *Monsieur Klein*. Que vous avait-il dit à propos de ce choix ?

T.F. : Choisir ce film n'était pas anodin de sa part. *Monsieur Klein* était son projet. Il l'a produit et a choisi de tourner avec Joseph Losey, un réalisateur communiste qui a fui le maccarthysme dans les années 1950 – ça, beaucoup d'observateurs un peu hâtifs l'ignoraient. Delon a toujours dérouté ceux



Alain Delon reçoit la Palme d'or d'honneur au Festival de Cannes, en 2019, ici aux côtés de Thierry Frémaux et David Lisnard.

qui tentaient de lui coller une étiquette politique. Parce que c'était un homme libre.

Le Palm Beach a récemment choisi de baptiser Salle Alain Delon le salon où se déroulera le dîner d'ouverture du Festival de Cannes. En quoi ce lieu fait-il écho à la mémoire et à la légende d'Alain Delon ?

T.F. : En 2023, soixante ans après le tournage de ce film, Alain a donné son accord pour que cette salle porte son nom. C'est d'ailleurs la dernière fois que nous avons été en contact avec lui, par l'intermédiaire d'Anouchka. Le film de Verneuil, *Mélodie en sous-sol*, reste l'exemple parfait de ces films français qui réunissaient une belle mise en scène, de grands comédiens et un succès gigantesque auprès du public. Le film a été tourné en partie à Cannes, il se termine dans la piscine du Palm Beach. Normal que ce soit l'endroit choisi pour qu'on se souvienne de Delon, sur la trace de ses plus beaux souvenirs.

Que pensez-vous qu'Alain Delon nous ait laissé ? Qu'est-ce qui, selon vous, survivra de lui ?

T.F. : La conviction, la force de caractère, la fidélité aux grandes personnalités. L'humour aussi, et ça peut surprendre. On s'amusait beaucoup, et lui riait aussi de lui-même. Ce qui me frappait toujours, outre son intelligence qui empêchait qu'on le prenne au dépourvu, c'est son indépendance d'esprit. Quand nous avons annoncé qu'il allait recevoir l'hommage du Festival, quelques voix se sont élevées pour multiplier les clichés, ceux qui lui collaient à la peau. Sa prétendue arrogance, sa manière d'être, son autorité, ses idées. J'avais répondu que je ne partageais pas toutes ses idées, mais qu'il ne m'avait jamais demandé de penser comme lui. Il nous a laissé ça, aussi, l'exemple d'un homme qui en a vu assez pour penser qu'il faut laisser tous les autres vivre en paix. ♦

Rodrigo García, fondateur d'AMEN

« CE QUE NOUS CHERCHONS, C'EST À ÉVEILLER DES CONVERSATIONS »

Avec sa marque, Rodrigo García, créateur uruguayen visionnaire, bouscule les codes du luxe contemporain en y insufflant une conscience radicale. Refus du plastique, packaging en mycélium, installations artistiques, collaborations engagées : chez lui, ce n'est pas qu'une conviction, c'est un manifeste.

PROPOS RECUEILLIS PAR ROSALIE MANN



Vous êtes à l'avant-garde du luxe durable avec AMEN. Qu'est-ce qui motive votre mission ?

RODRIGO GARCÍA : Je crois profondément au pouvoir du design et de l'art pour faire évoluer les paradigmes et changer notre manière de penser. Même si nous vivons dans les limites d'un monde capitaliste, nous essayons de détourner les forces du capitalisme pour les mettre au service du bien – et nous le faisons à travers le langage du design. AMEN est une marque indépendante, fabriquée en France. Chaque collection ne se limite pas à des produits : c'est une déclaration, un déclencheur de conversation. Qu'il s'agisse de notre packaging à base de mycélium, qui explore la possibilité d'un monde sans plastique, ou de nos sculptures lumineuses avec Kaminski qui sensibilisent à l'intersexuation, chaque création reflète notre époque tout en visant une intemporalité.

C'est l'objectif de tous nos projets. Prenons par exemple les collections AMEN « Picasso », emballées entièrement avec du mycélium pour promouvoir un monde sans plastique. Elles ont été présentées dans des institutions prestigieuses comme le Musée Picasso à Paris, The Met à New York, le LACMA, et le M+ à Hong Kong. Notre installation artistique *Mushroom Conversations* a voyagé du Dover Street Market à Paris jusqu'à la foire d'art de Rio de Janeiro, en passant par Design Miami, Frieze New York, la Galerie Kernweine, et bien d'autres encore.

Aujourd'hui, la soi-disant mode de la durabilité est terminée. Ne restent que ceux qui sont réellement engagés, et pas ceux qui en ont fait un argument marketing. Parler de durabilité n'est plus tendance,



”

LE RECYCLAGE EST DEVENU UN TRANSFERT DE CULPABILITÉ DES ENTREPRISES VERS LES CONSOMMATEURS.

et c'est précisément pour cela qu'il faut parler plus fort, avec plus de conviction.

C'est pourquoi j'ai été sincèrement touché par votre invitation à participer au pop-up *MORE by No More Plastic*. Votre approche curatoriale est l'une des rares à prendre la durabilité au sérieux – en refusant l'usage du plastique au lieu de perpétuer le mythe du « plastique recyclé ».

En 2020, chaque boutique proposait une sélection dite « durable ». En 2025, c'est devenu rare – non pas parce que les problèmes ont été résolus, mais parce que beaucoup ont simplement détourné le regard.

Comment cet engagement se manifeste-t-il dans vos produits ?

R.G. : Nous ne lançons pas des produits, nous partageons des valeurs. Le packaging à base de mycélium est un manifeste, une invitation à penser que la seule véritable solution à la crise du plastique, c'est de ne pas en utiliser. Recycler n'est pas une solution, c'est une forme de lavage de cerveau. Quand vous offrez un objet AMEN dans un emballage en champignon, vous partagez ce message.

Vous êtes l'un des premiers à avoir introduit le mycélium dans le packaging de luxe. Comment cette idée est-elle née ?

R.G. : C'était complètement imprévu ! Quand

notre première boutique à New York a lancé AMEN, j'étais très heureux – jusqu'à ce que la moitié des bougies en porcelaine de Limoges arrivent cassées. Nous avions besoin d'un nouveau packaging, et toutes les solutions recommandées contenaient du plastique ou du polystyrène. J'ai refusé catégoriquement et j'ai commencé à chercher des alternatives. Un jour, je suis tombé sur un article parlant du mycélium – et j'ai adoré l'idée qu'AMEN puisse être livré dans un matériau que l'on peut enterrer dans son jardin et qui retourne à la terre.

Honnêtement, je ne comprends pas comment des entreprises peuvent encore mettre le profit avant tout, tout en laissant 11 millions de tonnes de plastique se déverser dans les océans chaque année. Vraiment ? Je suis convaincu que ce sera bientôt illégal et que ce sera aussi impensable que de ne pas porter sa ceinture en voiture. Je sais qu'un jour, un enfant regardera une bouteille d'eau en plastique dans un musée, demandera « *C'est quoi ça ?* » et ne comprendra pas comment, à une époque, les humains ont pu utiliser autant de plastique... et le jeter, encore et encore.

Comment fonctionne concrètement le packaging en mycélium ?

R.G. : Pensez à une rose : on voit la fleur, mais, sous la surface, il y a la tige et les racines. Avec les champignons, c'est pareil : la plupart des gens ne connaissent que la « fructification », visible en surface et temporaire. Mais, tout au long de l'année, sous la terre, il y a le mycélium : un vaste réseau vivant, comme un système racinaire. C'est cela que nous utilisons. Nous cultivons le mycélium dans des moules pour qu'il prenne la forme voulue. Cela prend environ une semaine. Nous le façonnons pour épouser nos bougies en porcelaine, mais cela fonctionne tout aussi bien pour des bouteilles de vin, des objets fragiles, etc. C'est l'alternative idéale au polystyrène : même protection, mais entièrement biodégradable. Enterrez-le, il disparaît !

Quels sont les avantages par rapport aux matériaux recyclables traditionnels ?

R.G. : Soyons honnêtes : seulement 9 % du plastique produit chaque année sont effectivement recyclés. Un enfant de 5 ans comprendrait que le recyclage n'est pas une solution.

Le vrai progrès, c'est d'éviter de produire des déchets, pas de les gérer après coup. Le recyclage est devenu un transfert de culpabilité des entreprises vers les consommateurs et les villes, qui ne sont tout simplement pas prêtes. On taxe tout aujourd'hui

– alors comment se fait-il qu'il n'y ait pas de taxe sur les entreprises qui polluent avec le plastique ?

Est-ce que cela vous a coûté plus cher ?

R.G. : Oui, beaucoup plus cher. Mais c'est justement le problème du plastique : il est trop bon marché. Tellement bon marché qu'il est aujourd'hui partout. En 1907, lorsque le plastique a été inventé, il était cher. Puis, avec les économies d'échelle, il est devenu trop accessible.

Depuis nos débuts, nous utilisons nos installations artistiques *Mushroom Conversations* pour sensibiliser aux alternatives biodégradables, en partageant même nos fournisseurs pour inviter d'autres designers et marques à repenser sans plastique. Et plus ces alternatives seront adoptées, plus elles deviendront accessibles économiquement.

Mais il faut aussi que les gouvernements agissent, qu'ils taxent le plastique et subventionnent les matériaux biodégradables. Alors, oui, les grandes entreprises finiront par changer. C'est inéluctable. C'est une question d'économie, pas de faisabilité. Plutôt que d'investir dans des systèmes de recyclage coûteux, les villes devraient taxer les marques qui, par exemple, pourraient utiliser du verre au lieu du plastique. Il y a 20 ans, on utilisait encore des bouteilles en verre. Mais pour un tout petit peu plus de profit... Aujourd'hui, nous avons tous des microplastiques dans le corps. Ce système va changer. C'est juste une question de temps.

Avez-vous rencontré de la résistance ?

R.G. : S'il n'y a pas de résistance, c'est qu'on ne fait rien de vraiment nouveau. Oui, il y a eu des résistances, mais beaucoup plus d'amour en retour. Certains grands magasins de luxe nous ont suggéré... d'ajouter un ruban doré ! Mais au même moment, Design Miami – référence mondiale du design – nous a invités à présenter notre packaging. Nous avons aussi été sollicités par des foires d'art et des curateurs pour exposer nos installations *Mushroom Conversations*.

Pensez-vous que le mycélium pourrait s'étendre à d'autres secteurs ?

R.G. : Bien sûr, c'est même tout le but. Nous lançons une invitation aux designers et aux marques : les alternatives au plastique existent, il suffit de commencer à les utiliser.

Que diriez-vous à ceux qui pensent que durabilité rime avec compromis ?

R.G. : Je dirais que ne pas être durable, c'est un compromis bien plus lourd. Il vaut mieux faire de



Découvrez AMEN au pop-up "MORE by No More Plastic", au Printemps Haussmann Homme, rez-de-chaussée, jusqu'au 5 juillet 2025.

petits changements progressifs que de ne rien faire du tout. Surtout pour les grandes entreprises. Si une grande marque testait ne serait-ce que 1 % de sa production avec du mycélium au lieu du plastique, l'impact serait bien plus grand que tout ce que peut faire un projet émergent comme AMEN.

Quelle est votre vision du luxe de demain ?

R.G. : Pour moi, le mot luxe est déjà dépassé. Aujourd'hui, ce qui compte, c'est l'authenticité. Ce que l'on appelait « luxe » avant est devenu trop accessible. On peut aujourd'hui acheter ce parfum ou ce sac « de luxe » sur dix sites différents. Alors, où est le luxe dans un objet produit à un million d'exemplaires ?

Je pense qu'il y a deux types de clients : ceux qui veulent ce que personne d'autre n'a, comme une forme d'expression de leur identité, et ceux qui veulent ce que tout le monde a, comme un symbole d'appartenance. Avec AMEN nous allons vers l'unicité, l'authenticité et l'alignement des valeurs comme expression de l'identité.

Vous semblez défier les normes établies dans plusieurs domaines – que ce soit la culture matérielle du luxe ou les tabous autour de l'identité intersexue. Est-ce intentionnel ?

R.G. : Bien sûr. C'est exactement ce que nous cherchons à faire. Nous ne vendons pas des produits. Nous partageons des valeurs.

Aujourd'hui, que signifie la collaboration pour vous ?

R.G. : Il existe trop d'idées de collaborations. La plupart du temps, mon travail consiste à dire non, parce que ça n'a pas de sens. Le monde n'a pas besoin de plus de bruit. Mais, quand quelque chose résonne, que l'alignement est total – sur les matériaux, sur la personne, sur ce qu'on crée ensemble –, alors, cela doit exister. Cela grandit, passe de simple idée à « peut-être », puis à « il faut le faire » – et là, toute notre énergie se canalise vers cette création. ♦

Charlotte Dauphin, réalisatrice, actrice, plasticienne et productrice

« LE CINÉMA, C'EST LE LIEU SANS LIEU, LE LIEU QUI CONTIENT TOUS LES LIEUX »

Charlotte Dauphin fait entendre une voix singulière dans le paysage du cinéma contemporain. À l'occasion de la 10^e Semaine du Cinéma Positif à Cannes, elle revient sur le tournage de *Bienvenue à Melpomène*, son second long-métrage tourné dans le sud de la France il y a quelques semaines, dans lequel architecture, nature et psyché humaine s'entrelacent. Dans cet entretien, elle évoque sa vision d'un cinéma comme acte de résistance et d'écoute.

Votre second long-métrage *Bienvenue à Melpomène* a été tourné récemment dans le sud de la France. En quoi ce territoire a-t-il façonné l'âme du film, tant sur le plan narratif qu'esthétique ?

CHARLOTTE DAUPHIN : Les paysages singuliers de Théoule-sur-Mer, où la nature sauvage se mêle aux créations architecturales surréalistes d'Antti Lovag et Jacques Couëlle, ont inspiré ce film. Architectures difformes, rues tordues : ce désordre visuel évoque un monde en chute libre, un chaos de perceptions et de sensations. Inspirée par cette ambiance troublante, j'ai écrit ce film qui met en scène Marthe – que j'interprète –, partie dans le sud de la France pour élucider les circonstances mystérieuses de la mort de sa mère. Mais les lieux, aussi beaux qu'étranges, dissimulent une réalité instable. Les architectures façonnent sa perception du monde et participent pleinement à la narration.

Le récit aborde des thèmes puissants : la transmission, la mémoire, la santé mentale... Quelle a été l'étincelle originelle ?

C.D. : J'avais le désir de faire un bon film avant tout. J'ai pu observer dans ma vie comment un même événement peut être interprété de multiples façons en fonction des intérêts, des blessures. Les dissonances qui contournent la vérité peuvent altérer la santé mentale, surtout lorsqu'il s'agit d'histoires de famille. C'est un sujet universel que l'on expérimente tous.

Vous avez réuni une distribution exceptionnelle – Andie MacDowell, Marisa Berenson, Pascal Greggory, Finnegan Oldfield, Anouk Grinberg, Marie-Agnès Gillot... Qu'est-ce qui vous a guidée dans le choix de ces artistes ? Quelle résonance particulière ont-ils avec votre cinéma ?

C.D. : C'est un choix très intuitif. Andie, Pascal et Finnegan sont des personnalités nuancées, intelligentes. Il y a une infinité de couleurs en eux. Marisa était parfaite pour le rôle.

Marie-Agnès Gillot et Anouk Grinberg sont déjà des partenaires artistiques avec qui je travaille régulièrement. Il y a eu une adhésion très forte au scénario de la part de chacun d'entre eux.

Vous sentez-vous aujourd'hui accompagnée dans cette quête d'un cinéma plus lent, plus vivant, plus conscient ?

C.D. : Je crois qu'il y a beaucoup de résistants. Beaucoup plus qu'on ne croit. Et de résistantes aussi. Fort heureusement. Ils sont les garants d'une forme de liberté qui profite à tous.

Vous êtes également coproductrice du film de Scarlett Johansson, sélectionné à Cannes cette année. Que représente cette collaboration pour vous, en tant qu'auteurice, réalisatrice et productrice ?

C.D. : Scarlett est une femme et une artiste complète. Et je dois dire que j'ai beaucoup aimé



CE FILM ABORDE FRONTALEMENT LE SUJET DE LA SANTÉ MENTALE. JE SOUHAITAIS L'ABORDER DANS TOUTE SA COMPLEXITÉ.

En haut, Charlotte Dauphin et Andie MacDowell. En bas, avec Finnegan Oldfield.



le scénario d'*Eleanor, The Great*, qui décrit les conséquences et l'engrenage du mensonge du personnage principal qui s'approprie, invente une histoire qui n'est pas la sienne pour se donner de l'importance. Bien sûr, ce mensonge révèle une blessure, un manque d'attention et on a une forme de tendresse pour le personnage. Scarlett et moi avons évidemment des sensibilités différentes, mais je pense qu'il y a une démarche similaire dans notre travail. Nous exerçons le même métier et j'ai voulu élargir l'horizon de mes productions internationales en collaborant avec une artiste américaine.

Pour la seconde année consécutive, vous avez conçu les statuettes des Humann Prize qui seront remis à Cannes durant la dixième Semaine du Cinéma Positif. Quel sens souhaitez-vous insuffler à cet objet symbolique ?

C.D. : Cet objet représente pour moi une forme de simplicité et d'évidence que devrait également revêtir notre engagement pour un humanisme qui exclut toute violence, toute agressivité. Mon dernier film parle de cela.

En quoi le cinéma peut-il être un lieu où l'on peut ralentir, entendre le silence, faire exister l'inexprimé ?

C.D. : Le cinéma, c'est le lieu sans lieu, le lieu qui contient tous les lieux. Chaque voix est unique et a le droit d'exister. C'est le cinéma qui m'intéresse. Et pour cette raison, j'ai décidé de participer activement à la cérémonie des Humann Prize. Je pense en effet que le cinéma permet d'exprimer, de formuler plutôt, et de formaliser des choses autrement difficiles à dire.

Le rythme du film, la place accordée au corps, à la lumière naturelle, au silence... Est-ce une manière de réconcilier l'humain avec son propre souffle, son propre rythme ?

C.D. : La lumière naturelle est une chose qui a pris une place centrale dans mon travail, tout comme les décors naturels. En tant qu'interprète, tourner dans des environnements authentiques, avec une lumière non artificielle, permet de capter une forme de vérité. C'est cette recherche de sincérité et de dépouillement qui m'anime aujourd'hui.

La santé mentale reste un tabou dans de nombreux récits. Comment l'avez-vous abordée dans ce projet ?

C.D. : Ce film aborde frontalement ce sujet. Je souhaitais aborder cette question dans toute sa complexité. Et j'ai fait beaucoup de recherches pour m'y préparer.

La mémoire – intime, familiale, collective – est souvent un territoire instable. Comment avez-vous navigué dans cette zone de trouble, entre oubli, blessure et transmission ?

C.D. : De façon très intuitive dans la construction du récit. Ce sont mes conclusions qui sont intuitives, les rouages de la dramaturgie. Je me suis vraiment documentée pour aborder certains sujets, en particulier la schizophrénie. Ça a été une écriture douloureuse, éprouvante émotionnellement. La construction du personnage aussi. Mais le tournage a été différent, joyeux.

Dans un monde traversé par des crises multiples – sociales, psychiques, environnementales – que peut encore le cinéma ? Peut-il recréer du lien, de l'écoute, du sens ?

C.D. : Bien sûr. C'est en reconnaissant chez l'autre ce que l'on porte en soi que l'on crée du lien. C'est en s'immergeant dans des vies éloignées de la nôtre que l'on crée de l'écoute. C'est la force du cinéma ! Il humanise. ♦

ARIZONA MUSE MANNEQUIN ACTIVISTE

Militante engagée, Arizona Muse lutte pour une mode plus durable. À travers ses actions, notamment via son association Dirt Charity, elle dénonce la fast fashion et promeut des alternatives éthiques et écoresponsables. Son combat : prouver qu'on peut s'habiller avec style sans nuire à la planète ni aux droits humains.

PROPOS RECUEILLIS PAR ROSALIE MANN

Vous êtes l'une des figures les plus influentes dans la promotion de la mode durable. Quel a été le déclic qui vous a poussée à faire de la mode responsable votre mission personnelle ?

ARIZONA MUSE : Merci de le dire. J'ai en effet mis tout mon cœur, mon âme et mon intellect dans ce travail de plaidoyer, donc je suis très touchée par cette reconnaissance. Le déclic a eu lieu quand j'ai réalisé que je ne savais même pas d'où venaient les vêtements. Après quelques recherches, j'ai découvert que la mode commence dans le sol, avec des agriculteurs qui cultivent le coton, la soie, et élèvent des animaux pour la laine et le cuir. Ces matières premières peuvent soit nourrir les sols, soit les appauvrir, selon la façon dont elles sont produites. Cette prise de conscience m'a poussée à créer l'association Dirt en 2021, pour traiter le lien entre la mode et la santé des sols.

L'industrie de la mode est l'une des plus néfastes pour l'environnement. Si vous deviez identifier les trois plus grandes menaces qu'elle représente pour la planète, quelles seraient-elles ?

A.M. : 1. La pollution – Elles est due aux produits chimiques agricoles utilisés pour cultiver les matières premières, mais aussi aux substances toxiques utilisées pour traiter les textiles.

2. L'exploitation – Les ouvriers de la chaîne d'approvisionnement sont souvent sous-payés et travaillent dans des conditions inhumaines.

3. La surproduction – Nous fabriquons bien plus de vêtements que nécessaire. Réduire la production à un niveau durable est essentiel pour préserver les ressources de la planète.

Le terme « durable » est souvent galvaudé dans l'industrie de la mode. Comment différencier une marque réellement engagée

d'une marque qui fait du greenwashing ? Quels sont, selon vous, les critères les plus fiables ?

A.M. : Je commence toujours par lire l'étiquette d'un vêtement. C'est important de savoir quelles matières il contient. Mais attention, les étiquettes ne mentionnent pas les produits chimiques ou les teintures utilisés. Il faut légiférer pour obliger les marques à lister chaque substance utilisée. La transparence est la clé.

Le greenwashing est omniprésent, car beaucoup de marques font des promesses sans validation indépendante. Chez Dirt, nous avons choisi de travailler avec Demeter, un organisme de certification indépendant dans l'agriculture et les chaînes d'approvisionnement. Nous créons de nouvelles normes textiles pour toutes les matières premières naturelles, avec une chaîne certifiée qui régénère activement la planète. Vous pouvez soutenir ce mouvement en faisant un don à Dirt, ou, si vous êtes une marque, en vous engageant à utiliser des matières premières certifiées Demeter.

La fast fashion repose sur des coûts de production extrêmement bas, souvent au détriment des travailleurs et de l'environnement. La mode durable peut-elle devenir accessible à tous, ou restera-t-elle un luxe réservé à une élite ?

A.M. : Comme pour l'alimentation, il faut comprendre qu'un vêtement « trop bon marché » a un coût énorme, pour les gens et pour la planète. Un vêtement de qualité demande du temps, des ressources et une rémunération équitable.

Cela dit, la mode de luxe affiche souvent des marges exorbitantes, bien au-delà du coût réel des matières ou de la main-d'œuvre. Il faut trouver un juste équilibre : traiter les gens et la nature avec respect, permettre aux entreprises de faire



”

**LA MODE DE LUXE AFFICHE SOUVENT
DES MARGES EXORBITANTES, BIEN
AU-DELÀ DU COÛT RÉEL DES MATIÈRES OU
DE LA MAIN-D'ŒUVRE. IL FAUT TROUVER
UN JUSTE ÉQUILIBRE...**

un bénéfice raisonnable (mais pas excessif), et globalement acheter moins mais mieux.

Les microplastiques présents dans les vêtements synthétiques inquiètent de plus en plus. Peu de consommateurs savent que chaque lavage libère des microplastiques dans l'eau, et même chaque port libère des particules dans l'air. Comment réduire cet impact ?

A.M. : Personnellement, je n'achète jamais de vêtements en matières synthétiques. On n'en a pas besoin, ce n'est pas l'avenir.

Les matières naturelles, si elles sont produites de façon responsable, peuvent être compostées à la fin de leur cycle de vie, à condition qu'elles n'aient pas été traitées avec des produits toxiques. C'est cela notre objectif : que tous les vêtements puissent retourner à la terre, nourrir la planète au lieu de la polluer.

De plus en plus de créateurs expérimentent des alternatives aux fibres synthétiques, comme les textiles à base de champignons, d'algues ou de cellulose régénérée. Ces innovations représentent-elles l'avenir de la mode selon vous ?

A.M. : Je suis toujours enthousiasmée par ces innovations à base de matériaux naturels. Par exemple, les champignons sont un incroyable matériau, et cultiver des algues pour en faire des textiles peut même régénérer les côtes. Si les marques orientent leur budget d'approvisionnement vers ces matières régénératrices, on peut construire un système qui profite à la fois à l'environnement et à l'industrie. C'est gagnant-gagnant.

Vous avez dit que la mode a le pouvoir unique d'inspirer des millions de personnes. Selon vous, comment la mode peut-elle devenir une véritable force de transformation planétaire ?

A.M. : Nous portons tous des vêtements, non ? Imaginez si, chaque fois que l'on s'habille, on contribuait à la régénération des sols, le monde changerait du jour au lendemain. La mode a une influence culturelle immense. Si on mobilise ce pouvoir pour un impact environnemental positif, on peut changer les mentalités et réinventer toute l'industrie.

Vous avez pris la parole dans de nombreux événements internationaux sur le climat et l'industrie textile. Quelle est la question que



IMAGINEZ SI, CHAQUE FOIS QUE L'ON S'HABILLE, ON CONTRIBUAIT À LA RÉGÉNÉRATION DES SOLS, LE MONDE CHANGERAIT DU JOUR AU LENDEMAIN.

vous aimeriez que l'on vous pose plus souvent dans ces discussions ?

A.M. : Je voudrais que l'on reconnaisse le sol comme une solution climatique majeure. Un sol sain est essentiel pour la biodiversité, la pureté de l'eau, la prévention des incendies, l'alimentation et la production textile. Mais il reste négligé dans les discussions climatiques dominées par le carbone. Or, le carbone atmosphérique se régule naturellement si nous passons à une agriculture régénérative.

Enfin, quelle action concrète et immédiate chaque individu peut-il faire dès aujourd'hui pour soutenir une mode plus éthique et durable ?

A.M. : Soutenez Dirt Charity. Nous agissons à la racine du problème, littéralement.

Vous pouvez rejoindre notre programme d'ambassadeurs, ou, si vous êtes une entreprise, participer à notre initiative « Tip the Earth ». Rejoignez notre communauté et aidez-nous à générer un changement systémique et réel. ♦

Golshifteh Farahani, actrice et musicienne

« EXISTER POUR RÉSISTER »

De Téhéran à Paris, de l'enfance silencieuse à la parole qui éclaire, Golshifteh Farahani a transformé l'exil en cri, la douleur en beauté, la résistance en élégance. Lauréate du Humann Peace Prize 2024 à Cannes pour son engagement sans relâche en faveur des femmes iraniennes, elle incarne aujourd'hui bien plus qu'une actrice : une sentinelle de la mémoire, une combattante de la dignité, une femme debout. Rencontre avec une âme libre et en vie.

PAR ROSALIE MANN



« Mon premier engagement ? D'être créée, pas seulement d'être née. »

« Je suis née engagée. Pas par choix, par nécessité. Ce n'était pas que je voulais être engagée, c'était juste que c'était dans ma nature, dans mon ADN de ne pas accepter les "non", de refuser, de dire "Je vais le faire, je vais faire ce que je veux". »

Dès les premiers mots, Golshifteh Farahani déjoue les conventions. L'engagement n'est pas un moment de bascule, il est, pour elle, une condition organique. Une conscience forgée dès l'utérus. Être née fille, en Iran, c'était déjà résister. « Je ne savais pas que j'étais engagée, je savais seulement que je ne voulais pas céder », confie-t-elle avec cette intensité calme qui brûle à l'intérieur. Son frère avait plus de libertés, son père l'autorisait à faire davantage ; elle, refusait de rester à l'écart. Elle voulait tout. Et elle l'a eu. Non pour braver, mais pour exister pleinement.

« Je suis née pour être libre et j'ai rêvé d'être domestique. »

Paradoxe fondateur. Son rêve d'enfant n'était pas d'être actrice ou guerrière. Il était simple, presque déroutant : devenir femme au foyer, avoir cinq enfants, faire des gâteaux. Un rêve doux, domestique, aux antipodes de ce qu'elle est devenue : « Un rhinocéros » comme elle dit dans un éclat de rire lucide – une force qui trace sa route, sans qu'aucun obstacle ne l'arrête, une machine qui travaille, indépendante, forte.

Mais ce rêve d'enfant contenait déjà un amour immense. Celui de la transmission. Celui d'une liberté à inventer, même dans les recoins les plus ordinaires. Ce rêve, elle ne l'a pas trahi, elle l'a transcendé.

« Mon premier acte militant : crier contre le plastique. »

Bien avant que la planète entière ne s'éveille à la crise écologique, Golshifteh, elle, souffrait du plastique. En Iran, où elle voyageait, aimait, s'enracinait, le plastique devenait partout insidieux, permanent. « C'était une obsession. Une douleur », raconte-t-elle. Elle décrit les paysages de son enfance, les vallées devenues décharges, les gestes devenus habitudes. « Ce n'est pas qu'un problème de jeter dans la nature, c'est un problème de consommation et d'éducation aussi. »

Sa prise de parole aujourd'hui se déploie dans une réflexion rare : comment créer un langage qui parle à la masse, pas uniquement aux convaincus ? Comment transformer l'utopie en récit audible ? Elle regrette le fossé entre l'élite écologiste et le reste



C'EST L'UNE DES CHOSES LES PLUS ÉTRANGES DE L'EXIL : ON EST VRAIMENT DE NULLE PART.

du monde. Elle cherche à bâtir des ponts. « Si on ne crée pas une histoire, on ne touche pas les cœurs. »

« L'exil m'a tout pris. Et m'a tout donné. »

En choisissant de dénoncer l'oppression des femmes en Iran, Golshifteh Farahani a tout risqué : sa carrière, sa liberté, son pays. Elle a connu la prison, puis l'exil. Aujourd'hui, elle vit à Paris. Et elle parle, pour toutes celles qui n'ont pas de micro, pas de scène. « Je suis devenue un pont entre l'Iran et le monde. Je ne peux pas me battre sur tous les fronts. J'ai choisi, ou plutôt je n'ai pas eu le choix, donc j'ai choisi. »

Son regard se fixe, intense, lorsqu'on évoque l'espoir d'un retour. Elle évoque ses amis iraniens dispersés, sa mémoire floue de Téhéran, ses racines déconnectées. Et pourtant : « Je crois que chaque pas nous rapproche du sommet. Même si on ne l'atteint pas. L'important, c'est de ne pas renoncer. »

« J'ai perdu un pays. J'ai gagné le monde. »

Parmi les exilés, on ne parle pas de politique. On vit. On cuisine. On pleure. On rit. On partage la douleur en silence. « On apprend les noms des fromages français, les chansons ringardes. » Elle ne connaît plus Téhéran, mais elle connaît ses blessures. « Je suis un Iran qui bouge », dit-elle.

Ni tout à fait française, ni tout à fait iranienne, elle est de partout. « C'est l'une des choses les plus étranges de l'exil : on est vraiment de nulle part. » Elle est de là où elle pose ses pas, de là où elle fait pousser son potager. Car c'est cela, aussi, Golshifteh : une femme que rend heureuse une



JE SUIS DEVENUE UN PONT ENTRE L'IRAN ET LE MONDE.

tomate qu'elle a plantée. Une étoile qui brille plus fort quand elle est seule, sur sa colline, avec le vent.

Et maintenant ?

Son souhait le plus intime ? La liberté. Pas seulement celle de l'Iran. Celle des corps, des âmes, des rêves. « *Exister pour résister. Tant qu'on existe, on est les lumières, on est les bougies dans le noir* », affirme-t-elle. Tant qu'il y aura des femmes

debout, tant que sa voix portera, dans un rôle, dans un discours, dans un geste, alors l'espoir ne sera pas mort.

Golshifteh Farahani ne papillonne pas entre les causes, elle s'enracine. Et de ce choix, elle fait jaillir une eau rare : celle de la vérité.

À 14 ans, elle était déjà indépendante. À 17, elle quittait la maison. À 40, elle incarne une génération. Elle est le chant des femmes sans voix. Elle est une lumière dans la nuit.

Et quand on lui demande si elle rentrera un jour en Iran, elle répond : « *Peut-être pas. Mais chaque pas m'y ramène. J'ai perdu un pays, mais j'ai gagné le monde. Et mon pays est dans mon ventre pour toujours.* » ♦

CAMILLE ÉTIENNE

« UNE GÉNÉRATION FACE AU POISON »

Face aux PFAS, l'activiste trace une voie de justice écologique, armée de vérité, d'art et d'action collective. Lauréate du Humann Action Prize 2024, Camille Étienne incarne une génération qui refuse la résignation. De Cannes à Oxford, des parlements à l'ONU, elle déploie une écologie de combat, mêlant rigueur scientifique, puissance narrative et stratégie citoyenne. Dans cette interview exclusive, elle revient sur les victoires législatives historiques, les lobbies à abattre, les prochaines batailles internationales, et le rôle crucial de l'art pour réveiller les consciences et changer le récit collectif.

PROPOS RECUEILLIS PAR ROSALIE MANN

Camille, tu as reçu l'année dernière à Cannes le Humann Action Prize pour ton documentaire *Toxic Bodies*, un film coup de poing qui a bouleversé le débat public sur les PFAS. Quel souvenir gardes-tu de ce moment à Cannes ?

CAMILLE ÉTIENNE : Ce fut un moment très fort, assez incroyable, d'une grande fierté. La rencontre avec Golshifteh Farahani, notamment, m'a profondément marquée. Elle est assez extraordinaire comme personne et elle incarne une forme de résistance lumineuse, ancrée dans son histoire et son courage. Ce type de rencontre donne de la force, car on comprend qu'on n'est pas seule. On le sait intellectuellement, bien sûr, mais le vivre concrètement, se sentir entourée, rencontrer des gens qui sont des relais solides qui portent des idées précises, ça fait vraiment du bien !

C'était aussi un moment de bascule. Jusqu'ici, nous étions souvent dans notre tunnel avec des scientifiques, des chercheurs, des journalistes d'investigation, mais tout cela dans un cercle assez restreint. Ce n'est pas toujours évident de percer ce plafond de verre. À Cannes, j'ai senti qu'on passait une étape : que le sujet des PFAS allait enfin trouver l'écho qu'il mérite. Le soutien de personnalités comme Samuel Le Bihan, de toi Rosalie, de No More Plastic, m'a profondément touchée. Ce type de reconnaissance, dans un cadre aussi symbolique que Cannes, donne non seulement de la visibilité mais, surtout, une chance concrète de transformer l'indignation en loi. Et c'est ce qu'on cherche : que

l'art, la science et l'activisme se rencontrent pour ouvrir la voie à une action réelle pour aboutir à des lois concrètes.

Selon toi, quel rôle peut jouer l'art, et notamment le cinéma, le documentaire, dans la transformation de la société ?

C.E. : Dans un monde saturé de bruit, l'art agit comme un ralentisseur de temps. Il crée une brèche, un espace de respiration dans le tumulte incessant de l'actualité. Depuis l'an dernier, ce bruit ambiant n'a cessé de croître... Dans ce chaos, faire émerger une idée claire, une victoire concrète, devient un acte de résistance. Et pour moi, cette résistance passe par la concentration obsessionnelle sur des sujets précis, comme celui des PFAS, qui peuvent vraiment changer la vie des gens.

Un film ou un documentaire a ce pouvoir unique de traverser la sidération, de toucher profondément, là où les chiffres échouent. Il ne se contente pas d'informer, il bouleverse. Il agit sur nos émotions, notre mémoire, notre imaginaire. C'est exactement ce qu'a fait le film de Todd Haynes, *Dark Waters*. C'est ce documentaire qui a été mon déclencheur personnel. Avant cela, j'avais conscience du sujet, des députés m'avaient même sollicitée pour appuyer une proposition de loi. Mais j'étais accaparée par tant d'autres combats... Et puis j'ai vu ce film. Et j'ai décidé que ce combat contre les PFAS deviendrait ma priorité totale.

C'est ça, la puissance de l'art : il réoriente nos priorités, il donne envie d'agir, ici et maintenant. Un bon documentaire peut faire plus qu'un rapport technique. Il peut déclencher une révolution intérieure, et donc collective.

En quoi cette victoire législative contre les PFAS en France marque-t-elle un tournant ?

C.E. : C'est la fin de l'impunité pour les PFAS en France. D'ici 2026, leur usage sera totalement interdit dans des secteurs clés comme les textiles et les cosmétiques. Ce n'est pas un symbole, c'est une avancée concrète, historique. Désormais, les entreprises n'auront plus le choix : les douanes devront contrôler, des sanctions seront appliquées. C'est un vrai changement de paradigme.

Et ce qui est fondamental, c'est que la France peut devenir pionnière. Ce que certains voient comme une contrainte peut devenir un levier d'influence international. Les PFAS, comme le CO₂, ne connaissent pas de frontière. Cette pollution est globale, alors notre ambition doit l'être aussi. Mon objectif est clair : exporter cette dynamique



à l'échelle européenne et mondiale. Montrer que c'est possible, que la régulation peut ouvrir la voie à une autre forme d'innovation, plus éthique, plus responsable.

Quels sont les prochains combats que tu souhaites porter sur la scène nationale ou européenne ?

C.E. : Le combat contre les PFAS reste, à mes yeux, la priorité absolue. Parce qu'il ne s'agit pas simplement d'une crise environnementale : c'est une bombe sanitaire silencieuse, une injustice sociale profonde. Ceux qui sont le plus exposés, ce sont les ouvriers, les populations précaires, les territoires déjà vulnérables. C'est pour eux que je veux aller jusqu'au bout. Pas seulement faire voter une loi, mais la faire appliquer, l'étendre, l'exporter.

Je souhaite que la France devienne un moteur diplomatique de cette cause à l'international. Aujourd'hui, on travaille également sur l'interdiction de l'exploitation des grands fonds marins, une autre ligne rouge écologique à ne pas franchir. Nous soutenons les mobilisations dans des pays stratégiques comme l'Australie ou les Philippines, en lien avec les prochaines négociations mondiales.

Il est temps de changer l'échelle du courage politique, d'assumer une écologie de vérité et de prévention. Pas dans dix ans. Mais maintenant.

Tu te lèves face à des multinationales puissantes, armées de lobbies. Où puises-tu la force de résister à ces empires industriels ?

C.E. : Je ne pourrais tout simplement pas ne rien faire. Ce n'est pas un choix moral, c'est vraiment une pulsion de survie. Je crois que je deviendrais folle de voir ce qui se passe, savoir, et rester passive. Ce serait une forme d'effondrement intérieur. Ce feu-là vient de quelque chose de profondément viscéral : un instinct de vie. Et c'est aussi cela qui me donne la force d'agir, jour après jour.

Mais il y a une autre chose essentielle : c'est déjà de faire le deuil de l'idée que l'on est seule. C'est de se dire qu'on est une armée silencieuse et qu'il y a des gens partout. En ce moment, je prends du recul à Oxford, et c'est incroyablement ressourçant de passer du temps avec des personnes brillantes qui œuvrent, elles aussi, à leur manière, pour des causes communes. Ça recharge. C'est hyper rassurant.

La solitude est aussi une ressource précieuse pour moi. Je m'en sers comme d'un refuge. J'adore voir du monde, partager, mais j'ai aussi besoin de disparaître parfois. Partir naviguer, plonger dans



**JE NE POURRAIS TOUT
SIMPLEMENT PAS NE RIEN FAIRE.
CE N'EST PAS UN CHOIX MORAL,
C'EST VRAIMENT
UNE PULSION DE SURVIE.**

une mer glacée, lire seule dans une bibliothèque, ce sont des actes de soin, d'ancrage où je me coupe totalement du monde. Des manières de reprendre souffle pour mieux repartir.

Et puis il y a l'action. L'action donne aussi de l'énergie. Quand on voit que ça avance, qu'on est entourée, qu'une idée devient une loi, ou qu'un combat qu'on croyait marginal devient un mouvement populaire, alors tout ça nourrit une force calme, mais déterminée. Savoir couper, savoir s'ancrer, savoir passer le flambeau. C'est ça, ma manière de durer.

Tu évoques souvent cette « armée de l'ombre » qui t'entoure. Comment une si petite équipe parvient-elle à faire vaciller des géants ? C'est incroyable et très inspirant de voir comment tu fais bouger des montagnes.

C.E. : Je pense qu'on avance avec des coalitions improbables, c'est-à-dire en cassant les silos, mais toujours dans le respect des postures de chacun. On ne demande pas à un scientifique de devenir militant ni à un artiste de devenir juriste. Ce qu'on fait, c'est créer une alliance de compétences, en choisissant les meilleurs dans chaque domaine. Et c'est cette complémentarité radicale qui fait notre force. On travaille aussi en profondeur les sujets, avec une rigueur extrême. Parce que face à l'industrie chimique, la moindre erreur est exploitée, amplifiée, déformée. Ils n'attendent que ça. C'est pour cela qu'on est en lien constant avec les chercheurs de pointe dans le monde entier. On lit chaque étude, on suit chaque évolution, on s'appuie sur des faits irréfutables.

Mais il y a une autre clé : l'obstination. Ce qui fait la différence, ce n'est pas d'avoir le bon sujet au bon moment. C'est de rester quand le sujet n'est plus à la mode, de tenir quand tout semble s'essouffler, de creuser encore quand la médiatisation est retombée. Le vrai pouvoir, ce n'est pas la viralité. C'est la cohérence dans la durée. C'est ça, notre manière de bouger des montagnes : ne jamais se disperser, s'obstiner. Et toujours rester collés au réel.

En 2022, tu parlais de la nécessité de « changer de récit collectif ». Quels ont été, depuis, les moments les plus durs, mais aussi les plus porteurs d'espoir de ton combat ?

C.E. : Les moments les plus durs, ce sont ceux du silence. Le début, quand on frappe à toutes les portes et qu'aucune ne s'ouvre. Quand on parle des PFAS et que personne n'écoute, que la presse ne

veut pas relayer, que même les personnes engagées trouvent le sujet trop technique, trop flou. Et puis... il y a le basculement. Cette chose presque mystérieuse qu'on ne maîtrise jamais totalement : le moment où un sujet s'empare de la société. Où l'on sent que ça commence à frémir. Les premiers articles. Les premières conversations à la machine à café. Et puis les magasins qui commencent à afficher fièrement « sans PFAS ». À ce moment-là, on sait qu'on a touché la vie réelle des gens. Que l'on a brisé l'indifférence.

Et c'est ça qui me bouleverse le plus : constater que la force vient du bas, du peuple, de la rue. Ce mouvement, on ne l'a pas inventé. On a juste allumé une étincelle, posée sur des années de recherche faites par des scientifiques incroyables. Mais ce n'est jamais une seule personne qui fait changer les choses. C'est un tout. Un effet domino. Un moment dans un puzzle. Changer le récit collectif, ce n'est pas imposer une histoire. C'est révéler un désir latent de justice, de vérité, d'action. Et quand ça prend, tout s'emballe. Et tout devient possible.

Comment réussir à fédérer durablement (chercheurs, citoyens, élus, ONG, journalistes) autour d'une même cause ?

C.E. : Pour moi, la clé, c'est la constance. La capacité à rester. À s'acharner, même quand les projecteurs s'éteignent. Cela fait bientôt deux ans que je travaille presque exclusivement sur les PFAS, et ce n'est pas parce que les autres sujets ne m'importent pas. C'est parce que je crois qu'un changement réel, profond, durable, nécessite de l'obsession, de l'analyse, de la rigueur.

Je ne veux pas me contenter d'un buzz de trois minutes trente, d'une émotion fugace sur les réseaux. Ce n'est pas ça qui m'intéresse. Je veux aller au bout du sujet, jusqu'au terrain législatif, jusqu'à l'application effective de la loi, jusqu'à l'exportation du modèle dans d'autres pays. Et ça, ça prend du temps. De l'endurance. Une forme de patience radicale.

Fédérer, c'est aussi donner confiance : aux chercheurs, qu'on ne déformera jamais leur travail. Aux ONG, qu'on ne lâchera pas au premier vent. Aux citoyens, qu'on ne les utilise pas comme caisse de résonance temporaire. C'est comme en montagne : si tu veux amener tout le monde au sommet, tu dois garder le cap, ne pas changer d'itinéraire à chaque changement de météo. Et moi, ce que je veux, ce n'est pas juste monter... c'est emmener le monde avec moi.



Dans ce face-à-face entre David et Goliath, quelle est la place du citoyen ? Et que peut-on faire pour agir concrètement à tes côtés ?

C.E. : Toute révolution commence par un geste simple, presque anodin : partager une information, relayer une enquête. C'est ça, le point de départ. C'est ainsi que les idées deviennent des évidences, puis des lois. Avec les PFAS, c'est exactement ce qu'on a vécu. Domino après domino, l'indifférence s'est transformée en prise de conscience, puis en mobilisation citoyenne. Ce que tout le monde jugeait trop technique, trop invisible, est devenu un sujet de société. Et ce changement-là, on ne l'a pas imposé. On l'a rendu inévitable.

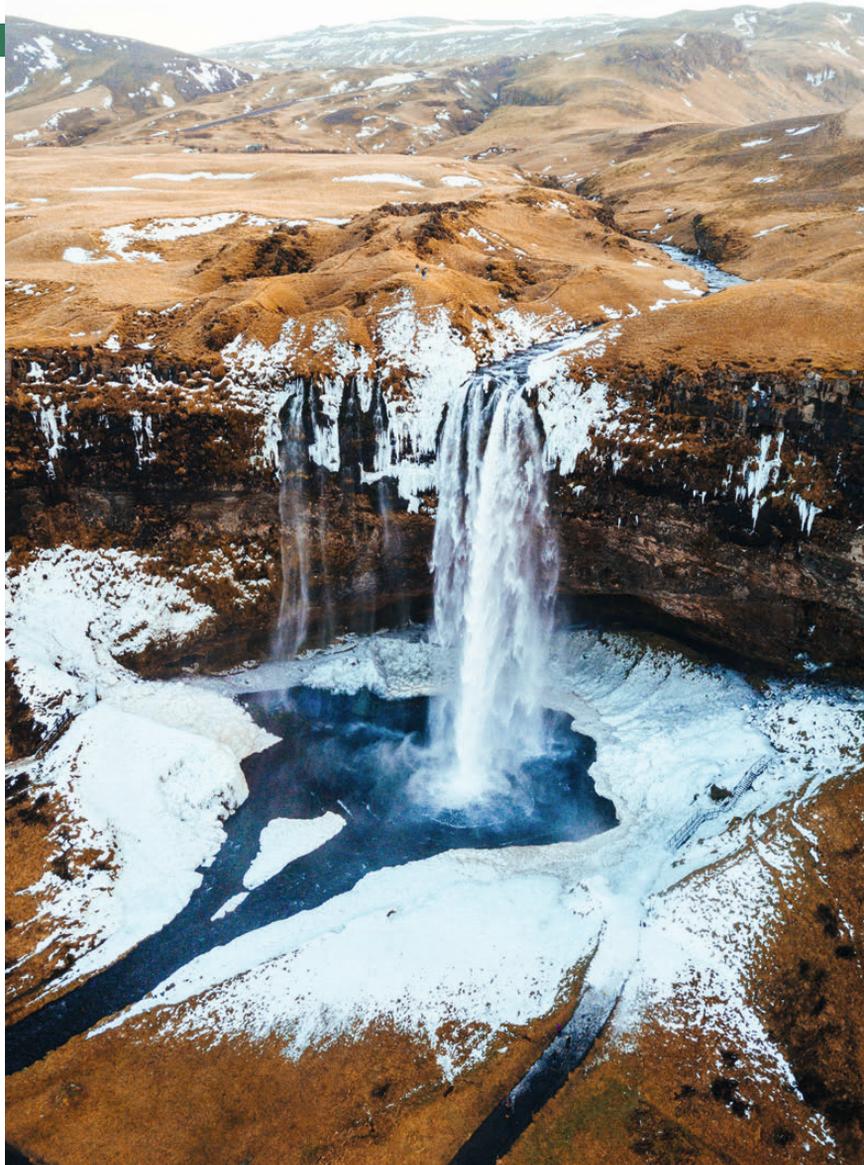
Alors oui, il faut s'engager, chacun à sa manière. Il y a des associations qui ont besoin de bras, de talents, de relais. Il y a des organisations qui ne vivent que grâce aux dons, et qui doivent rester indépendantes face à des lobbies ultra-puissants. Pour te donner une idée : l'industrie des PFAS a investi 34 millions d'euros en lobbying européen cette année. Nous, on est quatre dans l'équipe. Autant dire qu'on ne joue pas avec les mêmes cartes. Donc on a besoin d'aide.

Mais on a quelque chose qu'ils n'auront jamais : la force du nombre, l'appui des faits, et la volonté de changer le système de l'intérieur. Chacun peut choisir où mettre son énergie, son argent, sa voix. Et chaque voix compte. Alors soyez cet effet domino. Parce qu'un jour, vous verrez : tout ce qui semblait impossible paraîtra évident. Et vous y aurez contribué.

Tu participes cette année à la célébration des dix ans de l'Accord de Paris, aux côtés d'Al Gore. Que représente cette reconnaissance sur la scène internationale pour toi ?

C.E. : C'est profondément symbolique. Au-delà de l'émotion, c'est aussi une responsabilité. On ne mène jamais un combat seul. On est tous et toutes les héritiers de luttes passées, de gestes courageux posés par d'autres, ailleurs, parfois dans l'anonymat. Je me vois comme une pierre dans un édifice immense, un maillon dans une chaîne de transmission. Et j'espère à mon tour devenir cette personne qui déclenchera, chez quelqu'un d'autre, l'envie de se lever, de s'engager.

Cette reconnaissance internationale, ce n'est pas une consécration personnelle. C'est l'occasion de connecter les luttes, de porter la voix des mouvements locaux sur les scènes globales, de



**DOMINO APRÈS DOMINO,
L'INDIFFÉRENCE S'EST
TRANSFORMÉE EN PRISE
DE CONSCIENCE, PUIS EN
MOBILISATION CITOYENNE. CE
QUE TOUT LE MONDE JUGEAIT
TROP TECHNIQUE, TROP
INVISIBLE, EST DEvenu
UN SUJET DE SOCIÉTÉ.**

”

**DIX ANS APRÈS L'ACCORD
DE PARIS, LES CHIFFRES
SONT SANS APPEL : ON N'EST
PAS EN TRAIN DE RALENTIR
LA CATASTROPHE,
ON ACCÉLÈRE VERS ELLE.
LE DERNIER RAPPORT
ÉVOQUANT UNE TRAJECTOIRE
À + 4 °C EN EST LA PREUVE
BRUTALE.**

créer des ponts entre les territoires et les forums internationaux. C'est ce que je trouve beau dans cette dynamique.

Mais il faut aussi garder les yeux grands ouverts. Dix ans après l'Accord de Paris, les chiffres sont sans appel : on n'est pas en train de ralentir la catastrophe, on accélère vers elle. Le dernier rapport évoquant une trajectoire à + 4 °C en est la preuve brutale. L'heure n'est pas à la célébration. Elle est à l'action.

Si tu pouvais transmettre un message aux dirigeants réunis pour l'anniversaire de l'Accord de Paris, en une seule phrase, que leur dirais-tu ?

C.E. : Croire qu'on pourra s'adapter à un monde invivable n'est pas seulement une erreur, c'est une forme d'arrogance. On n'adapte pas une population à un tsunami, à une sécheresse extrême, à l'absence d'eau potable. On ne dit pas à Mayotte : « Adaptez-vous à + 4 °C. » Ce qu'on appelle « adaptation », c'est parfois dissimuler notre renoncement à éviter le pire. Ce qu'il faut aujourd'hui, ce n'est pas s'adapter à la catastrophe, c'est l'empêcher.

Enfin, quel message veux-tu adresser aux Nations unies en matière de justice environnementale et de santé publique ?

C.E. : Il est temps que les Nations unies prennent la menace écologique pour ce qu'elle est réellement, une crise de sécurité mondiale. À l'origine, l'ONU a été créée pour garantir la sécurité collective. Mais aujourd'hui, comment peut-on continuer à utiliser ce mot si on laisse prospérer des menaces aussi massives, diffuses, et durables que celles liées à la dégradation environnementale et sanitaire ? Il faut intégrer d'urgence une sécurité climatique au cœur de leur mission.

Si tu devais résumer l'urgence de notre époque en une seule phrase, quelle serait-elle ?

C.E. : Ne pas se laisser anesthésier par la sidération. C'est, à mes yeux, le plus grand danger. C'est ce qui m'inquiète le plus, car cela fait partie des techniques autocratiques que d'endormir les peuples par la fatigue, la mollesse, l'accumulation de crises, de trop-plein d'informations, de diversion. Une fatigue organisée, une confusion permanente, qui servent ceux qui préfèrent l'inaction. Alors que l'on doit rester lucide, concentré, stratégiquement indigné. ♦

NO MORE PLASTIC

ROSALIE MANN

NO MORE PLASTIC

COMMENT LE PLASTIQUE RUINE NOTRE SANTÉ



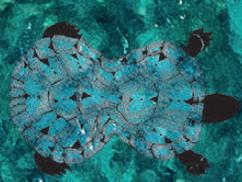
ROSALIE MANN

"La hauteur du défi que pose la pollution plastique à l'humanité, ne nous laisse plus le choix."



LESS SILENCE, MORE ACTIONS.

THE TRUTH ABOUT PLASTIC ON WWW.NOMOREPLASTIC.CO



NO MORE PLASTIC®

DELON

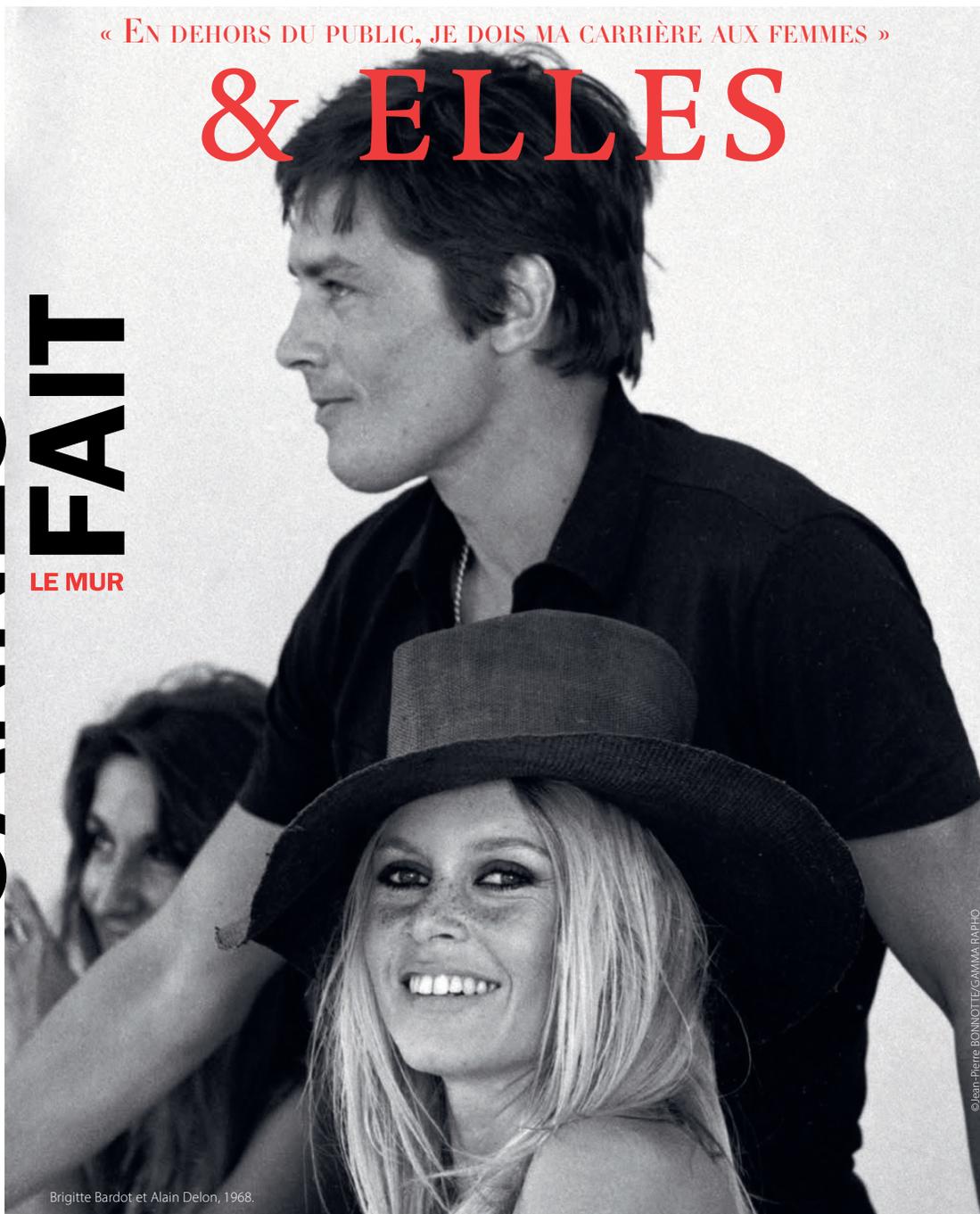
« EN DEHORS DU PUBLIC, JE DOIS MA CARRIÈRE AUX FEMMES »

& ELLES

CANNES

FAIT

LE MUR



Brigitte Bardot et Alain Delon, 1968.

13 MAI / 13 JUIN 2025

© Jean-Pierre BONNOTTE/GAMMA RAPHO

EXPOSITION À CIEL OUVERT
À DÉCOUVRIR DANS LES RUES DE CANNES



Avec le soutien de

